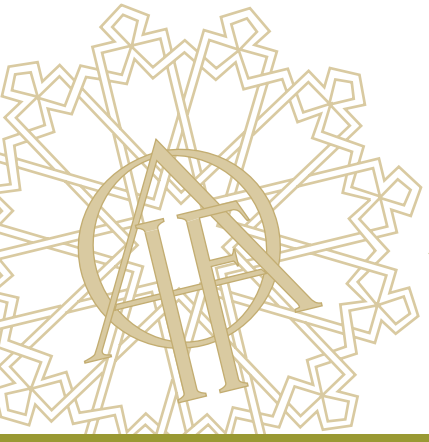
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE



ANNALES ISLAMOLOGIQUES

en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne

AnIsl 36 (2002), p. 197-251

Nicolas Michel

Villages désertés, terres en friche et reconstruction rurale en Égypte au début de l’époque ottomane.

Conditions d’utilisation

L’utilisation du contenu de ce site est limitée à un usage personnel et non commercial. Toute autre utilisation du site et de son contenu est soumise à une autorisation préalable de l’éditeur (contact AT ifao.egnet.net). Le copyright est conservé par l’éditeur (Ifao).

Conditions of Use

You may use content in this website only for your personal, noncommercial use. Any further use of this website and its content is forbidden, unless you have obtained prior permission from the publisher (contact AT ifao.egnet.net). The copyright is retained by the publisher (Ifao).

Dernières publications

9782724711264	*La chapelle d’Osiris Ounnefer Neb-djefaou*	Laurent Coulon
9782724711752	*Guide du Caire Islamique*	Hadrien Collet
9782724711660	*Mélanges de l'Institut dominicain d'études orientales 41*	Adrien Candiard (éd.)
9782724711745	*Bulletin archéologique des Écoles françaises à l'étranger (BAEFE)*	
9782724711271	*Du côté de chez Zeus*	Emmanuel Botte (éd.), Hélène Cuvigny (éd.), Michel Reddé (éd.)
9782724711677	*La Description de l’Égypte*	Paul-Marie Grinevald
9782724711714	*La pensée et la pratique pharmacologiques d’Avicenne*	Sylvie Ayari
9782724711899	*BCAI 40*	

© Institut français d’archéologie orientale - Le Caire

Nicolas MICHEL

Villages désertés, terres en friche et reconstruction rurale en Égypte au début de l'époque ottomane

L'EFFONDREMENT démographique qu'ont provoqué la Peste noire et ses retours meurtriers, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, puis tout au long du XV^e siècle, s'est accompagné dans l'ensemble de l'Europe de désertions de villages, d'abandons de terroirs et d'une avancée générale des incultes. Dans le temps même où les historiens de la population ont cherché à reconstituer et à mesurer l'ampleur de la régression démographique, l'étude des villages désertés a suscité l'intérêt des archéologues [1], évidemment curieux de tous les hiatus dans l'occupation humaine, mais aussi des historiens de l'économie et de la société rurales [2]. Depuis une quarantaine d'années, les recherches ont montré que les poussées épidémiques n'étaient pas les seules causes du recul général observé : les ravages de la guerre ont eu dans certaines régions des effets plus marqués ; néanmoins les abandons ont été un phénomène général, y compris à des pays à peu près indemnes de conflits graves [3]. Les désertions se sont souvent accompagnées d'une modification de l'habitat, par regroupement et redistribution dans

Abréviations utilisées :
f. = feddan (*faddān*, unité de superficie)
DT : *daftar al-tarbīʿ*, copie du cadastre de 1528, aux Archives nationales (Dār al-waṯāʾiq al-qawmiyya), Le Caire.
RĞ : registre de la série *al-rizaq ğayšī*, constituée à partir des années 1550, *ibid.*
RI : registre de la série *al-rizaq iḥbāsī*, mêmes dates, *ibid.*

[1] L'ouvrage fondateur dans ce domaine fut celui de Maurice W. Beresford, *The Lost Villages of England*, Londres, 1954. Pour la France, citons les études de sites regroupées dans *Archéologie du village déserté*, 2 vol., Paris, Armand Colin (École pratique des hautes études – VI^e section, et Institut d'histoire de la culture matérielle de l'Académie polonaise des sciences – *Cahier des annales* 27), 1970.

[2] L'étude systématique des sites désertés (*Wüstung*) a débuté très tôt en Allemagne, avec l'ouvrage de G.W.J. Wagner, *Die Wüstungen im Grossherzogtum Hessen*, 1854. Alfred Grund, *Die Veränderungen der Topographie im Wiener Becken*, 1901, a pour la première fois mis en évidence le lien entre un très grand nombre d'habitats désertés et la crise agraire du bas Moyen Âge. Dans une perspective comparative, la date fondamentale pour ce domaine d'études est la parution de l'ouvrage collectif *Villages désertés et histoire économique XI^e – XVIII^e siècle*, 1965 (pour l'historiographie allemande, Wilhelm Abel, « Désertions rurales : bilan de la recherche allemande », *ibid.*, p. 515-531).

[3] Il est établi aujourd'hui que l'effondrement démographique a été partout dû à la Peste noire et à ses premiers retours dans la seconde moitié du XIV^e siècle. Ces catastrophes ont affecté des populations dont la croissance était déjà arrêtée depuis le début du siècle, et qu'affectaient lourdement des famines et une surmortalité épidémique. Voir la mise au point récente et passionnée de G. Bois, 2000, p. 65-69 et 80-84. – Exemple désormais classique, celui du royaume de Navarre étudié par M. Berthe, 1984 : alors qu'entre les deux dates, la région ne connaît de guerre qu'une année, en 1378, la population y passe de 50-56 000 feux vers 1330 à 16 000 feux en 1427-1428, soit une régression de – 68 % à – 72 %, due pour la plus grande part aux épidémies : *ibid.*, p. 456-457.

AnIsl 36 (2002), p. 197-251 Nicolas Michel

l'espace [4]. Dans bien des cas, les abandons d'habitat n'ont été que temporaires. La remise en culture et le repeuplement des campagnes très éprouvées par diverses calamités constituent désormais un des thèmes majeurs de l'étude des XV^e^ et début XVI^e^ siècles [5].

Cette situation historiographique florissante ne se retrouve pas au Proche-Orient. Michael Dols a montré à partir de l'étude des chroniqueurs que cette région du monde avait été aussi éprouvée par la Peste noire que les pays d'Europe, selon une chronologie similaire, et avec semble-t-il la même effrayante ampleur [6]. Faute d'être renouvelée par des sources archéologiques ou archivistiques, la question risquait de s'enliser [7]. L'Empire ottoman a produit à partir du XV^e^ siècle pour l'Anatolie et les Balkans, du XVI^e^ siècle pour la Syrie, des séries de recensements par feu (*taḥrīr defterleri*) qui permettent de mesurer le repeuplement, mais non de le comparer à la situation antérieure [8]. L'Égypte paraissait plus mal lotie encore, n'ayant pas connu de recensement de ce type [9] ; les études historiques de la nouvelle province au XVI^e^ siècle n'ont jusqu'ici pas abordé les questions démographiques, ni plus généralement celles liées à la vie rurale [10]. Pour la période antérieure, seul Jean-Claude Garcin a cherché, à partir d'indices dispersés, à évaluer les effets, à son avis, décisifs, sur les structures du pays de la catastrophe démographique [11].

Cependant l'Égypte fit l'objet d'un cadastre général des terres arables, mené par village pour l'année fiscale 933 / septembre 1527 - septembre 1528. Les résultats en sont partiellement conservés dans des registres postérieurs, auxquels la réorganisation récente des Archives nationales du Caire a permis l'accès. À défaut de données proprement démographiques, ce sont les listes de villages et les superficies mentionnées qui nous permettent de prendre la mesure du phénomène des désertions. Le cadastre général précédent, appelé *al-rawk al-nāṣirī* [12], remontait à 1315, et ses résultats village par village sont intégralement conservés : comme l'Égypte à cette date, trente ans avant la Peste noire, connaissait vraisemblablement un optimum démographique, la comparaison entre les données des deux cadastres doit être riche d'informations. Elle pose d'évidence des problèmes de méthode qui nécessitaient de sélectionner pour cette étude un échantillon représentatif.

[4] Voir là encore l'exemple des *despoblados* de la Navarre, étudiés par M. Berthe, *ibid.*, p. 489-521.

[5] Voir notamment les études publiées dans l'ouvrage collectif *La reconstruction après la guerre de Cent Ans*, 1981.

[6] M. Dols, 1977 ; du même auteur, voir aussi « The Second Plague Pandemic and Its Recurrence in the Middle East : 1374-1894 », *JESHO* 22, 1979, p. 162-189 ; *id.*, « The General Mortality of the Black Death in the Mamluk Empire », *in* A.L. Udovitch (éd.), 1981, p. 397-428 ; et de D. Ayalon, « The Plague and Its Effects on the Mamlūk Army », *JRAS*, 1946, reprint *in Studies on the Mamlūks of Egypt (1250-1517)*, Londres, 1977.

[7] D. Crecelius, « Archival Sources for Demographic Studies of the Middle East », *in* A.L. Udovitch (éd.), 1981, p. 349-374, fournit un état des lieux il y a une vingtaine d'années ; notamment p. 357-365 sur les archives de l'Égypte ottomane. Les registres du XVI^e^ siècle étaient alors inconnus.

[8] La transition de l'époque byzantine à l'époque ottomane a fait l'objet d'un remarquable ouvrage collectif de A. Bryer et H. Lowry (éd.), *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, Birmingham, Washington, 1986, qui porte sur plusieurs études de cas aux XV^e^ et XVI^e^ siècles, permettant d'affiner la chronologie de la reprise démographique après le creux des XIV^e^-XV^e^ siècles.

[9] Les tentatives d'estimation de la population égyptienne à l'époque médiévale ont surtout utilisé des données fiscales : voir J.C. Russell, 1966, p. 75-81 pour l'époque mamelouke.

[10] M. Winter, 1992 et 1998, et D. Behrens-Abouseif, 1994, dans leurs synthèses sur l'Égypte à l'époque ottomane, ont préféré laisser de côté la société rurale.

[11] Voir notamment J.-Cl. Garcin, 1976, p. 445-453. Pour cet historien, l'Égypte connaît des changements structurels fondamentaux à la fin du XIV^e^ siècle, ouvrant une ère nouvelle qui va se prolonger jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle ; *ibid.*, p. 415-416. Voir aussi *id.*, 2000, p. 50-53.

[12] Voir l'étude la plus récente de T. Sato, « The Proposers and Supervisors of *al-Rawk al-Nāṣirī* in Mamluk Egypt », *Mamlūk Studies Review* 2, 1998, p. 73-92, qui donne p. 73, n. 1 la bibliographie sur la question.

Celui-ci sera constitué par les deux provinces du Delta les mieux documentées pour le début de l'époque ottomane : la Buḥayra, au nord-ouest du Delta, pour laquelle une copie partielle du cadastre a préservé, outre les superficies, une foule de renseignements fiscaux, essentiels pour la connaissance des désertions et de la reconstruction rurale ; et la Ǧazīrat Banī Naṣr, dans la moitié sud du triangle du Delta, seule province dont les indications de superficie – à défaut des autres renseignements ayant dû figurer dans les registres originaux du cadastre, qui ont disparu – sont presque intégralement conservées. Le rapprochement entre les situations de ces deux provinces présente un intérêt particulier. J'ai montré dans un article récent [13] que dans les années 1517-1528, les premières du nouveau régime ottoman en Égypte, la Buḥayra avait connu une émigration massive, en direction du centre du Delta et notamment de la Ǧazīrat Banī Naṣr, terre d'immigration. Du point de vue de l'occupation humaine et agricole l'étude des deux régions s'annonce donc contrastée ; elle servira de garde-fou à des généralisations hâtives à partir d'un cas régional unique. Et de fait la Buḥayra avait des villages désertés ; la Ǧazīrat Banī Naṣr n'en avait pas.

Les villages désertés de la Buḥayra

Le terme de village sera utilisé ici comme traduction commode de *nāḥiya* (pl. *nawāḥī*) qui désignait la circonscription administrative de base [14] : dans un contexte général d'habitat regroupé, elle désignait soit un village unique – cas le plus fréquent dans le Delta et la Moyenne Égypte – soit le village avec ses écarts, appelés *kafr*, pl. *kufūr* ; parfois aussi deux agglomérations de poids relativement équivalent, regroupées dans une seule circonscription, par exemple Ṭanūb et Bištāma dans la Ǧazīrat Banī Naṣr, confondues en 1315, dissociées en 1528. Dans tous les cas, le terme recouvre à la fois l'habitat et le terroir qui en dépend.

La province de la Buḥayra comprend l'ensemble des terres du nord-ouest du Delta à l'ouest de la branche de Rosette, à l'exception, à l'extrémité aval de celle-ci, de quelques villages rattachés à la province d'al-Muzāḥamatayn. La partie cultivée et habitée de la province présente grossièrement la forme d'un triangle limité à l'est par la branche de Rosette, au sud-ouest par le désert, et au nord par les terres basses, domaines des lacs, notamment ceux de Maryūṭ et d'Itqū. Plusieurs cours d'eau, aménagés de longue date, permettaient l'irrigation de la province. Dans la plus ancienne carte détaillée que nous conservons, celle de l'*Atlas* de la *Description de l'Égypte* (feuilles 29, 36, 37), trois canaux majeurs sont représentés : d'amont en aval, 1) le canal de Baheireh, de direction SE-NO, ayant sa tête à al-Ṭayriyya et longeant le rebord sud-ouest de la province ; 2) le canal de Chabour, parallèle au précédent et se poursuivant jusqu'à Damanhūr ; 3) le canal d'Alexandrie, en gros de direction est-ouest depuis El-Rahmâniye (Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān) jusqu'à Alexandrie. Les descriptions et autres documents d'époque médiévale ou du XVI^e^ siècle confirment l'existence ancienne de ces canaux ; le second correspond au Baḥr Ramsīs, qui a

[13] N. Michel, 2001.

[14] Dans les registres établis à partir du milieu du XVI^e^ siècle, *qarya* est employé par certains rédacteurs comme équivalent de *nāḥiya* : N. Michel, 1996, p. 154, 164.

pris la suite d'une branche antique du Nil, la branche Canopique [15]. Leur tracé a été modifié depuis deux siècles de telle manière qu'il n'est plus possible de les représenter avec une précision fiable sur les cartes. Il existait un autre canal fort important à l'époque mamelouke, 4) le *ḫalīğ al-Ẓāhirī* qui, à partir sans doute d'al-Ẓāhiriyya, rejoignait par un tracé SSE-NNO, du côté de Minyat Banī Mūsā, le *ḫalīğ al-Ašrafī* lui-même branche amont du canal d'Alexandrie, creusée sur ordre du sultan al-Ašraf Barsbāy en 1423 [16]. Ce cours d'eau, aujourd'hui le Ẓāhirī, est signalé pour la première fois par Ibn Ḥawqal au Xe siècle [17]. Il fut apparemment utilisé en 404/1013 pour alimenter le canal d'Alexandrie, et recreusé sous al-Ẓāhir Baybars en 662/1263 et 664/1265 [18].

Les altitudes dans la province sont très faibles, 9 m à al-Ṭayriyya, au sud, mais 4 m à Damanhūr et moins de 2 m à l'ouest ; elles s'abaissent en éventail de l'angle sud-est vers le nord-ouest ; sur l'ancienne branche Canopique le *baḥr Ramsīs* a construit, dans l'axe médian de cet éventail, une sorte de bourrelet alluvial [19]. En dessous de 4 m d'altitude, soit en gros au nord et à l'ouest de Damanhūr, la mise en valeur est problématique : l'irrigation par simple gravité [20] pose là de graves problèmes techniques, d'accès puis de drainage, et les moindres différences d'altitude jouent un rôle majeur [21]. De plus, aux altitudes les plus faibles les sols alluvionnaires sont de moins bonne qualité, souvent d'origine marécageuse [22]. Au total les zones naturellement les plus favorisées de cette région paraissent la partie sud-est (la plus haute), la rive gauche de la branche de Rosette, le bourrelet du *baḥr Ramsīs* et peut-être les rubans limitrophes des canaux al-Ẓāhirī et al-Ašrafī [23].

Les listes des villages de la Buḥayra d'après le cadastre de 1315 recensent 242 noms de villages ; parmi ceux-ci, les deux recensions conservées de l'époque mamelouke, celles d'Ibn Duqmāq (fin XIVe siècle) et d'Ibn al-Ǧīʿān (fin XVe siècle), donnent les superficies (*misāḥa*) de 230 villages et l'évaluation fiscale (*ʿibra*) de 236 villages [24]. Les raisons pour lesquelles manque la superficie de certains villages ne sont pas explicitées par les deux auteurs : en règle générale, la *misāḥa* est simplement dite n'avoir pas été effectuée, mais il y a bien une évaluation de la *ʿibra* dans 8 cas sur 12. Relevons qu'un village, Abū l-Arānib, est dit déserté (*ḫarāb*), pourtant les deux auteurs lui attribuent une superficie.

[15] Sur cette branche, O. Toussoun, 1922, t. I, p. 29-42.

[16] *Ibid.*, t. II, p. 206-207.

[17] *Ibid.*, t. II, p. 92-93 : Ibn Ḥawqal le décrit comme une branche du Nil se détachant de la branche de Rosette puis l'y rejoignant.

[18] *Ibid.*, t. II, p. 105 et 202-205.

[19] Voir la « Carte topographique du delta du Nil », S. Fanchette, 1997, p. 29 ; O. Toussoun, 1922, t. I, p. 30, signale que « lorsque le nivellement de la province fut fait [par le ministère des Travaux publics, à une date non précisée], il fut reconnu que le canal Abou Diab [= baḥr Ramsīs] avec les terrains le bordant étaient plus élevés et plus fertiles que ceux de la région et y formaient une sorte de bosse. » Voir aussi *ibid.*, pl. XII h.-t., « Tracés des élévations du sol dans le Delta marquant les anciens cours d'eau ».

[20] Pratiquée sur tous les terroirs mentionnés dans DT 4651, sauf sur celui de Maḥallat al-Amīr, *nāḥiya* de bord du Nil, dont tout le terroir était « irrigué depuis le Nil, à l'encolure des bœufs » (*ʿalā aʿnāq al-baqar*), c'est-à-dire par des *sāqiya*-s (pl. *sawāqī*), pour la culture de la canne à sucre, du riz et du *bersim*.

[21] S. Fanchette, 1997, p. 27 sur les avantages des bourrelets alluviaux du Nil et des anciennes branches du fleuve.

[22] *Ibid.*, p. 24 et 31 et carte p. 28 « Fertilité des sols du Delta du Nil ».

[23] On relèvera avec intérêt que le sultan al-Ġūrī, dont les *waqf*-s fonciers sont dispersés dans toute l'Égypte, n'en a acquis, dans la Buḥayra, que dans des villages le long du Nil (Maḥallat Bišr, Umm Ḥākim, al-Ǧinān) et dans le sud-est de la province (Minyat Yazīd), soit dans les zones les plus riches : C.F. Petry, 1998, tableau 2, p. 101-102 et carte p. 105 ; ce qui confirme les observations générales *ibid.*, p. 110, sur la propension des deux sultans Qāytbāy et al-Ġūrī, à acquérir des *waqf*-s dans les régions les plus productives.

[24] Ces données ont été rassemblées et publiées de manière très pratique par H. Halm, 1982, t. II, p. 390-464, et cartographiées *ibid.*, cartes 22, 26, 31 à 33 et 40 à 43.

Les agents du cadastre de 1528 n'avaient pas sous leurs yeux les listes de 1315 ; ils ont constitué leurs registres en parcourant les campagnes et en interrogeant les agents villageois, cheikhs ou *dalīl*-s. Les registres originaux ont disparu ; une partie des données peut cependant en être reconstituée, à partir d'extraits ultérieurs. Pour la province de la Buḥayra, nous conservons encore une copie partielle du cadastre [25], qui contient l'index alphabétique complet des villages, réalisé (ou seulement recopié) à une date ultérieure ; il mentionne 210 villages. 55 de ceux-ci (soit 26 %) font l'objet d'une notice dans le registre tel qu'il est conservé ; il s'agit du premier (al-ʿAṭf) et des 54 derniers villages par ordre alphabétique, de Qarṭasā à Yāṭis. Si nous laissons de côté trois villages pour lesquels le registre ne fournit guère que le nom et les confins, il reste 52 villages mieux renseignés. Cet ensemble se retrouve dans un autre registre, le second des deux consacrés à la Buḥayra, dans la série appelée aujourd'hui *al-rizaq ğayšī* ; il porte sur les 91 derniers villages par ordre alphabétique [26]. Les deux sources fournissent pour notre étude un *échantillon restreint* des 55 villages présents dans la copie du cadastre de 1528, et un *échantillon large* des 91 villages du second registre des *al-rizaq ğayšī*.

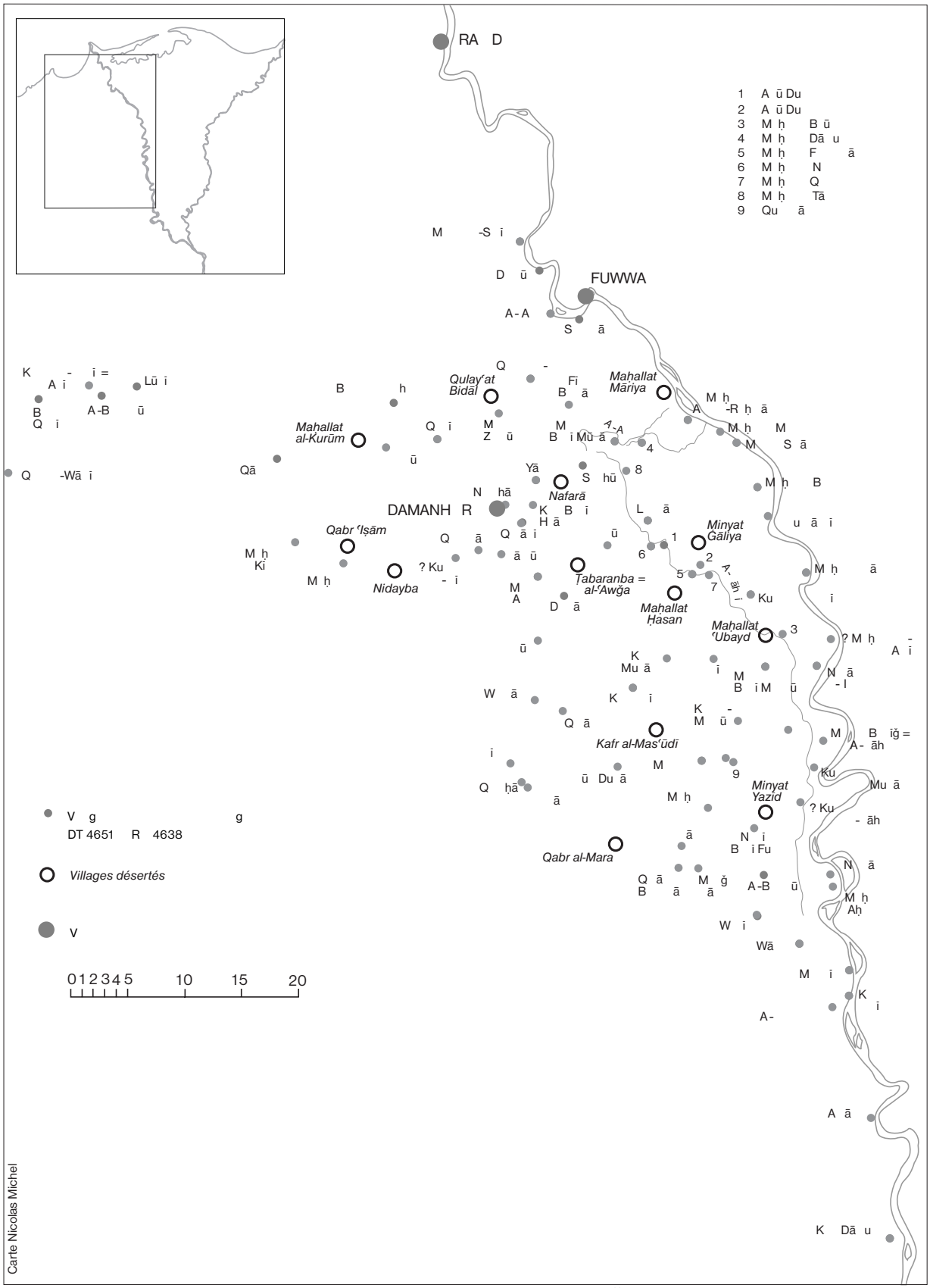
J'ai pris le parti, devant la diversité des situations décrites dans les registres, de considérer comme « désertée » une *nāḥiya* qui n'a plus de cultures, ou plus de *fallāḥ* sur place, ou qui est dite désertée (*ḫarāb*), terme qui lui-même demande à être explicité. En croisant les informations des deux registres, nous trouvons parmi les 55 villages de l'échantillon restreint entre neuf et onze villages qui en 1528 répondent à l'une ou l'autre de ces situations ; et deux villages de plus dans l'échantillon large. Chacun présente un cas particulier. Les informations les concernant sont détaillées dans l'annexe 1.

La province de la Buḥayra est bordée au sud-ouest par le désert, au nord par des terres basses et marécageuses. On s'attend à ce que le recul du peuplement aux XIV^e^-XV^e^ siècles ait conduit à une avancée du désert, donc à rencontrer surtout des villages désertés sur les marges de province. La cartographie des villages mentionnés par le cadastre de 1315 et disparus entre cette date et le XX^e^ siècle montre que cela s'est effectivement produit [27] : ce ne sont pas moins de 61 villages de la Buḥayra (sur 231) qui ont été rayés de la carte depuis 1315, dont plus de la moitié sur la bordure sud-ouest. Le phénomène est général à la Basse Égypte ; la contraction et l'extension des terres cultivées rythment, par leurs pulsations, l'essentiel de l'histoire sur le long terme des provinces de l'ouest (la Buḥayra) et de l'est (la Daqahliyya et la Šarqiyya) du Delta. La carte des villages dits désertés en 1528 (carte 1) le confirme partiellement, et montre un autre phénomène : plusieurs de ces villages désertés sont disséminés à l'intérieur de la province, sans privilégier de zone particulière ; ils côtoient des agglomérations qui restent peuplées. Ce ne sont que des trous dans un tissu qui reste cohérent et dont on devine qu'il pourra sans difficulté majeure se reconstituer par

[25] C'est le DT 4651, contenant les f. 1 et 170-229 du registre d'origine.

[26] RĞ 4638 ; registre intact, bien conservé. Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'à la différence du cadastre de 1528, ce registre ne résulte pas d'une enquête sur place, mais a été constitué en compilant des informations prenant pour base, dans son organisation interne, les listes alphabétiques des villages de l'époque mamelouke.

[27] S. Fanchette, 1997, fig. 11, p. 39, reprenant la carte hors-texte d'O. Toussoun, 1926, t. I, 1re partie ; sur ces 61 villages, O. Toussoun a pu en localiser 44 ; *ibid.*, 2e partie, 1936, tableau p. 333.



Carte 1. Villages désertés de la Buḥayra en 1528, d'après les registres DT 4651 et RĞ 4638.

un appel aux populations les plus voisines. De fait, la désertion de ces villages n'a été définitive que pour cinq d'entre eux. L'abandon des villages doit être inscrit dans une histoire plus longue.

Nom de la *nāḥiya*	**Déserté *ḫarāb***	**En ruines *dāṭir***	**Existe aujourd'hui**	**Existe sous un autre nom**	**Émigration *tasaḥḥub***	**Contient des habitants**	**Présence de cultures**	***Dalīl* d'un autre village**	***Fallāḥ*-s d'un autre village**
Kafr al-Masʿūdī							+		+
Maḥallat Ḥasan	+	+		+			+	+	
Maḥallat Māriya	+					+	+	+	
Maḥallat ʿUbayd	+		+				+		
Minyat Ġāliya	+	+					+		+
Minyat Yazīd			+		+	+	+		
Nafarā	+							+	
Qabr al-Mara				+					
Qabr ʿIṣām	+	+		+					
Qulayʿat Bidāl	+						+		
Ṭabaranba		+	+		+		+		

Tableau 1. Éléments de description des villages désertés dans le cadastre de 1528.

Ces villages désertés n'obéissent pas à une situation uniforme, ni leur description dans les registres, à un formulaire standard (tableau 1). Cinq d'entre eux ont été rayés de la carte, par contre trois subsistent sous le même nom ou un nom très voisin (Mīt Yazīd pour Minyat Yazīd). Quatre d'entre eux sont encore habités en 1528, ou du moins y rencontre-t-on des gens ; le terroir de huit d'entre eux porte peu ou prou des cultures. Le terme de *ḫarāb* que les registres utilisent pour désigner de la manière la plus synthétique l'état de sept de ces villages demande donc quelques explications. Il ne désigne pas nécessairement la ruine physique, idée que traduit plutôt ici le qualificatif *dāṭir* qui est utilisé pour quatre villages, mais l'état d'abandon qui conduit à la ruine ; son antonyme *ʿumrān* signifiant le peuplement, l'occupation [28]. Nous sommes ici en présence d'une source fiscale, dont l'élaboration fut guidée par le souci de recenser de manière systématique les éléments permettant de calculer un impôt de répartition, le *ḫarāǧ* (impôt foncier). Dans cette optique, les agents du cadastre ne se sont pas souciés de délivrer une description physique exhaustive du pays ;

[28] E.W. Lane, *An Arabic-English Lexicon*, Londres, 1863, réimpression Beyrouth, 1980, vol. I, p. 716, col. 3.

dans leur tournée des villages ils ont pu laisser de côté des ruines effectives, si elles ne correspondaient plus à aucun terroir caractérisé ; et ils agirent certainement ainsi, puisque jusqu'au XIX^e siècle, l'habitat en Égypte étant toujours surélevé au-dessus du niveau des champs et de l'inondation annuelle, les anciens sites abandonnés restaient bien visibles [29]. En 1528 – comme lors des cadastres précédents – la recension a été faite par unité fiscale : la *nāḥiya* ou village, dont on calculait l'impôt foncier global, et en dessous les individus responsables de l'acquittement de l'impôt, ordinairement les *fallāḥ*-s (litt. paysans) du village [30] ; dans ce contexte fiscal le *ḫarāb* renvoie toujours et de manière précise à l'absence de *fallāḥ*-s originaires du village, c'est-à-dire des cultivateurs ou exploitants responsables du paiement de l'impôt foncier. Cette caractéristique, l'absence des *fallāḥ*-s, est la seule donnée commune aux onze villages du tableau 1.

S'il est légitime d'utiliser l'expression de « village déserté » à propos de l'Égypte, ce sera donc dans un sens différent de celui couramment employé par les historiens de l'Europe médiévale et moderne, qui ont privilégié l'abandon effectif de l'habitat, prélude très fréquent à l'effacement du toponyme qui en fournit souvent le principal, voire le seul indice. Dans l'Égypte du XVI^e siècle, pour faire bref, un village déserté est un village sans *fallāḥ* : il est toujours considéré par l'administration et par les agents des villages voisins comme constituant une entité administrative, une *nāḥiya*, mais on n'y trouve plus d'individu assumant la charge de l'impôt. Il y en avait jadis : ils sont tous décédés ou, plus sûrement, partis ; si le terroir contient bien des cultures, celles-ci ne sont pas le fait de gens originaires du village. La variété des situations renvoie à des questions plus générales : l'émigration des *fallāḥ*-s, le recul des terres cultivées, les efforts de reconstruction rurale.

Les cadastres de 1315 et 1528 : mesure d'un recul

L'abandon des villages suppose un recul des terres cultivées. Nous en demanderons confirmation à la comparaison entre les chiffres de superficies des cadastres de 1315 et 1528, soit peu avant, puis à la fin des grandes épidémies de peste qui sévirent du milieu du XIV^e siècle au premier quart du XVI^e. Dans cette hypothèse, le recul des superficies devrait être plus sensible dans la Buḥayra, où les villages désertés sont nombreux, que dans la province de Ǧazīrat Banī Naṣr, qui n'en comportait pas au début de l'époque ottomane. La question suppose un examen approfondi des chiffres disponibles.

Les chiffres du cadastre de 933/1528 ne posent pas de problème particulier. Pour la Buḥayra ils nous sont connus par deux recensions : 1) celle effectuée dans les années 1550 pour constituer le cadre de deux séries de registres consacrés l'une aux *rizqa*-s *iḥbāsiyya* (série appelée aujourd'hui *al-rizaq iḥbāsī* [31]), l'autre aux autres catégories de terres

[29] Ils apparaissent pour la première fois dans les cartes de l'*Atlas* de la *Description de l'Égypte*. La plupart de ces champs de ruines, s'ils n'ont pas été réoccupés ultérieurement par un habitat, un lieu sacré ou un cimetière, ont été rasés au XIX^e siècle par les exploitants du *sibāḫ*, l'engrais organique dont les ruines sont riches.

[30] Pour la définition du *fallāḥ* dans les textes administratifs, N. Michel, 2000, p. 527-533 et 538-539.

[31] Sur les fragments des RI subsistants relatifs à la Buḥayra, N. Michel, 1996, p. 163.

privilégiées, *waqf*-s et *milk*-s principalement (série appelée aujourd'hui *al-rizaq ğayšī* [32]), dont nous possédons l'intégralité du second volume (RĞ 4638) ; 2) la copie partielle du cadastre de 1528, effectuée à une date inconnue et qui peut être tardive (XVIII^e siècle) (DT 4651). La comparaison des données chiffrées contenues dans RĞ 4638 et dans DT 4651 ne fait découvrir aucune divergence. Cela montre que l'original perdu de 1528 était d'une grande lisibilité pour les copistes ultérieurs.

Le *rawk al-nāṣirī*, cadastre effectué en 1315, nous est connu par trois recensions, celle des registres des années 1550 et celles de deux auteurs d'époque mamelouke, Ibn Duqmāq et Ibn al-Ğīʿān. Les divergences constatées entre ces deux derniers avaient conduit Jean-Claude Garcin à proposer une autre datation : cette hypothèse est discutée dans l'Annexe 2, ainsi que la question des divergences entre les recensions. Leur examen, croisé avec celui des autres données cadastrales disponibles dans les registres des années 1550, m'a conduit à considérer que la majeure partie des chiffres de superficie disponibles sont bien ceux relevés en 1315, et qu'un petit nombre seulement reflète des révisions cadastrales intervenues dans le courant du XIV^e siècle. On trouvera également à la suite de l'Annexe 2, présentées sous forme de tableaux, les superficies des villages dans les deux provinces étudiées, selon les deux cadastres de 1315 (dans les trois recensions connues) et 1528.

Disposant de deux ensembles de chiffres situés à des dates par elles-mêmes d'un extrême intérêt – avant et juste après la fin des grandes épidémies du bas Moyen Âge –, nous ne pouvons esquiver la question de leur fiabilité [33]. Le bon sens suggère d'accorder à ce genre de documents une confiance mesurée et vigilante ; en l'absence de sources externes sur les conditions concrètes de leur élaboration, nous devons accepter comme hypothèse de travail que leurs chiffres sont exacts, tant que leur analyse interne n'a pas mis en évidence des contradictions ou des invraisemblances.

La comparaison des superficies en 1315 et 1528 donne pour les deux groupes choisis, ceux de la Buḥayra et de la Ğazīrat Banī Naṣr, des résultats contrastés et paradoxaux. Dans la Buḥayra, alors que les villages désertés abondent, la superficie cadastrée a assez peu reculé. Dans la Ğazīrat Banī Naṣr, où aucun village n'a été abandonné, c'est l'inverse : le recul de la superficie déclarée apparaît dramatique. Nous devons examiner séparément ces deux provinces.

La Buḥayra

En prenant les 51 villages de l'échantillon restreint pour lesquels nous disposons des indications de superficie de 1528 (voir tableau 6), la superficie totale est passée de 64 127 f. en 1315 à 51 553 f. en 1528, soit un recul de 19,6 %. Mais en écartant les villages sur lesquels le *rawk al-nāṣirī* est muet, et ceux pour lesquels la copie du cadastre de 1528 signale que seule la superficie effectivement cultivée cette année-là a été mesurée, les totaux

[32] Cette série a été présentée par ʿImād Abū Ġāzī, *Dirāsa diblūmātiyya fi waṯā'iq al-bayʿ min amlāk Bayt al-māl fi ʿaṣr al-Mamālik al-Çarākisa*, université du Caire, section des archives, thèse soutenue en juin 1995.

[33] « Question angoissante. Le document sur lequel s'appuient tous nos raisonnements est-il fiable, est-il exact ? » se demande de même M. Zerner, 1993, p. 92, à propos du cadastre du Comtat Venaissin établi en 1414.

passent respectivement, pour 43 villages, à 55 943 f. en 1315 et 48 585 f. en 1528, soit un recul de 13,1 % seulement. Le détail (voir tableau 2) montre que la plus grande partie des villages sont compris dans deux groupes : 19 pour lesquels la variation est négligeable (entre – 5 % et + 5 %), et 8 pour lesquels la régression est supérieure à – 25 % ; elle est même supérieure à – 50 % pour trois d'entre eux (Qāfila, Kafr Musāʿid, Niqrihā), auxquels il faut bien sûr ajouter les villages désertés. Il n'y a pas de corrélation nette entre la taille des terroirs au début de la période considérée et leur évolution ultérieure, sauf dans le cas des villages désertés : la grande majorité de ces derniers disposaient de petits terroirs en 1315, de quelques centaines de feddans, voire moins (Nafarā, 88 f.).

Évolution entre 1315 et 1528	**> 35 %**	**25 à 34 %**	**15 à 24 %**	**5 à 14 %**	**– 5 à 5 %**	**– 15 à – 6 %**	**– 25 à – 16 %**	**– 35 à – 26 %**	**– 45 à – 36 %**	**– 55 à – 46 %**	**< – 56 %**
Nombre de *nāḥiya*-s	2	1	1	0	19	6	2	4	1	1	2

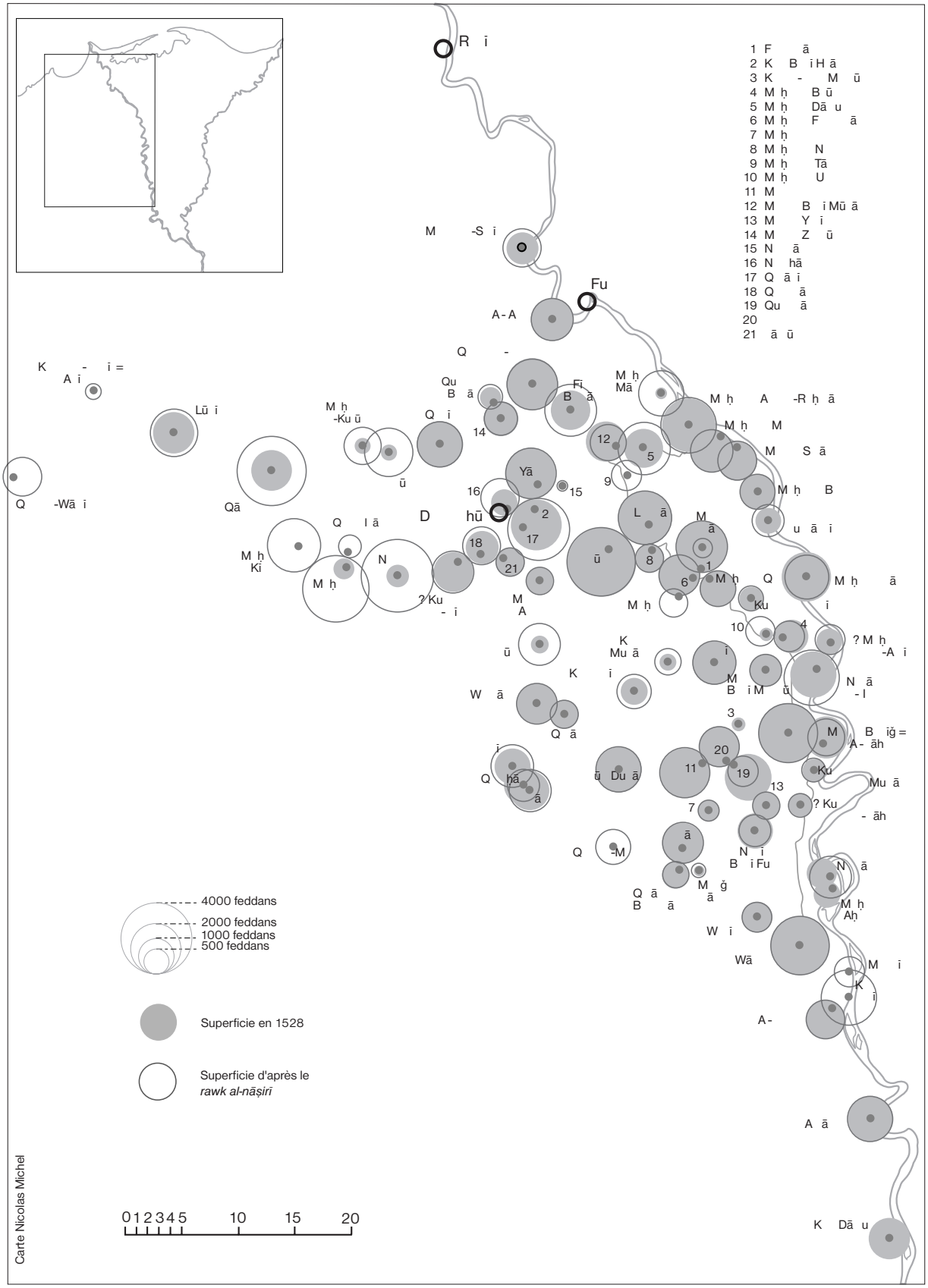
Tableau 2. Répartition de l'écart entre les superficies déclarées en 1315 et 1528, *nāhiya*-s de la Buḥayra (échantillon restreint, villages désertés exclus).

En somme, pour cet échantillon de 51 villages, ce sont 16 villages – dont 7 ou 8 désertés – dont le terroir a subi une régression importante, de plus du quart, contre 3 qui ont connu une augmentation de plus du quart et 19 dont le terroir est resté sensiblement de même taille. Au phénomène particulier des villages désertés s'ajoute celui, également circonscrit mais plus ample, de terroirs en forte régression.

La cartographie des villages désertés avait montré la fragilité des bordures désertiques, ainsi que des trous dans le reste du tissu de l'occupation humaine. Les changements intervenus depuis 1315 permettent de préciser ces aspects (carte 2). La partie ouest de la province apparaît sinistrée : la réduction des superficies est dramatique pour 5 des 10 *nāḥiya*-s de 1315, et 4 autres disparaissent (Qabr ʿIṣām, Maḥallat Kayl, Abīs, Qabr al-Wāylī). La désertification manifeste est à lier ici au fait que l'irrigation de ces villages situés en queue de chaîne hydraulique dépend de l'amont : mauvais entretien du réseau, gaspillages, déperditions, accaparements abusifs de l'eau par les villages d'amont rendent en tout temps ceux placés le plus loin plus vulnérables, et les premiers touchés par des crises graves. Par ailleurs, certains des vides révélés par la localisation des villages désertés s'étendent sur cette nouvelle carte : c'est notamment le cas de l'ensemble des villages situés à l'est et au nord-est du chef-lieu Damanhūr, puisque autour de Nafarā disparue on relève une régression des terroirs à Kafr Banī Hilāl / Qarāqīš (– 32 %), Niqrihā (– 53 %). Des zones véritablement sinistrées se dessinent. La réflexion est malheureusement limitée par les lacunes de notre documentation.

La Ğazīrat Banī Naṣr

La Ğazīrat Banī Naṣr n'était plus une province à proprement parler depuis le XV^e^ siècle : elle était désormais incluse dans la Minūfiyya ; mais les registres ottomans, par souci de calquer les traditions antérieures, continuent au XVI^e^ siècle à la distinguer. Elle est mentionnée



Carte 2. Superficies des *nāḥiya*-s de la Buhayra dans le *rawk al-nāṣirī* et le cadastre de 1528. Les cercles sont proportionnels à l'échelle de la carte, dans l'hypothèse 1 feddan = 0,63 ha.

sous ce nom dès l'apparition de la division administrative de l'Égypte en provinces, vers le milieu du XIe siècle [34]. Elle était appelée « île » (*ǧazīra*) parce qu'au Moyen Âge elle avait effectivement été bordée par deux cours d'eau, la branche de Rosette à l'ouest et une dérivation de celle-ci à l'est, qui s'en détachait en amont à Abū Yuḥannas (ou Abū Nišāba selon al-Qalqašandī, début XVe siècle) et la rejoignait en aval à Abīǧ (Ibn Ḥawqal, Xe siècle) ou al-Farastak (al-Qalqašandī) [35]. L'existence d'une voie de circulation permanente à l'est de la province, donc au cœur du Delta, avait certainement joué un rôle économique important pour l'ensemble des bourgades situées à proximité, notamment Minuf, et Ibyār le chef-lieu de la Ǧazīrat Banī Naṣr.

Pour cette province, la régression des superficies entre 1315 et 1528 est spectaculaire. La comparaison est possible pour 43 villages : la somme de leurs superficies passe de 89 541 f. en 1315 à 52 691 f. en 1528, soit – 41,1 %. Comme les chiffres pour 1528 de cette province nous sont presque entièrement connus, il est possible d'analyser de plus près les statistiques dont nous disposons. Deux fragments de registres permettent en effet de reconstituer la plus grande partie des superficies : le RI 4630 qui comprend l'index complet, et les fos 19 à 127, fin du registre original, soit les notices de 46 villages ; le RǦ 4621, qui ne contient plus que l'index et les fos 1 à 15 et 128 à 131, fin du registre original ; il donne les notices de 5 autres villages, ce qui réduit l'inconnu à 4 *nāḥiya*-s, à savoir Azrī, Ikwā, al-Zubayriyya, et Dibirkā (dont seule la superficie des *rizqa*-s est connue en 1528). Ces quatre derniers villages avaient une superficie de 5 205 f. en 1315. En leur appliquant le même pourcentage de régression que pour l'ensemble des autres villages, leur superficie aurait été en 1528 de 3 064 f. Le total de l'ensemble des superficies connues, y compris pour les quelques villages qui ne figurent que dans un seul des deux cadastres à cause de fusions ou de scissions de *nāḥiya*-s, donne 94 746 f. en 1315 et une somme restituée de 57 002 + 3 064 = 60 066 f. en 1528, soit une régression de – 36,6 %, moindre que celle calculée plus haut, parce qu'en 1315 le chef-lieu Ibyār et son *kafr* al-Manšī n'ont pas vu leur superficie cadastrée.

Il est admis que la valeur du feddan, l'unité de superficie employée en Égypte depuis l'époque abbaside pour l'arpentage des terres agricoles, n'a pas varié entre l'époque mamelouke et l'expédition d'Égypte. Elle équivalait à un carré de 20 *qaṣaba*-s de côté, et cette dernière mesure de longueur obéissait à un étalon, la *qaṣaba ḥākimiyya*, censé fixé par le calife fatimide al-Ḥākim (996-1021) [36]. Les savants de l'expédition d'Égypte l'ont mesuré entre 3,85 m et 3,99 m, ce qui donne pour le feddan une superficie comprise entre 5 929 m^2 et 6 368 m^2 (0,59 à 0,63 ha) [37]. Cependant à l'extrême fin du XVIIIe siècle l'usage selon Girard, l'un de ces savants, était dans certaines régions d'employer « pour le *feddân* sur lequel les contributions sont assises » une *qaṣaba* plus courte, de 3,658 m, donc un feddan

[34] O. Toussoun, 1re partie, 1926, p. 40-41.

[35] *Id.*, 1922, vol. II, p. 89-91, 98-99, 125, 133, et pl. II h.-t., « Carte générale des cours d'eau d'Égypte. Époque arabe ».

[36] D'un point de vue matériel, la *qaṣaba* est la canne que manie de nos jours encore l'arpenteur, le *qaṣṣāb* ou *massāḥ* : il la tient horizontalement et la fait pivoter avec dextérité, tout en marchant en bordure de la parcelle ou du quartier qu'il entend mesurer.

[37] M.P.S. Girard, « Mémoire sur l'agriculture, l'industrie et le commerce de l'Égypte », *Description de l'Égypte. État moderne*, 2e éd., Paris, 1824, t. XVII, p. 29-30 ; J.-M. Le Père, « Mémoire sur la communication de la mer des Indes à la Méditerranée, par la mer Rouge et l'Isthme de Soueys », *ibid.*, t. XI, 1822, p. 253, n. 1. Voir aussi un bon précis de la question dans O. Toussoun, 1936, 2e partie, p. 224-228.

de 5 353 m^2 (0,53 ha) ; dans la région de Damiette au contraire, un feddan de 6 877 m^2, dans celle de Rosette un autre qui était « à [celui] de Damiette dans le rapport de 60 à 70 environ [38] » soit 5 895 m^2. Les correspondances données par les auteurs médiévaux ont conduit Walther Hinz à confirmer le chiffre de 3,99 m pour la *qaṣaba* [39]. Nous retiendrons la valeur de 0,63 ha pour le feddan : c'est avec elle qu'ont été construites les cartes 2 à 5, sur lesquelles j'ai figuré les superficies de chaque terroir sous forme de cercles centrés sur le village même (ou légèrement décalés en cas de forts chevauchements), et dont l'aire est proportionnelle à la surface donnée par les deux cadastres et à l'échelle de la carte.

La carte des superficies enregistrées en 1315 fait apparaître de nombreux chevauchements et impose au premier coup d'œil l'idée de chiffres excessifs. Effectivement, une simple mesure sur carte de l'étendue occupée par l'ancienne province de la Ǧazīrat Banī Naṣr [40] conduit à l'évaluer à 550 km^2, soit avec un feddan de 0,63 ha, 87 300 feddans [41], desquels il faut soustraire l'ensemble des terres impropres à la culture : agglomérations [42], cimetières, ruines, réseau hydrographique, étangs et zones basses inondables, ainsi que les vergers et potagers, qui n'étaient pas cadastrés avec les terres arables. Pour un autre calcul, plus précis, j'ai additionné les chiffres de la superficie cultivée de chaque village, qu'a fournis Omar Toussoun en 1936, à partir de recensements dont il ne précise malheureusement pas la date, mais que l'on peut de toute façon situer dans le premier tiers du XX^e siècle : pour les 82 villages dont le terroir recouvre celui de l'ancienne province de la la Ǧazīrat Banī Naṣr, le total est de 122 738 feddans (de 0,42 ha), soit exactement 515,5 km^2, correspondant à 81 825 feddans de 0,63 ha [43]. Dans tous les cas, le total de 1315, 94 746 feddans sans le territoire du chef-lieu Ibyār, paraît nettement surévalué. Quelle que soit la manière par laquelle on y était alors arrivé, ce résultat témoigne d'abord du fait qu'en 1315 le rapport de forces – car toute opération de cadastre en crée et en entérine un – a penché nettement en faveur des agents du fisc, au détriment des villageois.

L'hypothèse la plus simple, appuyée d'ailleurs sur Girard, est que les agents du cadastre ont imposé l'emploi d'un feddan moins étendu, c'est-à-dire d'une *qaṣaba* plus courte, que ceux ordinairement utilisés par les campagnards. Mais alors comment savoir si les chiffres de 1528 ont été mesurés avec un feddan normal, ou dans la même unité que celle imposée en 1315 ?

[38] M.P.S. Girard, *ibid.*, p. 30-31 et 62.

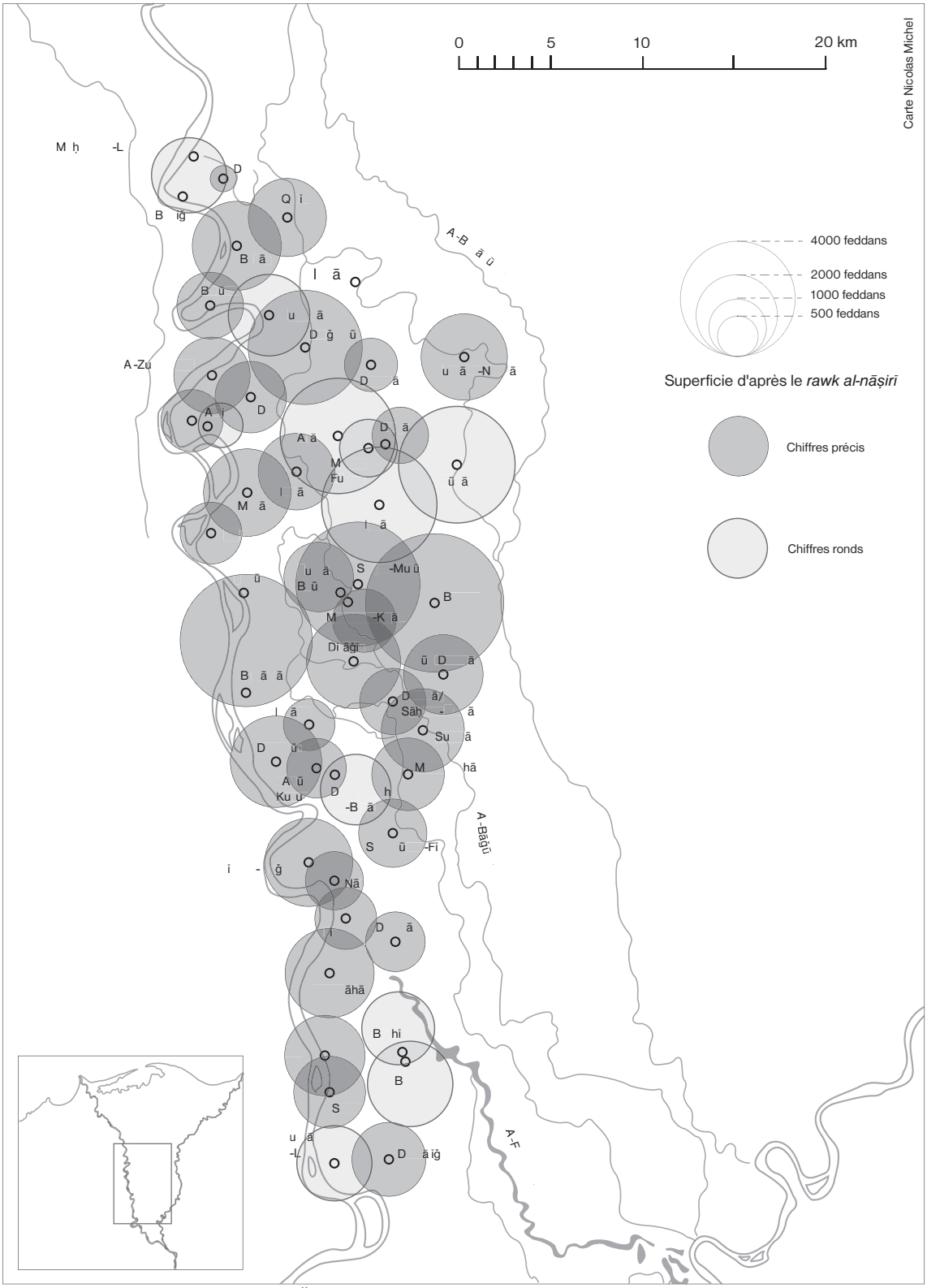
[39] W. Hinz, *Islamische Mass und Gewichte. Umgerechnet ins Metrische System*, *Handbuch der Orientalistik* 1/1, Leyde, 1955, p. 65.

[40] Les limites terrestres sont évidemment approximatives : j'ai repris celles dessinées par H. Halm et par les cartographes du *TAVO*.

[41] 550 km^2 pour 55 villages en 1528 et 48 en 1315, soit une moyenne de 10 à 11 km^2 (1 000 à 1 100 ha) par village. On relèvera avec intérêt que pour l'époque romaine R.S. Bagnall, 1993, p. 110, n. 1, a calculé une moyenne identique pour le nome Hermopolite (région d'al-Ašmūnayn en Moyenne Égypte, caractérisée aujourd'hui encore par un habitat concentré) : 1 000 km^2 pour environ 100 villages. La moyenne variait cependant d'une région à l'autre : cf. D.W. Rathbone, « Villages, Land and Population in Graeco-Roman Egypt », *PCPS* 216, 1990, p. 124-125, 134.

[42] Par manque de fouilles archéologiques nous ignorons tout de l'habitat rural en Égypte au bas Moyen Âge. À titre de comparaison, R.S. Bagnall, *ibid.*, p. 110, a relevé les superficies de quatre agglomérations du Fayyūm à l'époque romaine : 15 ha, 17,5 ha, 65 ha et 80 ha (Karanis, une très grosse bourgade). En 1933 encore les surfaces occupées par les gros villages du Delta sont assez limitées : S. Fanchette, 1997, p. 227, n. 1 donne trois exemples compris à cette date entre 16 et 20 ha. L'extension du bâti rural, qui impressionne tant aujourd'hui, est un phénomène largement postérieur à la seconde guerre mondiale : *ibid.*, cartes des fig. 56 à 58 et plans de villages, fig. 59-69, p. 233-235 (avec une erreur malencontreuse d'échelle).

[43] O. Toussoun, 1936, p. 377-378, 385-386, 401-405.



Carte 3. Superficies des *nāḥiya*-s de la Ğazīrat Banī Naṣr dans le *rawk al-nāṣirī*. Les cercles sont proportionnels à l'échelle de la carte, dans l'hypothèse 1 feddan = 0,63 ha.

L'examen des chiffres village par village révèle qu'en 1315 beaucoup des superficies indiquées sont en fait des chiffres ronds, donc suspects : c'est le cas de onze villages. Les écarts, pour ceux-ci, entre les superficies de 1315 et de 1528 sont fréquemment très élevés, ce qui conduit à penser que leur évaluation en 1315, faite au jugé, a été excessive : plus le terroir était estimé étendu, plus il était taxé.

Évolution entre 1315 et 1528 :	**> 0 %**	**Entre 0 et – 10 %**	**Entre –10 et – 26 %**	**Entre –27 et – 38 %**	**Entre –39 et – 49 %**	**< – 50 %**
Chiffres ronds en 1315	–	–	1	1	3	5
Chiffres précis *ibid.*	5	3	0	12	5	8

Tableau 3. Répartition de l'écart entre les superficies déclarées en 1315 et en 1528, *nāḥiya*-s de la Ǧazīrat Banī Naṣr.

La répartition des écarts de superficie entre les deux cadastres (tableau 3) est très différente de celle de la Buḥayra. Le tiers des villages ont vu leur superficie déclarée diminuer d'à peu près 33 % (de – 27 à – 38 %) et dans tous ces cas sauf un, les chiffres de 1315 sont précis. Cette concentration suspecte autour de la valeur – 33 % amène à penser de nouveau à une surévaluation volontaire : dans cette hypothèse les chiffres réels ou, plus exactement, ceux dont disposaient les agents du cadastre, auraient été majorés par ceux-ci de 50 % (ce qui suppose une diminution de 33 % pour revenir au niveau réel). La surimposition résultante paraît tellement brutale qu'elle interdit d'accepter l'hypothèse sans réserve. Elle n'est malheureusement pas invraisemblable, mais dévoile de sombres aperçus sur la violence fiscale en ce XIV^e^ siècle. En tous les cas il ne paraît pas qu'elle ait été appliquée généralement : on n'expliquerait pas, dans l'hypothèse contraire d'une surévaluation systématique, la quasi-absence de cas de régression entre – 10 % et – 26 %, ni les cinq villages dont la superficie déclarée n'a presque pas varié, d'autant plus qu'ils se situent pour la plupart dans des zones où la carte de 1315 ne montre pas de chevauchement excessif entre les surfaces équivalentes aux différents terroirs [44].

Je crois plus probable qu'en 1315 les agents recenseurs ont procédé différemment selon les villages. Pour certains ils se seraient contentés d'une évaluation au jugé, tirée le plus souvent dans le sens le plus favorable au fisc. Avec d'autres ils ont dû imposer un arpentage avec des *qaṣaba*-s d'un tiers environ moindres que celle officielle, ou une péréquation de + 50 % environ du total obtenu en procédant normalement. Dans d'autres villages enfin le rapport de forces aurait été plus équitable. Les agents procédaient apparemment par zones, car certaines formules semblent y avoir été appliquées identiquement : c'est ainsi que de quatre villages voisins, Ibšāda, Dimšawayh al-Biġāl, Salamūn al-Fīl et Minyat Šihāla, la superficie a peu varié entre les deux cadastres ; plus au nord, Alṭā, Minyat Fuṭays, Šūna et Iḫšā ont fait l'objet d'une simple estimation en chiffres ronds, manifestement très surévaluée. Affaire de tempérament ou de prudence des recenseurs, ou de plus ou moins forte résistance des villageois ?

[44] Noter principalement le cas de Dalǧamūn, dont le terroir en 1315 paraît se chevaucher surtout avec celui de deux villages en fait évalués en chiffres ronds, Ǧuraysān et Alṭā.

Quoi qu'il en soit il paraît vain de chercher à reconstituer le chiffre réel de la superficie agricole de cette province en 1315. La première impression, celle d'un « monde plein », séduit à coup sûr, parce qu'elle rejoint la vision si répandue chez les médiévistes, d'un apogée démographique et économique des campagnes dans les premières décennies du XIV^e^ siècle. Le trait le plus assuré est la taille des villages : à deux exceptions près (Daqran, 206 f. ; Azrī, 600 f.) ils ont tous plus de 800 f. ; aucun n'était abandonné en 1528, et la plupart existent encore aujourd'hui, dans une zone qui reste celle d'un habitat rural très concentré [45]. C'était donc déjà une région de gros villages, ayant dépassé semble-t-il la taille critique qui leur permettait de traverser toutes les crises.

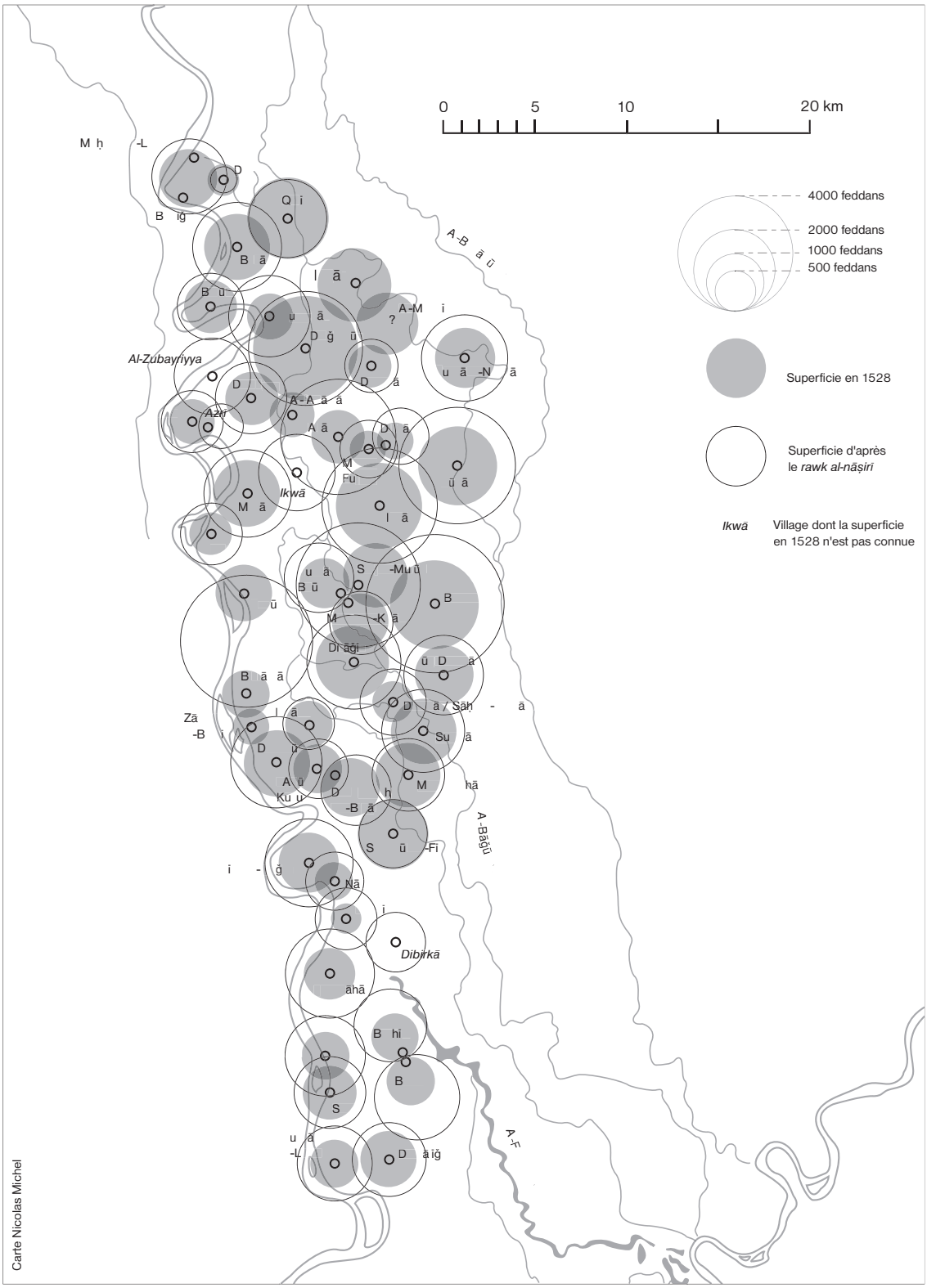
Les chiffres de superficie fournis par le cadastre de 1528 paraissent beaucoup plus sûrs : on y trouve cinq villages à chiffres ronds, mais toujours assez nettement inférieurs à ceux (précis dans quatre cas sur cinq) de 1315, ce qui leur confère une certaine vraisemblance [46]. Le détail par catégories de terres selon leur statut (*waqf*, terre du Divan, etc.) permet de vérifier qu'aucune erreur de copie ne s'est glissée dans les registres. La carte 4, obtenue en adoptant la valeur maximale du feddan (0,63 ha) montre une occupation discontinue du territoire : alors qu'un premier examen pour la Buḥayra suggérait des trous, des déchirures dans un tissu continu, l'image inverse s'impose pour la Ǧazirat Banī Naṣr d'une occupation par taches, réduite à des îlots éparpillés. Cette impression est accentuée bien sûr par le parti pris ici de faire figurer sous forme de cercles chacun des terroirs. Un examen plus attentif permet de distinguer trois zones : les terroirs riverains du Nil apparaissent comme les plus fragiles ; ceux de l'intérieur, dans un triangle Qalīb / Salamūn al-Fīl / Šubrā al-Namlā (désormais dédoublée en deux *nāḥiya*-s), montrent des blocs d'occupation plus continus et des terroirs encore étendus ; entre les deux, un long ruban apparemment déserté serpente du sud au nord : il correspond au cours de l'actuel canal de la Bāğūriyya, l'un des plus importants cours d'eau de la région, qui peut-être parce qu'il servait d'amenée à l'inondation jouait un rôle répulsif. La meilleure résistance de la zone intérieure confirme un phénomène visible aujourd'hui : les plus fortes densités rurales dans cette zone du Delta (actuel gouvernorat de la Minufiyya) se trouvent en effet au centre du triangle formé par les deux branches du Nil [47].

Entre 1315 et 1528, le fisc a changé sa philosophie. En 1315, il avait cherché à imposer, voire à surimposer, la totalité du terroir de chaque *nāḥiya*, donc l'ensemble des terres cultivables d'Égypte, se donnant ainsi l'illusion de maîtriser un monde plein. En

[45] S. Fanchette, 1997, p. 164-166, et fig. 38 entre p. 166 et 167 : « dispersion de la population dans le Delta du Nil en 1976 ». Voir aussi J. Lorzach, G. Hug, 1930, carton n° 1 entre p. 24 et 25 : « Exemple d'habitat concentré en Basse-Égypte d'après la carte à 1/100 000 du *Survey of Egypt*. Région de Chibine el Kôm (Menoufiah) ».

[46] Le RI 4630 et le RĞ 4621 ne fournissent que les chiffres de superficie globaux, ainsi que le total des terres du Divan et des terres exemptées d'impôts (*rizqa*-s *iḥbāsiyya* et « services communaux », *maṣāliḥ al-nāḥiya*). Il manque des informations essentielles, la répartition par cultures et la répartition entre terres cultivées et incultes ; l'examen de ces dernières aurait seul permis de déduire si les chiffres ronds correspondent en effet à une évaluation au jugé de toutes les catégories de terre, ou seulement des incultes. DT 4651 qui recopie le cadastre de 1528 pour la Buḥayra montre de ce point de vue un travail mené avec beaucoup de sérieux.

[47] S. Fanchette, 1997, fig. 5 entre p. 24 et 25 : « les densités de population dans le Delta du Nil en 1986 », et p. 24. Au recensement de 1917, le *markaz* de Minuf était le plus densément peuplé de toute l'Égypte : 747 hab/km^2, cf. J. Lorzach, G. Hug, 1930, p. 12.



Carte 4. Superficies des *nāḥiya*-s de la Ğazīrat Banī Naṣr dans le *rawk al-nāṣirī* et le cadastre de 1528. Les cercles sont proportionnels à l'échelle de la carte, dans l'hypothèse 1 feddan = 0,63 ha.

1528 la démarche plus modeste laisse de côté des pans entiers du territoire humanisé, qu'apparemment on ne considère plus comme susceptibles de culture, au moins pour un certain temps[48]. Au phénomène circonscrit des désertions de village doit s'ajouter celui, massif, des abandons de terre.

Superficies en culture et friches : mesure d'un effondrement

La copie subsistante du cadastre de 1528 pour la Buḥayra permet d'aller plus loin car, parmi les surfaces déclarées, elle distingue celles qui avaient été effectivement cultivées cette année-là, c'est-à-dire après la crue de l'été 1527.

Les cadastres conduits aux diverses périodes de l'Égypte islamique avaient repris de l'ancienne administration grecque la coutume de distinguer entre plusieurs catégories de terres selon leur capacité à porter des cultures[49]. La terminologie se faisait plus ou moins précise selon que l'on distinguait plus ou moins de catégories. Quelques-unes des notices de villages figurant dans les recensions conservées du cadastre de 1315 mentionnent seulement trois catégories : *naqā'*, *ḫirs* et *mustabḥar*[50]. Les sols *mustabḥar* « submergés » consistaient en terres basses, mal drainées, où l'eau de l'inondation annuelle s'attardait, empêchant d'effectuer à temps les semailles ; le *naqā'* « propre » (traduit du grec *katharos*) désignait la terre nettoyée de ses adventices et donc tout à fait propre à la culture ; le *ḫirs*, terme emprunté au grec *khersos* « sec, non irrigué » avait changé de sens car le défaut d'inondation pour cause de crue insuffisante était désigné du terme *šarāqī* : le *ḫirs* se rapportait quant à lui de façon très générale aux terres inondées mais non arables, sorte de friches permanentes devant favoriser une végétation spontanée qui pouvait fournir des pâturages ; al-Maqrīzī le rapproche du *wasaḫ* « sali », champ non nettoyé, profus en adventices[51].

Au total, dans la Ğazīrat Banī Naṣr de 1315 un seul village, Dilibšayn, comprend du *šarāqī*, ce qui montre que cette année-là la crue fut favorable ; par contre 35 villages ont des terres *ḫirs*, ce qui démontre que toute la terre n'était pas mise en culture : soit faute de bras, soit parce que ces terres pouvaient présenter un certain intérêt dans des campagnes par ailleurs absolument dénuées de parcours pour le bétail[52]. 13 villages ont des terres *mustabḥar*, et à deux exceptions près, Damālīğ et Ḥiṣṣat ʿĀmir, ils sont situés dans l'intérieur, notamment à proximité de l'actuel canal de la Bāğūriyya[53], confirmant l'hypothèse émise plus haut d'un drainage médiocre dans les terres riveraines de ce grand cours d'eau. On aimerait connaître la proportion respective de chacune de ces catégories. Malheureusement,

[48] Il est possible que les agents du cadastre opérant en 1528 aient pensé que leur travail serait révisé ultérieurement, et qu'ils aient eu en tête les *taḥrīr defterleri*, cadastres par foyer fiscal que l'administration ottomane réalisait de temps à autre (quoique sans périodicité arrêtée) dans les provinces où fonctionnait le système du *timar*.

[49] Sur l'ensemble de ces catégories, Gl. Frantz-Murphy, 1986, p. 80-85 ; Cl. Cahen, 1977, p. 36-39. Les sources principales sont Ibn Mammātī et al-Maḫzūmī (fin XII^e siècle), al-Nuwayrī (début XIV^e siècle), al-Qalqašandī et al-Maqrīzī (début XV^e siècle).

[50] H. Halm, vol. I, 1979, p. 38-40.

[51] Al-Maqrīzī, *Ḫiṭaṭ*, éd. Wiet, vol. II, 1^re partie, 1913, p. 71, l. 2-6.

[52] J.-Cl. Garcin, 1976, p. 234-236 a attiré l'attention dans un autre contexte, celui du Haut-Ṣaʿīd, sur l'intérêt économique que pouvaient alors représenter les terres enregistrées dans la catégorie *ḫirs*.

[53] C'est le cas de Salamūn al-Fīl, Minyat Šihāla, Minyat al-Kirām, Ṣafṭ al-Mulūk, Iḫšā, Minyat Fuṭays, Alṭā, Dalğamūn et Qalīb.

la plupart des notices de villages pour 1315 se contentent de signaler sans autre précision l'existence de *ḫirs* ou de *mustabḥar*, peu portent des indications chiffrées : sept villages seulement pour la Ğazīrat Banī Naṣr, encore s'agit-il presque à chaque fois de chiffres ronds, témoins non d'un arpentage mais d'une estimation au jugé [54] : ce qui confirme l'impression signalée plus haut, que les recenseurs du *rawk* s'intéressaient moins à l'état actuel des villages, qu'à en définir une sorte d'optimum fiscal.

Il en va tout autrement du cadastre de 1528. La copie conservée du registre pour la Buḥayra montre que de manière systématique et cette fois-ci précise, les agents recenseurs ont enregistré dans chaque village l'étendue des terres cultivées (*muzdaraʿ*) et celle de plusieurs catégories d'incultes : *ḫirs* (20 villages sur 41), *mustabḥar* (2 villages seulement), ainsi que : *šarāqī qadīm* « non inondé depuis longtemps » (1 village) ; *sibāḫ* qui désignait les terres salines [55] (6 villages) ; et une vaste catégorie, le *būr* « friche » qui souvent en inclut plusieurs autres (*būr sibāḫ*, *būr wa-ḫirs*) et se rencontre dans 37 des 41 villages, soit seul, soit distingué entre *būr qadīm* « friche ancienne » (9 villages) et *būr ṣāliḥ* ou *būr ṣāliḥ li-l-zirāʿa* « friche propre à la culture » (6 villages). L'analyse des autres informations du registre, relatives notamment aux *fallāḥ*-s émigrés et au montant de l'impôt dû globalement par le village, montre que le *būr* récent, « propre à la culture », était constitué des terres en friches dues à l'émigration ou, moins fréquemment, au décès sans remplacement de leur *fallāḥ*, survenus entre la conquête ottomane de 1517 et la date de constitution du cadastre (1528) ; le *būr* ancien désignait les terres à l'abandon depuis une date plus ancienne, c'est-à-dire depuis au moins la fin de l'époque mamelouke [56]. L'étude des villages permet de déterminer au cas par cas si les terres dites simplement *būr* étaient des friches anciennes ou récentes. Nous pouvons au total regrouper l'ensemble de ces catégories en trois : terres effectivement cultivées durant l'année agricole 1527-1528, terres incultes depuis une date antérieure à 1517, friches récentes (tableau 9 et carte 5).

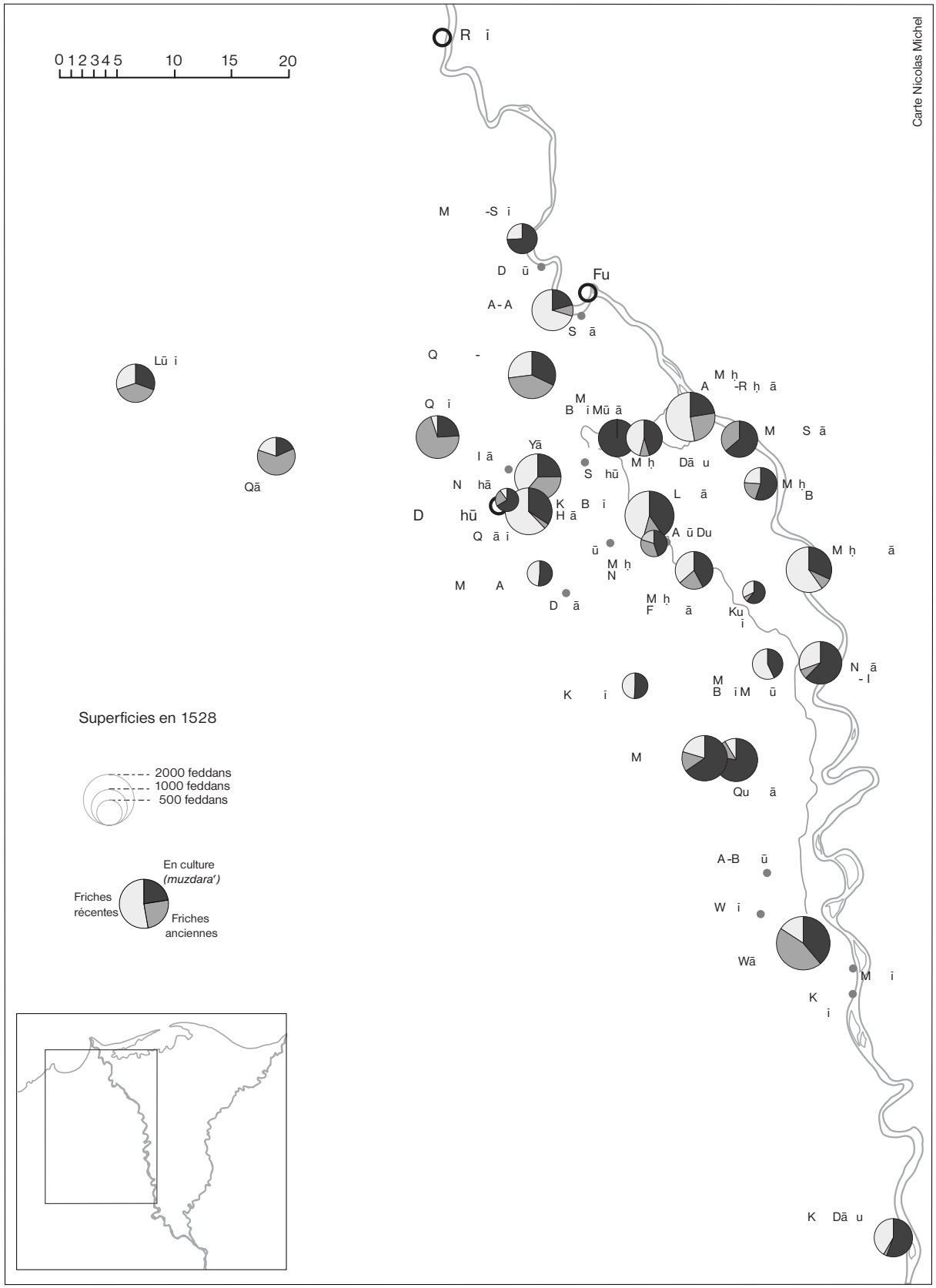
Sur les 47 555 f. de superficie totale des 41 villages, un peu moins de la moitié, exactement 48,4 % des terres ont cette année-là été effectivement cultivées, et l'on ne peut incriminer une crue déficiente puisqu'il n'y avait pas de terre *šarāqī* ; on sait par ailleurs, grâce aux relations vénitiennes, que cette année 1527-1528 la récolte fut bonne en Basse-Égypte [57]. Ni l'existence de villages désertés, à ajouter à cet échantillon, ni les chiffres globaux de superficie cadastrée, ne permettaient de soupçonner l'ampleur et la généralité du recul. La superficie moyenne par village des terres effectivement en culture n'est plus que de 561 f., et 489 f. en y ajoutant les huit *nāḥiya*-s, dont certaines complètement désertées, pour lesquelles nous ne possédons que la superficie *muzdaraʿ*. Il n'y a plus de gros villages : six seulement ont des cultures dépassant 1 000 f., jusqu'à 1 351 f. pour Qulayšān. La désertion menace dans onze autres dont les cultures ne dépassent pas 300 f.,

[54] Les différentes recensions (Ibn Duqmāq, Ibn al-Ǧīʿān, RI 4630 et RǦ 4621) se complètent ici utilement. À titre d'information, la proportion des terres *naqā'* dans ces sept villages est de 70,3 % de leur superficie totale.

[55] Gl. Frantz-Murphy, 1986, p. 84 et n. 1 ; al-Maqrīzī, *Ḫiṭaṭ* II, p. 71, l. 9-12.

[56] N. Michel, 2000, p. 565-566 et *id.*, 2001, p. 266-267.

[57] *Id.*, 2001, p. 267-268, d'après Marino Sanudo.



Carte 5. Superficies en culture et en friches dans la Buḥayra en 1528, d'après le registre DT 4651. Les cercles sont proportionnels à l'échelle de la carte, dans l'hypothèse 1 feddan = 0,63 ha.

soit moins de 200 ha. Comme dans l'Europe de l'ouest au XV^e siècle, les épidémies de peste ont frappé le réseau des villages, fait fondre partout les effectifs, réduit les bourgades aux dimensions de villages médiocres. Les proportions cependant restent ici celles de l'Égypte, où la terre peut nourrir plus d'un habitant à l'hectare [58] : il faut imaginer qu'à de très rares exceptions près les agglomérations sinistrées ont encore au moins cent ou deux cents habitants. Sans doute est-ce la raison pour laquelle les listes font figurer peu de *kafr*-s ou écarts.

La cartographie des superficies totales cadastrées en 1528, comparées à celles de 1315, suggérait des taches de recul de la mise en valeur, dans un ensemble qui se maintenait relativement. La carte 5 des catégories de terres en 1528 inverse l'impression : elle ne montre plus que des taches de mise en culture, donc d'occupation humaine, dans un océan de friches : car ce dernier phénomène est général. C'est la province entière qui est sinistrée. Cependant la confrontation des différentes sortes d'archives permet de dégager quelques traits plus locaux.

C'est la partie ouest de la province qui a le plus souffert, et depuis le plus longtemps : 1. Les friches anciennes sont particulièrement étendues à Qabīl, Qāfila et Lūqīn. La désorganisation de la partie aval du canal d'Alexandrie est ici confirmée ; 2. La résistance des terroirs paraît au contraire relativement forte dans la partie sud-est de la province : part limitée des friches anciennes, maintien de nombreuses *nāḥiya*-s malgré leur superficie médiocre ; 3. La partie centre-orientale de la province offre la configuration la plus originale. L'habitat s'organise en trois chapelets le long du Nil, du canal al-Ẓāhirī et de l'Ašrafī. D'une part l'importance des friches récentes y est considérable, montrant que la zone a beaucoup souffert depuis 1517. D'autre part l'espace intercalaire entre le Nil et les deux canaux, marqué par la présence d'une seule *nāḥiya*, al-Aṣlab, pour laquelle nous n'avons pas de renseignements, paraît sur les cartes à peu près vide et l'était sans doute : l'altitude y est inférieure à 4 m, voire par endroits à 3 m, contrairement aux abords du fleuve et du *ḫalīğ al-ẓāhirī*. Il y eut ici, manifestement, une préférence pour les terrains les plus proches des cours d'eau principaux. Cependant la zone même du canal al-Ẓāhirī paraît des plus fragiles : ce qui confirme l'étude de l'émigration des *fallāḥ*-s, particulièrement massive dans cette zone [59]. Le registre DT 4651 nous apprend en outre qu'à la date de 1528 des réparations étaient jugées indispensables sur les ouvrages hydrauliques de Niklā al-ʿInab, Maḥallat Ṣā, Kunayyisat Ūrīn, tous irrigués par le *ḫalīğ al-ẓāhirī* et proches de sa tête sur le Nil. C'est que le maintien d'un réseau hydraulique cohérent supposait des moyens humains qui

[58] Deux exemples historiques pour lesquels le calcul du rapport de la population à la superficie est possible :
1. Le village de Theadelphia dans le Fayyūm avait au milieu du II^e siècle apr. J.-C. une superficie cultivée d'environ 6 800 aroures (1 874 ha), et vers 130 les listes de capitation permettent d'estimer sa population entre 2 100 et 2 300 hab. : M. Sharp, 1999, p. 161 et 164, soit un chiffre brut de 1,1 à 1,2 hab/ha cultivé (mais *ibid.*, p. 164 nuance ce résultat).
2. D'après le recensement de 1848, les deux villages de Badaway (3 183 hab. ; 1 698 feddans de 0,42 ha chacun, en 1844) et Damas (1 693 hab. ; 3 429 f. en 1813-1814) dans la Daqahliyya, fournissent des chiffres de 4,46 et 1,2 hab/ha cultivé ; Badaway était un marché local et comprenait beaucoup d'artisans et de services, ce qui n'était pas le cas de Damas : K.M. Cuno, 1999, p. 308-309, 312, 315, 317.
– J.C. Russell, 1966, p. 70-71 a avancé l'hypothèse de 2 à 2,4 hab/ha (5 à 6 hab. pour 10 aroures soit 2,5 ha) ou de 1 hab. par feddan de 0,42 ha, à partir de deux estimations de l'« exploitation moyenne » et de la « famille moyenne » dans l'Égypte antique.

[59] N. Michel, 2001, p. 253.

justement, dans ce contexte, paraissaient se dérober. Causes et conséquences du recul démographique, des désertions et de l'abandon des cultures se rejoignent ici, faisant craindre un cercle vicieux dont certainement les habitants comme les autorités avaient conscience.

Les mesures de repeuplement

La reconstruction rurale fut dans l'ouest de l'Europe au centre des préoccupations des seigneurs et des gouvernants, au XV^e^ et au début du XVI^e^ siècle[60]. Il s'est agi à la fois de fixer le peuplement, qui avait une nette tendance à glisser vers les zones de terres réputées riches, et de remettre en valeur les terroirs désertés, en offrant à ceux qui accepteraient la tâche de défricher ceux-ci des conditions plus avantageuses que ne l'était la tenure seigneuriale pratiquée généralement jusqu'à la première moitié du XIV^e^ siècle. Cette politique prit le plus souvent la forme de l'accensement, prise à bail perpétuel contre versement d'une redevance (le cens), sauvegardant les droits seigneuriaux sur les successions et les transactions tout en permettant celles-ci[61]. Les accensements eurent d'abord pour effet de hâter le glissement des populations rurales vers les terroirs les plus riches, vers des exploitations plus étendues que les anciennes tenures ; comme les défrichements de superficies importantes, puis l'entretien d'un train de culture complet demandaient des moyens considérables, ils furent d'abord effectués au profit des paysans aisés, souvent (selon les régions, notamment dans le centre de la France) regroupés en fonction des liens familiaux (frérèches) ou par associations (comparsonneries[62]), en position évidemment avantageuse dans la négociation des baux. Ces regroupements divers reflétaient d'ailleurs, en l'élargissant, la tendance générale des ménages au XV^e^ siècle à se recomposer en se transformant en familles élargies pour compenser les dévastations provoquées par les épidémies récurrentes.

En Égypte, l'impression catastrophique laissée par les statistiques étudiées plus haut conduit à penser que les autorités étaient animées de préoccupations identiques à celles des princes et des seigneurs de l'Europe de l'Ouest. Mais la structure sociale et les statuts fonciers y étaient autres : autre devait être la politique de reconstruction rurale. Dans les premières années de leur domination, les Ottomans ont aboli l'*iqṭāʿ*, qui concernait depuis l'époque ayyoubide la majorité des campagnes. L'institution qui se rapprochait le plus de la seigneurie était ainsi balayée. Désormais les droits éminents sur la terre n'étaient plus exercés directement que par l'État (sur les *arāḍī dīwāniyya*, terres dont l'impôt allait aux bureaux de l'État) ou par les particuliers et les fondations pieuses sous la forme de *milk* et le plus souvent de *waqf*. Les ayants droit de ces dernières sortes de terres ont cherché à

[60] Toutes les monographies sur les campagnes de cette époque traitent de la question. Voir notamment pour la France l'ouvrage collectif *La Reconstruction après la guerre de Cent Ans*, 1981. Pour l'Angleterre et le pays de Galles, synthèse claire par E. Miller, 1991, notamment p. 8-25. Sur les effets sociaux de la reconstruction, voir les réflexions de Hugues Neveux, « Reconstruction économique et rapports sociaux dans les campagnes françaises dans la seconde moitié du XV^e^ siècle », *in* B. Chevalier, Ph. Contamine (dir.), *La France de la fin du XV^e^ siècle. Renouveau et apogée*, Paris, 1985, p. 61-68.

[61] Voir l'exemple de l'Île-de-France analysé par G. Fourquin, 1964, p. 377, 430-432, 437-438.

[62] Voir notamment J. Tricard, « Comparsonniers et reconstruction rurale dans le sud du Limousin au XV^e^ siècle », *in La reconstruction après la guerre de Cent Ans*, 1981, p. 51-62.

remédier à la désertion de celles-ci par des transactions : achats dans le cas du *milk*[63], échange (*istibdāl*) dans le cas du *waqf*. Rudolf Vesely a ainsi publié une requête du début de l'époque ottomane par laquelle deux femmes esclaves, filles de deux mamelouks et ayants droit sur le *waqf* du maître du père de la seconde, Ğirbāš al-Karīmī, demandent la permission d'échanger contre une somme d'argent – en d'autres termes, vendre[64] – les terres[65] de deux *waqf*-s, à Sansafṭ dans la Ğazirat Banī Naṣr et à al-Ḥawrānī petite *nāḥiya* dépendant de Damiette, devenues désertées (*ḫarāb*). Devant le *nā'ib* hanéfite à qui l'affaire est confiée, les deux requérantes font venir trois experts : un Mamelouk et deux cheikhs « qui connaissent les terres et leurs défauts, les quartiers et leurs parties, leur bon ou mauvais état, et qui ont l'expérience de telles situations ». Ils témoignent « qu'il s'agissait le plus souvent de lieux incultes et salins, [car,] le sol devenu stérile et la récolte diminuant sans cesse, le revenu [pour la donation] était médiocre et toute exploitation [des biens de la fondation] était devenue impossible[66] ».

L'État ottoman, dans le temps où il récupérait par la confiscation des *iqṭā'*-s les revenus fiscaux d'une vaste proportion des terres d'Égypte, n'allait évidemment pas s'en défausser sous le prétexte qu'elles ne rapportaient plus grand-chose. Les documents à notre disposition permettent d'affirmer qu'il eut une véritable politique de reconstruction rurale, et de se former une image plus précise de ses modes d'application. Le règlement édicté en 1525 par le gouverneur d'Égypte Ibrāhīm Paşa, appelé le *Ḳānūnnāme-i Mıṣır*, contient plusieurs clauses qui se réfèrent directement ou indirectement, à la remise ou au maintien en culture des terres, envisagées dans une perspective fiscale. Ces dispositions s'articulent à une échelle

[63] Ex. développé par J.-Cl. Garcin, M.A. Taher, 1995, p. 272-273. L'eunuque Ğawhār al-Lālā, très proche du sultan Barsbāy, achète en *milk* en mars 1430, dans les jours qui suivent une des pestes les plus meurtrières de l'histoire du Caire, la moitié du village de Salamūn al-Fīl dans la Ğazīrat Banī Naṣr ; il le constitue en *waqf* au mois de mai. Selon les calculs des auteurs, les dépenses prévues dans le *waqf*, destinées à la *madrasa* de Ğawhār al-Lālā au Caire, représentaient 40 % du revenu théorique ou *'ibra* de ce demi-village d'après les chiffres d'Ibn al-Ğī'ān pour 777/1376 ; or l'acte de *waqf* « prévoit l'existence possible d'un reste de revenu (...) ce qui signifie ou bien que ce revenu existe déjà, ou bien que Jawhār prévoit que ces terres peut-être en partie désertées après les épidémies et la crise politique du début du IXe/XVe siècle, et sans doute encore affectées à nouveau par les effets de la peste de 833/1430, pourraient un jour le produire » : *ibid.*, p. 274. L'étude des désertions de terres dans la Buḥayra permet d'envisager comme banale la réduction des revenus fiscaux effectifs d'un village à 40 % de leur montant, pourtant calculé en 1376, alors que la Peste noire avait déjà sévèrement éprouvé les campagnes.

[64] On ne peut vendre en droit qu'un bien en propriété, ce qui n'est pas le cas d'un *waqf* par définition inaliénable. La somme d'argent acquise par *istibdāl* devait être utilisée pour acheter un autre bien constitué ensuite en *waqf*. Le principe de l'*istibdāl* est exposé par ex. par R. Vesely, 1977, p. 192, n. 1. Sur la pratique de l'*istibdāl* sous les Circassiens, L. Fernandes, « *Istibdal* : the Game of Exchange and Its Impact on the Urbanization » *in* D. Behrens-Abouseif, *The Cairo Heritage. Essays in Honor of Leila Ali Ibrahim*, Cairo, New York, 2000, p. 203-222, notamment p. 206-209 l'historique du développement rapide de l'*istibdāl* au début de l'époque circassienne. Sur la fréquence de l'*istibdāl* des *waqf*-s fonciers au premier siècle de l'Égypte ottomane, M. 'Afīfī, 1991, p. 198-200. Le Ḳānūnnāme, § 225, interdit dorénavant, sous peine de châtiment, la vente et l'achat d'immeubles (*musaqqafāt*) en *waqf* au prétexte qu'ils menaceraient ruine (*ḫarāb*), et sous couleur d'opérer un échange (*tebdīl*). Mais il n'interdit pas l'*istibdāl* même, contrairement à la lecture qu'en a faite D. Behrens-Abouseif, 1994, p. 148 ; la procédure supposait l'autorisation du *qāḍī*, auquel était adressée une requête, du type de celles étudiées par R. Vesely, 1977, textes 2a et 3a, p. 190-193 et 200-201. Un décret de Soliman le Magnifique en 951/1544 soumit de plus les demandes d'*istibdāl* à l'agrément du sultan : C. Imber, *Ebu's-Su'ud. The Islamic Legal Tradition, Jurists : Profiles in Legal Theory*, Edinburgh 1997, p. 158, nº 28.

[65] Ces terres sont dans le texte de la requête appelées *rizqa* mais ne sont pas des *rizqa*-s *iḥbāsiyya* puisqu'il s'agit bien d'un *waqf*. Sur cet usage extensif du terme *rizqa* dans les dernières années de l'époque circassienne, cf. N. Michel, 1996, p. 118-119.

[66] R. Vesely, 1977, p. 190-193, 226, et traduction par R. Vesely, p. 231.

des responsabilités [67]. Les gouverneurs de province (*kāşif*, pl. *küşşāf*) et les agents du fisc étaient responsables de l'opération d'assignation des terres (*taḫzīr*, corruption de l'arabe *taḥḍīr*) entre les *fallāḥ*-s qui, eux, devaient en acquitter l'impôt, les mettre en culture chaque année, et ne pas quitter leur village. Ils étaient châtiés s'ils laissaient en friche sans raison valable une partie de leurs terres. Les *fallāḥ*-s en fuite lors du passage des collecteurs devaient être retrouvés. Pour ceux qui avaient émigré, le *Ḳānūnnāme* adopta une attitude plus pragmatique : prescription pour ceux qui avaient émigré avant la conquête de 1517 ; pour les autres, on devait user de persuasion pour les faire rentrer, les exempter d'impôts la première année ; le cas de ceux qui restaient rétifs, ou s'avéraient incapables de reprendre leur ancienne charge, devait être transmis au secrétaire du Trésor qui l'examinerait avec équité (*ʿadālet*). Quant aux terres abandonnées dont on ne retrouvait pas le *fallāḥ*, le règlement prescrivait de les assigner à une personne capable parmi les *fallāḥ*-s présents au village ; s'il ne s'en trouvait pas, les frais de leur remise en culture devaient être assurés par les agents des percepteurs (*ʿāmil*-s) ou par les cheikhs des tribus arabes, sans nulle contrainte cependant. L'État lui-même n'avait, semble-t-il, pas songé à se charger de la restauration rurale, alors que dans un autre domaine, l'irrigation, dont il se souciait beaucoup, il assurait une partie des frais d'entretien du réseau hydraulique.

S'il faut en croire le *Ḳānūnnāme* lui-même, ces dispositions exprimaient une rupture par rapport aux usages de l'ancien régime mamelouk, où l'impôt des terres vacantes était exigé des *fallāḥ*-s présents, ce qui pouvait avoir un sens dans un « monde plein » ou considéré comme tel, mais accroissait toutes les difficultés des *fallāḥ*-s à partir de l'époque où le dépeuplement était devenu structurel. Les clauses du *Ḳānūnnāme* paraissent révéler une conscience claire des difficultés dans lesquelles se débattaient les villages. Elles invitaient à prendre en compte l'incapacité tant des individus que des collectivités [68], et d'autres documents le confirment : cette mention de l' « incapacité » apparaît à plusieurs reprises dans les registres constitués un peu plus tard pour l'entretien des digues et les charges des villages s'y rapportant [69]. On reconnaissait au moins implicitement la liberté d'émigrer d'un village à l'autre, dont avaient beaucoup usé les *fallāḥ*-s – tout comme les tenanciers en Europe de l'Ouest depuis que l'effondrement démographique les avait placés en situation de force sur le marché du travail rural –, et on se souciait d'empêcher les détenteurs locaux de la force, gouverneurs et agents de perception, d'user et d'abuser de la contrainte sur leur personne. Il est vrai que l'on peut forcer des individus à accomplir un travail d'exécution, non à prendre des initiatives complexes comme devait l'être la remise en culture de larges étendues de terre, la gestion du bétail de trait et de bât, de la main-d'œuvre, du temps, des semences, des avances, etc.

[67] *Ḳānūnnāme*, éd. Akgündüz, § 173, 176-177, 180 à 182. Ces clauses ont été étudiées par N. Michel, 2000, p. 546-549 et 553-554.

[68] N. Michel, *ibid.*, p. 554.

[69] Par ex. à la fin ḏū-l-qaʿda 956 / 20 décembre 1549, les *ḫawlī*-s (agents villageois responsables de l'irrigation) pour la digue de Manqabāṭ dans la Manfalūṭiyya (Moyenne Égypte) se plaignent de ne plus avoir la capacité (*qudra*), contrairement au passé, de rassembler ne serait-ce qu'une paire de bœufs pour la traction des engins de curage des ouvrages hydrauliques, de sorte que la digue à présent ne fonctionne plus (*muʿaṭṭal*) ; le gouverneur lui-même n'a plus la *qudra* de lever sur les villages les corvées de bœufs coutumières pour ce travail. Le Caire, Dār al-waṯā'iq al-qawmiyya, *Daftar al-ğusūr* 51056, fº 27 rº.

La partie conservée du cadastre de la Buḥayra pour 1528 fournit une vision détaillée des modalités de la reconstruction rurale dans cette province. Les agents recenseurs ont largement reconnu « l'incapacité » des *fallāḥ*-s encore résidents au village à prendre en charge les parts de l'impôt, et les portions afférentes du terroir, de ceux qui avaient émigré [70]. À Kafr Dāwud, on signalait même « l'impossibilité de faire revenir » les émigrés [71], ce qui montre au moins une connaissance des prescriptions du *Ḳānūnnāme*. À vrai dire, le fait même de porter en *ʿāṭil* « vacant », dispensé d'impôt, l'ensemble des parts fiscales dues par les *fallāḥ*-s émigrés signifiait bien qu'un principe de large tolérance était appliqué. Il fut même étendu dans quelques cas à des *fallāḥ*-s présents, mais reconnus incapables de remplir leurs obligations [72].

Type de revivification	Au nom de …	Nom du village	Statut des terres	Proportion du village prise en charge
Prise en charge (*mā taḥammala bihi X*)	Salām et les autres *fallāḥ*-s sur instruction d'al-Maḥaddī Ismāʿīl	Kafr Dāwud	D	4/24
	Manṣūr b. Zāyid, *šayḫ niṣf ḫums* ʿUrbān al-Kabīr	Kunayyisat Ūrīn	D	6/24
		Maḥallat Dāwud	non précisé	6/24
	ʿĪsā b. Badr	Laqqāna	D	9/24
	šayḫ al-ʿArab li-ʿUrbān Qaḍāb wa-l-Hadāriğa	Lūqīn	D	6/24
		Qāfila	D	6/24
	al-Maḥaddī Ismāʿīl	Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān	D	5/24
	Mūsā b. Badr			2/24
	šayḫ al-ʿArab al-Maḥaddī Ismāʿīl	Maḥallat Ṣā	D	8/24
	šayḫ al-ʿArab (non précisé)	Qabīl	D	20/24
	Al-Šarafī Mūsā b. ʿĀmir Abū Ġalāma	Wāqid	D	7/24

[70] Cette incapacité est appelée diversement : *ʿağz*, *ʿadam imkān*, *ʿadam qudra*, *ʿadam ṭāqa*. Elle est formulée pour trois villages : Qaryat al-Šayḫ, Qāfila, Lūqīn.

[71] Sabab al-būr tasaḥḥub al-fallāḥīn wa-ʿadam imkān ʿawdatihim, DT 4651 f° 189 r°.

[72] Quatre cas à Laqqāna *bi-ḥukm ʿağzihi* « du fait de son incapacité » ; l'un d'eux « est devenu débile et aveugle » *ḫāra wa-ʿamma* (*sic*), *ibid.*, f° 191 r°.

Type de revivification	Au nom de …	Nom du village	Statut des terres	Proportion du village prise en charge
Village en *zirāʿa* d'un particulier	Al-šayḫ Muḥammad al-Qarawī al-Maġribī	Maḥallat al-Kurūm	W	tout le village
	Al-Šarafī Mūsā b. Salīm	Maḥallat Ǧaʿfar	D/W	tout le village
	Muḥammad b. Muḥammad b. ʿAbd Allāh al-Ġirī et Ǧuwaylī b. ʿAlī b. Ḫalaf Allāh	Minyat Yazīd	D/W	tout le village
	Al-Šihābī Aḥmad Razzāz	Yāṭis	D/W	5/24
	Al-ḥawlī Muḥammad al-Ḫūfī et les *arbāb al-awqāf* en association avec al-Maḥaddī Ismāʿil et le *kāšif*	Niqrihā	D/W	tout le village
Village en *zirāʿa* d'un village voisin	*Filāḥa* des gens de Ḥamāda wa-Dakdūka	Kafr al-Masʿūdī	W	tout le village
	Zirāʿa des gens de Nitmā wa-Malīḥa	Maḥallat Aḥmad	D	12/24
	Quelques *fallāḥ*-s résidant à Abū Durra	Minyat Ġāliya	W	–
Village en *zirāʿa* des Arabes	Zirāʿat (al-)ʿUrbān	Kawm Šarīk	D	4/24

Tableau 4. Types de revivification des villages de la Buḥayra, 1528.
D = terres du Divan (*arāḍī dīwāniyya*) ; W = terres en *waqf* ; D/W = terroir partagé entre le Divan et les *waqf*-s.

Les autorités avaient par suite surtout cherché à confier les terres à d'autres. Ce fut le cas dans 19 villages (voir tableau 4), soit la majorité de ceux qui avaient été touchés par des départs récents ou des désertions. La tâche de revivification a pris deux formes principales :

1. Les terres confiées en *zirāʿa*, soit à un individu, soit à une collectivité, acquittent l'impôt comme le font celles normalement attribuées en *filāḥa* aux *fallāḥ*-s pris individuellement [73] ;

2. Certaines terres ont été « prises en charge » par des individus selon une formule figée, *mā taḥammala bihi X*. Elles ne paient pas l'impôt, quoique, comme nous le verrons, la plupart d'entre elles soient réellement cultivées l'année du cadastre. Sans doute s'agissait-il là d'une exception transitoire, ayant pour objectif d'encourager la remise en culture ; nous en ignorons malheureusement la durée. Un cas permet de préciser ce point. À Kafr Dāwud, 4 *qīrāṭ*-s (soit 1/6 de la charge fiscale totale) sont dits avoir été « pris en charge par Salām et les *fallāḥ*-s, sur recommandation (*bi-išārat*) d'al-Maḥaddī Ismāʿīl », grand personnage sur lequel nous reviendrons ; suit la liste de ces preneurs : Salām b. Ǧaʿfar, cheikh bédouin, pour 2 *qīrāṭ*-s ; deux groupes de deux individus, pour 1 *qīrāṭ* chacun, parmi lesquels on repère deux *fallāḥ*-s déjà enregistrés parmi ceux auxquels sont assignées des parts du *ʿāmir*

[73] Sur l'emploi des termes *zirāʿa* et *filāḥa* dans le cadastre de 1528, N. Michel, 2000, p. 541-543.

« occupé [74] ». La tâche du revivificateur a été ici d'aider des *fallāḥ*-s du village, mais aussi un cheikh arabe, à assurer la remise en culture effective. Il y a lieu ainsi de penser que les terres « prises en charge » étaient destinées à revenir au régime commun de la *filāḥa*.

Village	**ʿĀṭil : part des *fallāḥ*-s émigrés (en *qīrāṭ*, 1/24e du terroir)**	**Part des *fallāḥ*-s présents dans l'ensemble du ʿāmir (*id.*)**	**Part du revivificateur dans l'ensemble du ʿāmir (*id.*)**	**Superficie des terres du Divan en culture en 1528 (en feddans)**	**Superficie concernée par la revivification : chiffre déduit (*id.*)**
Kafr Dāwud	14	6 sur 10	4 sur 10	424	169,6
Kunayyisat Ūrīn	8	10 sur 16	6 sur 16	221	82,7
Laqqāna	12	3 sur 12	9 sur 12	738	553,5
Lūqīn	12	6 sur 12	6 sur 12	413	206,5
Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān	8 (sur 15 *ʿāṭil*)	9	7 (sur 15 *ʿāṭil*)	380	sans effet
Maḥallat Dāwud	10	8 sur 14	6 sur 14	543	203,6
Maḥallat Ṣā	14	2 sur 10	8 sur 10	536	428,8
Qabīl	–	4 sur 24	20 sur 24	300	250
Qāfila	12	6 sur 12	6 sur 12	226	113
Wāqid	8	8 sur 16	8 sur 16	999	499,5
Total					**2507,2**

Tableau 5. Estimation de la superficie des terres prises en charge par des particuliers, villages de la Buḥayra.

Lors du passage des recenseurs en 1528 la « prise en charge » avait déjà eu des effets dans neuf villages sur les dix concernés de notre échantillon. C'est la comparaison de la répartition des parts fiscales d'un côté, avec la proportion respective des superficies effectivement en culture (*muzdaraʿ*) et des friches (*būr*) qui permet d'établir qu'il y avait bien eu remise en culture des terres correspondant à la part « prise en charge [75] ». Il est possible à partir de là de calculer les superficies devant approximativement correspondre à cette « prise en charge » (tableau 5). Le total est de 2 507 feddans ; nous y ajouterons les 910 feddans cultivés des quatre villages en *zirāʿa* : Minyat Yazīd, Maḥallat Ğaʿfar, Maḥallat al-Kurūm et Niqrihā. Ce sont au total 3 417 f. (chiffre à prendre ici comme un ordre de grandeur) qui ont été récupérés par l'effort de reconstruction rurale des années précédant immédiatement 1528 : 7,2 % de la superficie cadastrée totale des 41 villages, et 14,8 % des terres en culture. La reconquête des terres n'était encore qu'amorcée.

[74] DT 4651 fo 189 ro.

[75] Ce point a déjà été établi par N. Michel, 2000, p. 566 et tableaux, p. 567-568. Par commodité, j'avais dans cet article regroupé la *zirāʿa* et la « prise en charge ».

Personnalité des revivificateurs

La formule de la « prise en charge » n'était apparemment pas nouvelle sur les terres du Divan. En août 1432, le sultan Barsbāy avait ainsi confié aux plus hauts fonctionnaires civils des villages ruinés relevant du *dīwān al-mufrad*, le domaine particulier du sultan, afin de les remettre en culture [76]. Les quatre principaux de ces fonctionnaires civils exerçaient des fonctions en rapport avec les terres agricoles ou l'impôt, et certains d'entre eux étaient connus pour la qualité de leur administration [77]. Ce cas diffère de ceux exposés dans le cadastre de 1528, car il ne concerne que le sommet de l'État. Le plus intéressant est que, sans doute pour plus d'efficacité, chacun reçut la charge d'un village : l'aide à la reconstruction était ainsi à la fois personnalisée et localisée.

Il est important de souligner que dans le cadastre de 1528 la « prise en charge » ne concerne que des villages relevant du Divan, c'est-à-dire versant l'impôt foncier à l'État, tandis que la formule de la *zirāʿa* se retrouve aussi bien sur des villages du Divan que sur des villages en *waqf*, ou de statut mixte. La préférence marquée de l'État pour la « prise en charge » par des individus suggère que l'autorité publique intervenait aussi dans le choix de ceux-ci. Il est probable qu'à ses yeux la personnalité des revivificateurs revêtait une grande importance, à la fois économique, parce qu'il fallait s'assurer qu'ils étaient bien capables d'attirer des cultivateurs et de fournir les avances nécessaires à la remise en culture, mais aussi politique, puisque leur fonction (même conçue comme provisoire) leur donnait sur les paysans un pouvoir comparable à celui des anciens titulaires des *iqṭāʿ*-s que les Ottomans venaient de supprimer presque complètement.

Le *Ḳānūnnāme* n'avait envisagé de confier la remise en culture, en cas de défaillance des *fallāḥ*-s restés au village, qu'à deux catégories, les agents des percepteurs (*ʿāmil*-s) et les cheikhs des Arabes. Dans le fait les solutions adoptées furent plus larges. Trois villages voient une partie de leur terroir cultivé par les *fallāḥ*-s d'un village voisin, sans que ces derniers ne viennent s'y installer. À Minyat Ġāliya, village en *waqf*, déserté et à l'abandon, cette réoccupation s'est produite de manière informelle : « quelques *fallāḥ*-s habitant au village d'Abū Durra s'y trouvent [78] ». À Maḥallat Aḥmad, par contre, la moitié des parts fiscales du village sont assurées par « les gens [c'est-à-dire les *fallāḥ*-s] du village », l'autre moitié

[76] Al-Maqrīzī, *Sulūk*, éd. S.A. ʿĀšūr, vol. IV/2, p. 874 ; texte cité et commenté par J.-Cl. Garcin, M.A. Taher, 1995, p. 279. Al-Maqrīzī précise seulement que le sultan confia (*sallama*) ces villages, à raison d'un village par personne (*kull minhum balad min al-bilād*). Sur le *dīwān al-mufrad*, créé en 1382, B. Martel-Thoumian, 1992, p. 53.

[77] Ce sont : 1. Zayn al-dīn ʿAbd al-Bāsiṭ b. Ḫalīl (v. 1388-1450), fils de Mamelouk, *nāẓir al-ǧayš* de 1421 à 1439, c'est-à-dire directeur du bureau chargé des *iqṭāʿ*-s, « sans doute parmi les plus fortunées des notabilités civiles », avait constitué en *waqf* un village de la province de la Ǧīziyya et les 18/24 d'un autre en Palestine ; B. Martel-Thoumian, 1992, p. 47-48, 344-346, 356, 456 ; 2. Karīm al-dīn ʿAbd al-Karīm b. Kātib al-Manāḫ (ob. 1448), d'origine copte, *wazīr* de 1423 à 1434 et *kātib al-sirr* en 1432, savait, d'après les chroniqueurs, faire rentrer l'argent dans les caisses de l'État : *ibid.*, p. 105-108, 447 ; 3. Saʿd al-dīn Ibrāhīm b. Kātib Ǧakam (ob. 1437), d'origine copte, *nāẓir al-ḫāṣṣ* de 1429 à 1437, à ce titre chargé de la garde du Trésor privé, très lié au sultan Barsbāy et réputé bon administrateur : *ibid.*, p. 50-51, 160, 284-285, 460 ; 4. Tāǧ al-dīn ʿAbd al-Wahhāb b. Ṭūmā dit Šayḫ al-Ḫaṭīr, Copte converti, *nāẓir al-mufrad* à partir de 1430, et à ce titre adjoint de l'*ustādār* qui dirigeait le le *dīwān al-mufrad ;* à l'occasion d'une autre fonction, al-Maqrīzī, *Sulūk*, vol. IV/2, p. 861, note qu'il fit preuve d'une bienveillance remarquable envers les *fallāḥs* : B. Martel-Thoumian, 1992, p. 53, 127, 138, 447.

[78] DT 4651 fº 215 rº.

par « les gens de la *nāḥiya* de Nitmā et Malīḫa », tous ces villages relevant du Divan ; et comme dans cette dernière *nāḥiya* 1/4 de la charge fiscale n'est plus assurée, du fait de l'émigration et des décès, de même 1/4 de la part de Maḥallat Aḥmad assignée à Nitmā et Malīḫa, est enregistrée comme « vacante » (*ʿāṭil*)[79] : ce qui démontre que la *zirāʿa* des « gens de Nitmā et Malīḫa » sur le village voisin était bien collective ; chaque détenteur d'une *filāḥa*, proportion déterminée de la charge fiscale totale du village, dans l'un, était chargé d'une part équivalente dans l'autre. Des situations aussi variées permettent de comprendre comment certaines familles en arrivaient à cultiver des terres dans plusieurs villages[80] ; et comment des agglomérations finissaient par être absorbées par une autre *nāḥiya*.

Les Bédouins (*ʿArab*, *ʿUrbān*[81]) occupent une position privilégiée dans cet effort de reconstruction rurale. Dans un seul village, hélas mal documenté, Kawm Šarīk, la *zirāʿa* des 2/5 du « vacant » (*ʿāṭil*) leur a été confiée collectivement : la notice ne porte qu'un énigmatique *zirāʿat al-urbān*. Ailleurs il n'est question que du chef de tribu, *šayḫ al-ʿarab*. Il n'est pas nommé au village de Qabīl dont il a pourtant pris en charge les 5/6. Sa tribu seule est précisée à Lūqīn, c'est le cheikh des Qaṣāba (ou Qaḍāba) et al-Hadāriğa[82]. Nous pouvons y voir une indication du fait que l'obligation assumée par ce cheikh lui revient non à titre personnel, mais du fait de sa fonction. C'est l'inverse avec le plus grand personnage, al-Maḥaddī Ismāʿīl, qui apparaît pour cinq villages, mais dont une seule notice mentionne qu'il est *šayḫ al-ʿarab*.

La province de la Buhayra était une de celles où la présence bédouine était la plus forte[83]. Les groupements segmentaires sont dans le cadastre de 1528 fréquemment appelés *ḫums* (pl. *aḫmās*, cinquième[84]), eux-mêmes parfois subdivisés : Manṣūr Zāyid figure par exemple comme « cheikh du demi-*ḫums* des Arabes al-Kabīr[85] ». Les chefs de tribu sont les *mašāyiḫ al-aḫmās* « cheikhs des *ḫums* », ainsi Kurtbāy b. Abū al-Layl qui apparaît deux fois[86]. À l'exception sans doute des tribus nomades qui parcouraient largement les franges désertiques de la Buḥayra et de la Ǧīziyya, ces *ḫums* devaient être territorialisés. C'est ainsi qu'à Maḥallat ʿUbayd, village déserté mais dont 141 feddans sont encore cultivés, les agents recenseurs ont recueilli leur information auprès de Ḫiḍr Rabīʿ, « un des cheikhs des *ḫums* sur ses confins[87] ». La forte présence des chefs de tribu dans des documents administratifs

[79] *Ibid.*, f° 196 v°-197 r° et 222 v°-223 r°.

[80] C'est ce que révèlent les donations de terres en *rizqa* enregistrées dans les RI.

[81] Ces deux termes sont interchangeables dans notre document comme dans le *Ḳānūnnāme*, et généralement dans les sources contemporaines. Leur traduction est délicate : « Bédouins » suppose qu'ils vivaient sous la tente, ce qui n'était peut-être pas le cas général ; « Arabes » crée une confusion avec le sens ethno-linguistique aujourd'hui admis, alors que certains groupes, commes les Hawwāra, étaient d'origine berbère.

[82] Ces groupes ne figurent pas dans le répertoire d'al-Maqrīzī, *Bayān*, non plus que les Al-Kabīr et les Bahāda mentionnés plus bas.

[83] J.-Cl. Garcin, 1978, p. 155-157 l'établit à partir, notamment, du relevé des *iqṭāʿ*-s des Arabes dans la recension d'Ibn al-Ǧīʿān.

[84] Le terme, banal pour décrire des segments tribaux dans d'autres sociétés arabes, est sans doute ici vernaculaire. Il n'est pas connu d'al-Maqrīzī, qui, dans son *Bayān*, répertoire des tribus bédouines au début du XV^e siècle, utilise les termes de *ʿašīra* pl. *ʿašāʾir*, *baṭn* pl. *abṭun* et *faḫḏ* pl. *afḫāḏ*. En revanche plusieurs chroniqueurs de la même époque parlent des ʿArab al-Aḫmās de la Buhayra, laissant peut-être supposer une confédération de tribus ? cf. D. Ayalon, 1988, p. 24 et références.

[85] À Maḥallat Dāwud, DT 4651, f° 211 v°-212 r°.

[86] Le village de Qaryat al-Šayḫ lui verse une redevance en argent appelée *ḫidma* (service), *ibid.*, f° 176 v°. À Marqaṣ il détient en *iqṭāʿ* 1/9 du total du village, *ibid.*, f° 211 r°.

[87] *Ibid.*, f° 219 r°.

confirme la montée en puissance des Bédouins à l'époque circassienne, que scella leur participation active aux troubles des années 1517-1524, et que reconnut officiellement le pouvoir ottoman, le *Ḳānūnnāme* de 1525 plaçant de fait les principaux des chefs arabes au même rang et avec les mêmes responsabilités que les gouverneurs de province (*kāşif*-s [88]). Ces chefs, un par province, avaient déjà été reconnus comme tels par les sultans circassiens ; la fonction de « cheikh de la Buḥayra » fut assurée par al-Ǧuwaylī puis après sa mort en 1514 et diverses vicissitudes, reprise par son neveu Ismāʿīl, dont la fidélité ultérieure aux nouveaux maîtres ottomans fut payante, puisqu'il fut confirmé par eux en 1524 [89]. Il est nommé dans le *Ḳānūnnāme* et fait donc partie des *meşāyiḫ-i ʿUrbān* dont la nomination et la révocation relèvent du sultan ottoman, non du gouverneur de l'Égypte [90]. Est-ce al-Maḥaddī [la lecture n'est pas sûre] Ismāʿīl du cadastre de 1528 ? Cela n'est pas certain, car s'il apparaît bien comme le personnage le plus puissant dans notre document, aucun titre officiel ne lui est accordé. L'identification me paraît cependant vraisemblable, parce que cet al-Maḥaddī Ismāʿīl apparaît dans des *nāḥiya*-s dispersées dans la province : près du chef-lieu Damanhūr (Kafr Banī Hilāl, Niqrihā), à l'est le long du Nil (Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān, Maḥallat Ṣā) et à l'extrême sud (Kafr Dāwud). Une telle emprise spatiale me semble manifester un pouvoir reconnu bien au-delà du contrôle d'un groupe tribal particulier. De plus le village qui lui appartient en totalité, Kafr Banī Hilāl, porte justement le nom de la tribu d'où étaient issus al-Ǧuwaylī et son neveu [91].

Ces chefs bédouins constituent la seule catégorie sociale apparaissant à tous les degrés et sous toutes les formes d'exercice de droits fonciers. Ils s'étaient vu attribuer beaucoup d'*iqṭāʿ*-s à l'époque mamelouke, et notamment sous les Circassiens [92]. Cette institution avait été abolie par les Ottomans, mais il en subsiste quelques-uns dans le cadastre de 1528, dont certains au moins pour un cheikh arabe, tel qu'à Marqaṣ le cheikh Kurtbāy b. Abū al-Layl [93]. De manière tout à fait exceptionnelle un village entier, Kafr Banī Hilāl, est détenu en *ūsya* par al-Maḥaddī Ismāʿīl ; on pouvait croire ce terme d'origine grecque, qui à l'époque romaine désignait de grands domaines, disparu de longue date, sinon dans la toponymie [94], et il est remarquable que les agents du cadastre, écrivant il est vrai sous la dictée des gens du cru, l'aient enregistré sans réticence ni explication, quoiqu'il ne réponde à aucune des catégories

[88] Voir principalement J.-Cl. Garcin, 1978, p. 157-162, et M. Winter, 1992, p. 79-90 sur les années 1517-1524, p. 90-102 sur la seconde moitié du XVI^e siècle (largement repris, *id.*, 1998, p. 20-24) ; S.M. Es-Seyyid Mahmud, 1990, p. 165-171 sur les *şeyhü'l-ʿarablar* dans la seconde moitié du XVI^e siècle. En nommant un seul chef de tribu cheikh pour une province entière, les sultans mamelouks ont cherché à briser le jeu segmentaire, fait de l'équilibre mouvant entre des tribus dont les segments étaient souvent dispersés en diverses zones de la vallée du Nil, de ses confins, voire des pays limitrophes. Le pouvoir reconnaissait bien les Arabes et leur accordait un statut particulier, mais ne reconnaissait pas directement le tribalisme.

[89] J.-Cl. Garcin, 1978, p. 158 et n. 5, d'après Ibn Iyās ; M. Winter, 1992, p. 82, 86-88, d'après le même chroniqueur et al-Diyārbakrī.

[90] *Ḳānūnnāme*, éd. Akgündüz, § 95.

[91] J.-Cl. Garcin, 1978, p. 158 et n. 2.

[92] J.-Cl. Garcin, 1978, p. 156-157, n. 4 tente une comparaison chiffrée entre les recensements des *iqṭāʿ*-s à la fin du XIV^e siècle et à la fin du XV^e siècle par Ibn al-Ǧiʿān ; *ibid.* p. 161-162 sur les raisons de l'attribution d'*iqṭāʿ*-s aux Bédouins.

[93] Voir *supra*, note 86.

[94] Il va resurgir dans la seconde moitié de l'époque ottomane pour désigner la portion du terroir de chaque village directement attribuée aux fermiers de l'impôt, les *multazim*-s. Sur cette question, synthèse claire par K.M. Cuno, 1992, p. 36-37.

administratives en usage. Il est vrai que d'après son nom (le hameau des Banū Hilāl) c'était un village peuplé d'Arabes, donc sédentaires, de la tribu dominante : tout contribuait à l'affranchir des règles communes, et le mot du grand cheikh al-Maḥaddī Ismāʿīl y suffisait.

Peu nombreux, les cheikhs arabes sont cependant présents dans les *waqf*-s fonciers. Le cadastre de 1528 distingue dans cette institution trois ou quatre niveaux [95]. Pour résumer, disons qu'un individu était en charge de la *zirāʿa* ou de la *filāḥa* d'un *waqf*, c'est-à-dire devait verser l'intégralité de l'impôt foncier. Ce revenu allait au *mutaṣarrif* qui en avait la jouissance, lequel s'occupait d'en prélever la rente dont le montant était défini dans l'acte de fondation, au profit du bénéficiaire, le titulaire du *waqf*, parfois sous la supervision (*naẓar*) d'une quatrième personne. À Maʿniya par exemple, les « Awlād Badr *šayḫ al-ʿArab* ʿĪsā et Aḥmad *šayḫ ʿUrbān* Banī Abū Saʿīd » ont à la fois le bénéfice, la jouissance et la *zirāʿa* d'un *waqf* représentant 1/14 du total du village ; en d'autres termes, ils prélèvent et disposent de la totalité de l'impôt foncier de ce *waqf*. Ailleurs, à Niklā al-ʿInab, pour deux *waqf*-s dont la jouissance et le bénéfice sont partagés entre divers individus, c'est la *filāḥa* seule qui est au nom des ʿUrbān Bahāda, *arbāb al-darak* c'est-à-dire en charge soit de la surveillance de la route [96], soit plus simplement du gardiennage sur le terroir du village.

Au reste, ne nous figurons pas que la détention de la seule *zirāʿa* d'un *waqf* fût dédaignée des cheikhs les plus puissants : l'inévitable al-Maḥaddī Ismāʿīl était ainsi chargé, en association avec le *kāšif* de la province, de la *zirāʿa* de quatre des six *waqf*-s du village de Niqrihā ; le reste des *waqf*-s et la partie du terroir relevant du Divan étaient quant à eux en *zirāʿa* du *ḫawlī*, l'agent villageois chargé notamment de la supervision des travaux hydrauliques. Cette intervention du *kāšif*, au titre de sa fonction puisque son nom n'apparaît pas, et dans un village tout proche du chef-lieu Damanhūr, est la seule trace dans notre registre d'une participation directe de l'administration à la reconstruction rurale, et il est significatif qu'elle ait été associée en bloc à un grand personnage bédouin, dont la puissance économique et la probable permanence politique devaient avoir été particulièrement appréciés. L'un et l'autre étaient d'ailleurs là en voisins : le gouverneur siégeait à Damanhūr, et al-Maḥaddī Ismāʿīl détenait, comme nous l'avons vu, l'ensemble du petit village de Kafr Banī Hilāl.

Des situations si diverses révèlent la complexité des rapports entre Bédouins et monde paysan. Sans doute notre source ne dit-elle rien des cultivateurs eux-mêmes, et ne permet pas de décider si les Arabes qu'elle nomme étaient nomades, semi-nomades ou sédentaires. Mais elle montre que soit collectivement, soit comme individus les Bédouins non seulement tiraient profit sous forme de prélèvement divers du travail agricole, mais s'étaient insérés à tous les niveaux de responsabilité qui se superposaient au-dessus du simple exploitant agricole. Il est clair que dans ce pays sans véritables prairies la richesse, y compris pour des Bédouins, devait provenir avant tout de la terre arable ; et la diversité des formes possibles de captation de celle-ci devait encourager les plus puissants à se constituer une assise foncière qui les mît à même de consolider, pour leurs descendants, leur notabilité, indépendamment même de la fortune de leur tribu.

[95] Voir N. Michel, 2000, p. 541-542.

[96] Sur le *darak*, garde par les Bédouins de portions spécifiées des routes, notamment celle du pèlerinage, M. Winter, 1992, p. 103-104 ; D. Ayalon, 1988, p. 23.

Les autres personnages ayant pris part à la reconstruction rurale sont moins facilement identifiables. Aucun d'eux ne peut être reconnu comme Mamelouk [97] ou Ottoman, à l'exception du *kāšif* mentionné plus haut ; aucun n'assume de fonction officielle. L'absence complète de l'élite civile et militaire rejoint ici une autre constatation : très présents dans le bénéfice ou la jouissance des *waqf*-s fonciers, les Mamelouks [98] comme les *qāḍī*-s [99] et leur famille n'assument en revanche jamais la charge de la *filāḥa* ou de la *zirāʿa* de ceux-ci, c'est-à-dire en somme la responsabilité réelle de la mise en culture des terres. Peut-être à leurs yeux eût-ce été déroger. Qui donc parmi les non-Arabes prit en charge la reconstruction rurale ? Ceux que cite le registre portent des noms trop banals pour qu'il y ait quoi que ce soit à ajouter, ainsi ce Mūsā b. Badr qui a pris en charge deux *qīrāṭ*-s (1/12) de Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān. À peine distingue-t-on quelque volonté de paraître dans des noms précédés d'une *nisba* en *-ī*, manifestement inspirés de l'usage du *laqab* en *al-dīn* qui s'est imposé chez toutes les élites du temps, et que l'on ne rencontre jamais dans les listes de simples *fallāḥ*-s [100]. Ces gens sans rang repérable, qui ont prêté la main à la tâche de remise en culture de très larges portions de terre, ont sans doute entendu affirmer par là leur place dans la notabilité rurale.

Un personnage s'en détache : Maḥallat al-Kurūm, village en *waqf*, dont en 1528 seulement 201 feddans ont été effectivement cultivés, est alors en *zirāʿa* d'un cheikh Muḥammad al-Qarawī al-Maġribī, *nisba* qui le fait venir soit de Kairouan, soit de Fès où la grande mosquée porte le nom des Kairouanais (al-Qarawiyyīn). Les cheikhs, titre attribué aux personnages dont l'autorité religieuse était reconnue, étaient très souvent bénéficiaires de *rizqa*-s *iḥbāsiyya*, parfois de *waqf*-s dont ils pouvaient aussi détenir la jouissance, voire la *zirāʿa*, ainsi ce *ḫaṭīb* de Qulayšān pour un *waqf* du village voisin de Maʿniya [101]. Et il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque ceux-là étaient à peu près sûrement d'origine rurale, très proches encore du monde des *fallāḥ*-s [102]. À Qabr al-Mara par exemple, le *dalīl*, agent villageois qui a servi d'informateur lors du cadastre de 1528, est un cheikh de la famille d'un saint [103]. Or le cheikh Muḥammad al-Qarawī de Maḥallat al-Kurūm, vivant en 1528, et très vraisemblablement revivificateur de cette *nāḥīya*, dont il est dit être aussi le *dalīl*, en est par la suite devenu le saint : enterré au cimetière du village, au début du XIX^e^ siècle,

[97] L'écrasante majorité des Mamelouks portaient des noms turcs : D. Ayalon, 1975, p. 193.

[98] S. Denoix, 1995, p. 34-35, a montré à partir d'une étude statistique des actes de fondation en *waqf* conservés à Dār al-waṯā'iq al-qawmiyya, au Caire, et antérieurs à 1517, que la grande majorité (171 sur 231, soit 74 %) des fondateurs étaient des Mamelouks ou membres de leur famille ; le reste appartenait aux élites civiles et religieuses (20, soit 8,7 %), et aux artisans ou commerçants.

[99] Au XV^e^ siècle le titre de *qāḍī* est porté non seulement par les juges, mais de manière générale par les fonctionnaires civils : B. Martel-Thoumian, 1992, p. 364.

[100] Les noms de al-Šarafī Mūsā b. Salīm à Maḥallat Ǧaʿfar, al-Šarafī Mūsā b. ʿĀmir Abū Ġalāma à Wāqid, al-Šihābī Aḥmad Razzāz (Darāz ?) à Yāṭis, sont d'une grande banalité : dans l'onomastique du temps Aḥmad et Mūsā sont fréquemment doublés, respectivement par Šihāb al-dīn / al-Šihābī et Šaraf al-dīn / al-Šarafī, de même que Muḥammad par Šams al-dīn / al-Šamsī, etc.

[101] DT 4651 f° 194 v°. Le *waqf* de une *ḥiṣṣa* (1/14 du village), correspondant à une superficie de 84 f. cultivés et 25 f. en friche (*būr*), est au nom de deux personnes du village de Qulayšān : ʿUmar b. Abū Salāma, et le *ḫaṭīb*, le *faqīh* Saʿd al-dīn, qui s'en partagent le bénéfice, la jouissance et la *zirāʿa*.

[102] La question des rapports entre *fallāḥ*-s et saints ruraux a fait l'objet d'une étude de Catherine Mayeur-Jaouen et moi-même, pour le colloque sur la société rurale à l'époque ottomane, qui s'est tenu à l'Ifao du 28 avril au 1^er^ mai 2002.

[103] « Le cheikh Ibrāhīm, fils du cheikh Yūsuf, de la famille (*ḏirriyya*) du cheikh ʿUmar al-Baṣīr, Dieu, qu'Il soit exalté, lui accorde Sa grâce » : DT 4651 f° 175 r°.

il a même donné son nom au village, qui depuis l'époque de Muḥammad ʿAlī s'appelle al-Qarawī [104]. Fut-il sanctifié parce qu'il revivifia les terres du village, gravement sinistré alors (des 1094 f. au cadastre de 1315, 18 % seulement en étaient cultivés en 1528) ? L'hypothèse est trop belle sans doute, mais non impossible. Ce cheikh venu de fort loin, fixé on ne sait pourquoi dans un modeste village sur la route d'Alexandrie, et que l'on imagine peu fortuné à son arrivée, a su s'imposer comme le seul interlocuteur des villageois, auprès des titulaires de celui-ci en *waqf* comme auprès de l'autorité publique ; effet de son charisme, manifestation évidente de la grâce divine [105].

Bilan

L'étude comparative du phénomène des villages désertés dans l'Europe du bas Moyen Âge avait mis en évidence de grandes différences régionales. Le résultat pouvait paraître paradoxal, alors que la régression démographique des XIVe-XVe siècles fut un phénomène général, dont depuis une quarantaine d'années des études précises n'ont cessé de souligner la gravité. Ainsi l'effondrement des populations par suite des épidémies, conjugué dans certains pays, notamment la France, avec les ravages de la guerre et du brigandage, n'a pas entraîné uniformément de désertions. L'analyse a montré que d'autres facteurs avaient dû influer sur l'ampleur et la durée du phénomène. Les désertions ont affecté les terroirs les plus pauvres davantage que les plus riches, ce qui manifeste une certaine liberté de choix de la part des exploitants. Le phénomène est confirmé dans le Delta du Nil : les deux provinces retenues, la Buḥayra et la Ǧazīrat Banī Naṣr, se situaient sans doute vers les deux extrêmes de la prospérité économique ; et la plus pauvre seule, la Buḥayra, a connu des abandons de villages ; de sorte que l'échantillon retenu recouvre bien deux cas de provinces que nous pouvons considérer comme classiques. Les désertions doivent être expliquées à la fois par la baisse de la population et par sa mobilité : de fait la Ǧazīrat Banī Naṣr, terre d'immigration, a mieux résisté.

Les villages désertés ne représentent que la face la plus visible d'un phénomène accablant de contraction de l'espace cultivé : celui-ci s'est réduit à 48,4 % de la superficie déclarée au cadastre pour 41 villages de la Buḥayra. Comme cette superficie était elle-même inférieure d'un septième environ à celle de 1315, ce sont à peu près les trois cinquièmes de la superficie cultivable qui, dans cette province – si nous élargissons à l'ensemble de celle-ci l'échantillon restreint pour lequel nous disposons de données chiffrées –, sont retournés à la friche. Et comme la baisse de la population s'était très probablement, selon un phénomène classique, accompagnée d'un retour à des pratiques culturales plus extensives, il faut concevoir que la diminution de la population avait été supérieure à celle des terres cultivées : donc une régression de plus de 60 % par rapport à l'optimum que décrit le cadastre de 1315. Nous retrouvons ici l'ordre de grandeur de l'effondrement démographique qu'ont connu

[104] Q. Ramzī, 1994, II/2, p. 238.

[105] C. Mayeur-Jaouen, *Al-Sayyid Aḥmad al-Badawī. Un grand saint de l'islam égyptien*, *TAEI* 32, Le Caire, 1994, p. 428-435, étudie plusieurs exemples de ces « saints ruraux, intercesseurs de leur village auprès des émirs », dont l'hagiographie souvent savoureuse se constitue au XVe siècle.

les campagnes européennes aux XIVe-XVe siècles [106]. Gardons cependant à l'esprit que le cadastre de 1315, qui nous fournit une précieuse référence de départ, a plutôt dessiné une image idéale qu'une photographie réelle. Par ailleurs les chiffres de la Buḥayra ne peuvent, par manque de documentation, être reportés tels quels sur la province « riche » de la Ǧazīrat Banī Naṣr. Les cadastres de 1315 et 1528 y enregistrent une régression de la superficie déclarée de 36 à 41 % selon les calculs effectués *supra*, mais l'évolution des superficies effectivement cultivées nous reste inconnu ; il est probable que la province n'aurait pas attiré tant de migrants dans les années qui suivirent la conquête ottomane, si elle n'avait eu abondance de terre et de travail à leur offrir.

On s'attendrait en fait, dans ce désastre démographique, à trouver en plus grand nombre les villages désertés. Là encore les comparaisons sont utiles [107]. En Europe les abandons ont touché massivement les agglomérations les plus réduites. Elles ont accompagné l'évolution des terroirs dont l'exploitation reposait sur des aptitudes complémentaires ; des champs pauvres sont retournés à l'inculte, ou à la prairie, faisant disparaître des écarts récents, transformant des hameaux en fermes uniques mieux tournées vers l'élevage dominant. L'agriculture dans le Delta n'offrait pas une telle élasticité. Toutes les terres inondées par le Nil y ont vocation à la culture intensive, y compris fourragère, et l'élevage n'y occupe pas d'espace spécifique, sinon sans doute par défaut, en cas d'extension des friches, comme ce fut le cas à l'époque que nous étudions. Pas non plus de transformation du tissu villageois en grosses fermes : si le régime de l'*iqṭāʿ* a pu autoriser des formes de domanialisation (ce qui reste pure hypothèse), elles ont dû être brisées net par sa suppression pure et simple après 1517. D'autre part, en comparaison de l'Europe, l'habitat apparaît extrêmement groupé. Nous l'avons constaté de manière frappante en examinant les cadastres de la Ǧazīrat Banī Naṣr, et le trait est constant des zones riches du centre et du sud du Delta [108]. C'est justement parce que dans la Buḥayra la taille des *nāḥiya*-s couvrait un éventail plus large, que certaines des plus fragiles ont pu disparaître. Ainsi peut être mise en évidence une taille critique des villages, au-delà de laquelle leur survie était quasiment assurée [109] : soit un terroir d'environ

[106] Pour l'effondrement démographique, G. Bois, 2000, p. 65-66, rassemble les chiffres les plus sûrs : une régression de la population de l'ordre des deux tiers dans les régions suffisamment documentées. – Peu de documents permettent en Europe de mesurer la contraction des superficies cultivées. C'est le cas du cadastre du Comtat Venaissin, établi en 1414 et étudié par M. Zerner, 1993, tableau en annexe 7, p. 626-627 et commentaire p. 205-213 ; « la surface cultivée couverte par l'enquête de 1414 ferait 23 % de la superficie cultivée par les mêmes localités en 1830. Mais ce n'est qu'une moyenne », *ibid.*, p. 210. Le nombre de feux a quant à lui été à peu près divisé par deux entre 1269 et 1414, et il représente alors à peu près 22 % de celui de 1836 (ce sont des ordres de grandeur), *ibid.*, p. 217-218 et n. 51.

[107] Voir les hypothèses de travail de G. Duby, 1965, p. 16-18.

[108] S. Fanchette, 1997, p. 164-173 et la carte fig. 18 entre p. 166 et 167 « dispersion de la population dans le Delta du Nil en 1976 (d'après l'indice de Demangeon) ». L'adéquation est quasiment parfaite entre les zones cultivées en 1528 dans la Buḥayra et celles d'habitat concentré en 1976.

[109] Cette notion de seuil a été mise en évidence par J.-M. Pesez, E. Le Roy Ladurie, « Le cas français : vue d'ensemble » *in Villages désertés et histoire économique XIe-XVIIIe siècle*, 1965, p. 127-252, notamment p. 130, à partir de l'exemple du nord-ouest de Paris étudié par Guy Fourquin : « il y a un *seuil* d'importance et de population [en l'occurrence, 50 feux à l'apogée démographique de la première moitié du XIVe siècle], au-dessous duquel se produisent, en pourcentage, cette fois significatif, les désertions. » Voir aussi dans le même recueil d'articles l'exemple du *contado* de Pistoia en Toscane, étudié par Chr. Klapisch-Zuber, J. Day, « Villages désertés en Italie. Esquisse », *ibid.*, p. 419-459, notamment p. 442. – En Navarre, ce seuil est de 25 feux : 59 des 60 communautés villageoises désertées, parmi les 223 du domaine royal, avaient une population inférieure à ce seuil au moment de leur apogée vers 1300 : M. Berthe, 1984, p. 493-494.

800 à 1 000 feddans (5 à 6 km^2) et une main d'œuvre masculine supérieure à environ 200 individus dans un temps d'optimum démographique. Pourquoi des concentrations nécessairement aussi fortes ? L'entretien constant du réseau hydraulique me paraît le facteur décisif : il supposait une main-d'œuvre nombreuse, des moyens importants en bétail et en bras donc des ressources facilement mobilisables, un terroir assez compact pour diminuer les efforts de maintenance et de curage des voies d'eau et des ouvrages d'art [110].

Dans beaucoup de régions d'Europe les désertions furent temporaires, les sites abandonnés furent repeuplés à la faveur de la reconstruction rurale, le plus souvent durant le dernier tiers du XV^e ou la première moitié du XVI^e siècles, car si la crise démographique a favorisé la mobilité, la population n'a pas été bouleversée : contrairement à d'autres crises très graves, de nouveaux peuples ne se sont pas substitués aux anciens. Il en est allé de même en Égypte aux XV^e et XVI^e siècles. Si l'effondrement démographique a, comme l'a montré Jean-Claude Garcin, favorisé la montée en puissance des tribus bédouines et leur insertion dans la vie des campagnes sédentaires, il n'a pas été jusqu'à entraîner une bédouinisation de ces dernières – dans le sens d'un renouvellement profond du peuplement –, du moins dans les deux provinces du Delta étudiées ici [111]. La stabilité de la toponymie est à cet égard éloquente. L'examen du registre de la Buḥayra le confirme : les Bédouins, en tant que groupe peuplant, ne sont intervenus que marginalement dans l'effort de reconstruction rurale, tandis que leurs cheikhs, en tant que grands notables intégrés à l'appareil du nouveau régime ottoman, ont participé activement à la remise en culture par leurs investissements.

Cette étude a cherché à rendre moins obscure la conjoncture démographique et économique de l'Égypte rurale dans la période de transition entre les régimes mamelouk et ottoman. Ce faisant elle s'est placée sur un terrain qui échappait entièrement aux contemporains [112]. Soit qu'elle leur fût propre, ou qu'elle reflétât l'état d'esprit des populations rurales, l'indifférence ou la cécité des autorités publiques vis-à-vis de la conjoncture à moyen et à long terme était par elle-même un facteur influant sur leurs décisions. De sorte qu'il paraît plus sûr de ne pas accentuer à l'excès, et encore moins juger, l'opposition entre les deux attitudes que l'étude a mises en évidence : l'optimisme, ou le volontarisme, des agents du cadastre en 1315, dressant une sorte d'état idéal de la fortune qui pouvait être extraite d'une

[110] Cet effort renouvelé chaque année et réglé par la tradition fut comptabilisé au XVI^e siècle dans des registres appelés les *daftar*-s *al-ǧusūr*. Cf. N. Michel, « Les *Dafātir al-ǧusūr*, source pour l'histoire du réseau hydraulique de l'Égypte ottomane », *AnIsl* 29, 1995, p. 151-168.

[111] La situation était différente dans le Ṣaʿīd : les premiers sultans mamelouks ont favorisé l'implantation des Bédouins, en particulier dans la Manfalūṭiyya et une bonne partie du Haut-Ṣaʿīd. Cf. J.-Cl. Garcin, 1976, p. 366-368, 380, 384.

[112] Al-Maqrīzī était certes sensible aux malheurs du temps, et il a par ailleurs montré beaucoup de goût pour les données chiffrées. Sa vision est cependant celle d'une décadence continue de l'Égypte rurale depuis la très haute époque. Ce pessimisme (en partie convenu) est notamment exprimé dans son chapitre sur le montant du *ḫarāǧ*, *Ḫiṭaṭ*, éd. Wiet, vol. II, 1re partie, 1913, p. 60-70, en particulier § 3, 19 et 21. Les années de disette sont pour lui causées d'abord par la Providence divine, mais elles peuvent aussi, et les autres malheurs économiques toujours, renvoyer à des causes politiques, à la mauvaise gouvernance : c'est le sens de son traité sur les malheurs du temps, composé en 1405 et intitulé *Iġāṯat al-umma bi-kašf al-ġumma*, trad. en français G. Wiet, « Le traité des famines de Maqrīzī », *JESHO* 5/1, 1962, p. 1-90 ; trad. en anglais A. Allouche, *Mamluk Economics. A Study and Translation of al-Maqrīzī's Ighāthah*, Salt Lake City, 1994.

exploitation maximale (voire au-delà) des terres d'Égypte ; et le réalisme de ceux de 1528, attentifs à enregistrer un état des lieux sans disposer d'aucun point précis de comparaison [113]. Les documents de l'administration ottomane, tant réglementaires (*Ḳānūnnāme*) que pratiques (registres du cadastre, registres des digues) montrent tous une conception du temps normative, réduite à une opposition entre un avant où tout fonctionnait correctement – le règne du sultan Qāytbāy dans le *Ḳānūnnāme* – et auquel on fait sans cesse référence, et un présent où rien ne va plus, où l'obligation de maintien en l'état ne peut plus être assurée. On comprendra dans ces conditions que l'effort de reconstruction rurale, tel que le documente le registre pour la Buḥayra, nous apparaisse à la fois indéniable, modeste encore dans ses effets en 1528, et respectueux des structures existantes. Devons-nous le verser au crédit particulier du nouveau régime ottoman ? Des exemples en Europe ont montré que chacune des graves crises du bas Moyen Âge avait été suivie d'au moins une esquisse de reconstruction des campagnes [114]. Du moins la considération pour l'état des choses, dont témoigne alors l'État ottoman, montre-t-elle que peu d'années après la conquête de l'Égypte il ne s'y comportait pas en pouvoir prédateur.

L'histoire politique peut n'être que désolation ; il n'en va pas de même de l'histoire économique, puisqu'il faut bien que les gens vivent. L'étude a montré comment un tissu déchiré de toutes parts a commencé à se reconstituer : par réoccupation à partir de villages voisins ; par des investissements de notables, parmi lesquels dominent ici des cheikhs bédouins pour une fois éclairés d'un jour positif ; et par divers personnages sans distinction, que l'abaissement de l'ancienne élite mamelouke mettait sans doute en relief. La grande majorité des villages, au moins dans une province réputée pauvre comme la Buḥayra, ayant été touchés par le dépeuplement et la contraction de l'espace cultivé, devaient connaître aussi un mode de remise en valeur qui privilégiait au moins temporairement l'interposition de cette couche intermédiaire [115], et apportait à la fois dynamique et complexité à une société rurale déjà hiérarchisée entre les *fallāḥ*-s responsables de l'impôt et la masse des autres travailleurs. Au moment où l'Égypte s'engageait dans une longue période de stabilité [116], la revivification d'un pays profondément atteint constituait une entreprise sans doute de véritable intérêt économique, et offrait une occasion d'ascension à de nouvelles élites issues parfois des profondeurs de la société rurale.

[113] Les registres fonciers de l'époque circassienne avaient alors disparu, cf. N. Michel, 1996, p. 123, 169 et références.

[114] Voir pour l'Île-de-France l'étude détaillée de G. Fourquin, 1964 : première grande reconstruction après les années terribles 1346-1368, p. 261-279, avec un bilan décevant ; deuxième reconstruction après la fin de la guerre dans le Bassin Parisien en 1441, p. 389-443 ; après la guerre du Bien Public (1465) et jusqu'au premier quart du XVI^e siècle, p. 443-455.

[115] La reconstruction rurale favorise une couche intermédiaire ayant les moyens d'investir dans la terre : c'est ce qui s'est produit aussi en Angleterre dans les premières décennies du XV^e siècle, lorsque les grands propriétaires abandonnent l'exploitation directe de leurs domaines pour les bailler à des *demesne lessees* d'origine sociale diverse : *gentlemen*, *husbandmen* et *yeomen* (paysans libres), notamment ceux d'entre eux qui exerçaient les fonctions d'agents seigneuriaux. Cf. E. Miller, 1991, p. 14.

[116] La première révolte militaire, ouvrant une période troublée, éclate en 1589 : récit de ces événements par M. Winter, 1998, p. 17.

ANNEXE 1

Les villages désertés de la Buḥayra en 1528

Le registre DT 4651 permet de repérer onze villages dont neuf peuvent à coup sûr être dits désertés. Le cas des deux autres, Maḥallat al-Kurūm et Nidayba, est incertain ; je les ai cependant fait figurer carte 1 dans la même catégorie.

Kafr al-Masʿūdī : inconnu en 1315 ; en 1528, 89 feddans cultivés par « les gens » de Ḫammāra et Dakdūka. La description des confins place Ḫammāra en limite sud de ce village, qui a disparu et que Muḥammad Ramzī n'a pu localiser [117].

Maḥallat al-Kurūm : 1 094 feddans en 1315 ; appelé al-Qarawī depuis l'époque de Muḥammad ʿAlī (1240 H. / 1824-1825). En 1528, la culture du village a été confiée à un cheikh, ce qui implique qu'il avait été déserté.

Maḥallat Ḥasan : 661 ou 631 feddans en 1315 ; le village s'appelle aujourd'hui Minšāt Ruzzāfa. En 1528, on n'en cultive plus que 25 1/2 feddans ; c'est le *dalīl* du village de Imrî qui en est responsable. Au début du XIX^e^ siècle Maḥallat Ḥasan fut d'ailleurs incorporée à Imrī, puis en fut séparée en 1245 H./1829-1830 sous son nom actuel [118]. D'après le cadastre de 1528, le village est « déserté, en ruines, il ne s'y trouve nulle créature de Dieu, qu'Il soit exalté [119] ».

Maḥallat Māriya : 1 618 ou 1 600 feddans en 1315 ; en 1528, « le village est déserté, il s'y trouve quelques personnes qui n'ont pas été rencontrées pendant le cadastrage » ; c'est le *dalīl* du village voisin de Diršāba qui est responsable du village. Cette agglomération a disparu ; elle a été identifiée par Ramzī avec la ʿizbat Māriya, sur le territoire de Diršāba. Les confins du village placent celui-ci entre le Nil à l'est, Sumuḫrāṭ et Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān au nord et au sud, ce qui confirme la proposition de Ramzī.

Maḥallat ʿUbayd ou **ʿAbīd** [120] : 684 feddans en 1315 ; en 1528, « le village est déserté, il ne s'y trouve nulle créature de Dieu, qu'Il soit exalté ». Le village existe toujours.

Minyat Ġāliya : 294 ou 244 feddans en 1315 ; en 1528, « le village est déserté, en ruines (*dāṭir*), il s'y trouve quelques *fallāḥ*-s qui résident au village d'Abū Durra ». Minyat Ġāliya a été identifiée par Ramzī avec al-Naḫla al-baḥriyya, qui au XIX^e^ siècle rassemble les terres des anciennes *nāḥiya*-s de ʿAzīza, Umm Ġāliya, et Abū l-Ġazlān al-baḥriyya [121]. Cette identification est apparemment erronée, car al-Naḫla al-baḥriyya est trop éloignée d'Abū Durra. En revanche, la description des confins de Farnawā place celle-ci au sud de Minyat Ġāliya et à l'est d'Abū Durra [122], ce qui permet de localiser approximativement notre village.

Minyat Yazīd : 586 ou 588 feddans en 1315 ; le village existe toujours, sous le nom de Mīt Yazīd. En 1528, tous les *fallāḥ*-s du village ont émigré, et les deux personnes qui ont repris la culture de ses terres déclarent aux agents recenseurs ignorer où ceux-là sont partis.

[117] M. Ramzī, I, p. 365 : Kafr al-Suʿūdī dans une liste de la Buḥayra datée de 1224 H./1809-1810.

[118] *Ibid.*, II 2, p. 310, Minšāt Ruzzāfa.

[119] RḎ 4638 f° 88 r°.

[120] DT 4651 f° 219 r° a écrit une *fatḥa* au-dessus du *ʿayn* de ʿ.b.yd ; le village est appelé par M. Ramzī, II 2, p. 252, Maḥallat ʿIbīd, sans doute a-t-il transcrit la prononciation vernaculaire.

[121] *Ibid.*, II 2, p. 238-239 : al-Naḫla al-baḥariyya.

[122] RḎ 4638 f° 33 r°.

Nafarā : c'est le Ḥawḍ Nafarā du cadastre de 1315, avec une superficie de 89 ou 88 feddans ; en 1528, le *dalīl* est celui du village de Sanhūr Ṭalūt, qui borde le village au sud, d'après la description des confins (les autres étant Šarnūb au nord, Yāṭis à l'est et Qarāqiš à l'ouest). « Il est considéré comme entièrement déserté ; il ne s'y trouve ni culture, ni *fallāḥ*, ni *dalīl*, ni nulle créature de Dieu, qu'Il soit exalté ». Ramzī l'identifie au ḥawḍ Nafarā de la *nāḥiya* d'al-Ḫazzān, *markaz* de Damanhūr [123].

Nidayba : 4 157 ou 4 160 feddans en 1315, ce qui en faisait un très gros village ; il existe toujours. En 1528, 400 feddans seulement sont cultivés ; « ses *fallāḥ*-s n'ont pas été rencontrés durant le cadastrage », dit un registre ; « on n'y connaît pas d'hommes (*riğāl*) du fait que sa population n'a pas été recensée durant le cadastrage », dit un autre [124], ce qui peut vouloir dire qu'ils résident ailleurs ; il y a cependant un doute.

Qabr al-Mara : aujourd'hui Qubūr al-Umarā ; 960 ou 966 feddans en 1315 ; en 1528, « ne s'y trouvent ni culture, ni *fallāḥ*, ni quiconque ».

Qabr ʿIṣām : 407 feddans en 1315 ; en 1528 le village est « déserté, en ruines, on n'y trouve nulle créature de Dieu, qu'Il soit exalté [125] ». Ramzī l'identifie avec l'actuelle Kafr Ḥiṣām. Le registre RĞ 4638 dans la description des confins de Maḥallat Kīl place celui-ci à l'ouest de Qabr ʿIṣām et de Maḥallat Ḥafṣ, ce qui répond exactement à l'identification proposée par Ramzī [126].

Le registre RĞ 4638 qui porte sur 91 villages, pour lesquels il a compilé à la fois les cadastres de 1315 et de 1528, permet d'ajouter à cette liste deux autres villages, ce qui reporte le total à onze sur 91, ou plutôt sur les 82 pour lesquels ce registre fournit les indications du cadastre de 1528 (soit 13 %) [127] :

« **Qulayʿat Bidāl**, rénovée (*mustağidda*) grâce au canal d'al-Nāṣir [128] » : village déserté (*ḫarāb*), avec cependant des terres en culture qui ont été cadastrées en 927/1521-1522 et en 933/1528. Muḥammad Ramzī l'a identifiée avec la ʿizbat Kawm Badrān, ancienne ʿizbat Kawm Badān, au nord du village de Zarqūn, dans le nord de la province. Cette localisation correspond bien à la mention du *ḫalīğ al-nāṣirī* qui irriguait le nord de la Buḥayra. Au cadastre de 1528, elle figure sous le nom de Ḥumiyyat (lecture incertaine, sauf pour le *ḥ* initial et le *-at* final) al-Nāṣiriyya, inconnu par ailleurs.

[123] Ce *ḥawḍ* est situé à 5 km à l'ouest de Sanhūr d'après O. Toussoun, 1936, 2e-3e parties, p. 321. Sur Al-Ḫazzān, M. Ramzī, I, p. 53-54.

[124] DT 4651 fo 221 ro ; RĞ 4638 fo 143 ro.

[125] RĞ 4638 fo 45 ro ; DT 4651 fo 175 vo ne donne que les confins du village.

[126] M. Ramzī, II 2, p. 242. Noter que DT 4651 fo 175 vo, dans sa description des confins, place Qabr ʿIṣām au nord de Maḥallat al-Kurūm et à l'ouest de Barsīq, donc au nord de la province, ce que contredit RĞ 4638.

[127] RĞ 4638 comprend en effet les notices de trois villages inconnus en 1315 – tous trois commençant par *Kafr* – et de dix villages connus en 1315 et inconnus en 1528, dont un a été incorporé à une autre *nāḥiya* (Karfasa, à Minyat Ṭarrād = al-Qāʿa, fo 63 ro). Il était tentant de considérer ces villages absents du cadastre de 1528 comme autant de villages désertés. Mais ce serait une erreur. En effet l'un de ceux-ci, Maḥallat al-Amīr, dont la notice dans RĞ 4638 fo 78 vo mentionne qu'il ne figure pas au cadastre de 1528, fait cependant l'objet d'une notice en DT 4651 fo 202 ro, notice qui montre d'ailleurs que ce village n'était nullement déserté. Des omissions ont donc pu se glisser dans RĞ 4638 : aussi par prudence ai-je laissé de côté ces villages « absents », d'autant que la perte d'une partie des données de 1528 ne permet pas de reconstituer tous les changements de noms de village entre 1315 et 1528. De manière générale, RĞ 4638 confirme toutes les données de DT 4651, mais l'inverse ne se vérifie pas.

[128] RĞ 4638 fo 58 vo ; voir aussi H. Halm 1982, t. II, p. 446 et carte 42 ; M. Ramzī, I, p. 352 ; index de DT 4651.

« **Ṭabaranba**, appelée **al-ʿAwğa** [129] » : le village existe toujours sous le nom de Ṭarābanbā ; il avait 2 709 ou 2 607 feddans en 1315. Au cadastre de 1528, il est porté « en entier en friches, il ne s'y trouve aucune culture à part quelques *rizqa*-s [130] (…) du fait de la migration des *fallāḥ*-s ».

ANNEXE 2

Les superficies données par Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān sont-elles bien celles du cadastre de 1315 ?

Les chiffres du cadastre de 1315 ou *rawk al-nāṣirī* nous étaient connus jusqu'ici par deux recensions d'époque mamelouke, qui ont été synthétisées dans l'excellente publication de Heinz Halm [131]. La première recension est due à Ibn Duqmāq, la seconde à Ibn al-Ǧīʿān.

1. À l'extrême fin du XIV^e^ siècle Ibn Duqmāq (ob. 809/1406) [132] a recopié pour chaque village : a) la superficie globale (*misāḥa*) ; b) l'évaluation fiscale (*ʿibra*) ; et c) le statut de la terre tel qu'il était arrêté à une date que Jean-Claude Garcin a pu situer entre 1394/1395 et 1397/1398 [133].

2. Yaḥyā b. al-Maqarr Ibn al-Ǧīʿān (ob. 885/1480) [134], d'une famille prestigieuse d'administrateurs civils, a fourni également : a) la *misāḥa* (dite explicitement du *rawk al-nāṣirī* [135]) et b) la *ʿibra*, ainsi que c) le statut des terres en *šawwāl* 777 / mars 1376, puis d) de son temps, en particulier les détenteurs d'*iqṭāʿ*-s, entre 1475 et 1480 [136]. Notons que pour les superficies les deux auteurs n'ont pas tenu compte des fractions de feddans ; par commodité dans les calculs, je ferai de même.

Ces mentions successives d'un original unique, aujourd'hui disparu, ne suffisaient cependant pas à considérer qu'Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān ont bien puisé à la même source. En effet les chiffres de superficies qu'ils donnent sont assez souvent divergents : dans 29 cas sur les 49 de l'échantillon restreint retenu pour la Buḥayra. Jean-Claude Garcin a été amené à penser qu'ils se référaient en fait à deux séries de chiffres différentes, mais proches dans le temps puisque les différences constatées sont pour la plupart minimes : pour chacun des deux auteurs, les superficies et les chiffres de *ʿibra* se réfèreraient à la même date que le statut des terres ; comme ce dernier renseignement est bien daté, il en a déduit qu'Ibn al-Ǧīʿān aurait compilé les données, en particulier les superficies, de 1376, et Ibn Duqmāq celles des années

[129] RĞ 4638 f° 23 v°, avec les confins ; M. Ramzī, II 2, p. 289 ; H. Halm, 1982, t. II, p. 456 et carte 32.

[130] Sur la *rizqa iḥbāsiyya*, catégorie spécifique de terre en mainmorte, N. Michel, 1996.

[131] H. Halm, vol. I, 1979, p. 24-54 sur le *rawk al-nāṣirī*, notamment p. 30-34 sur Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān.

[132] Ibn Duqmāq, *Kitāb al-Intiṣār li-wāsiṭat ʿiqd al-amṣār*, éd. K. Vollers, *Description de l'Égypte*, 1892, d'après le manuscrit autographe de la Bibliothèque khédiviale, au Caire.

[133] J.-Cl. Garcin, 1976, p. 454, n. 1.

[134] Ibn al-Ǧīʿān, *Al-tuḥfa al-saniyya bi-asmā' al-bilād al-miṣriyya*, éd. B. Moritz, Le Caire, 1898.

[135] H. Halm, vol. I, 1979, p. 31 et références p. 34, n. 5 et 6.

[136] J.-Cl. Garcin, 1976, p. 456 et n. 1.

1395-1398 [137]. « En fait, l'évaluation des surfaces a été visiblement entièrement contrôlée depuis 777 / 1375-1376 ; les variations, parfois d'ordre minime, enregistrées dans les chiffres des surfaces entre ces deux dates, montrent que les registres ont été mis à jour [138]. »

Aux deux recensions d'époque mamelouke s'ajoutent désormais les deux séries constituées dans les années 1550 pour les besoins de l'administration fiscale au Caire, séries appelées aujourd'hui *al-rizaq iḥbāsī* (RI) et *al-rizaq ǧayšī* (RǦ). Les rédacteurs des RI se sont appuyés sur « les *daftar*-s *al-aḥbās* du temps des Circassiens », et ceux des RǦ sur « l'ancienne *ǧarīda* », c'est-à-dire sur les registres utilisés sous le régime précédent, par les bureaux chargés respectivement des *rizqa*-s *iḥbāsiyya* (le *dīwān al-aḥbās*) et des *iqṭāʿ*-s (le *dīwān al-ǧayš*) ; c'est dans ces registres qu'ils ont recopié les superficies dites explicitement du *rawk al-nāṣirī* [139]. Les renseignements des RI et des RǦ sont dans l'ensemble plus précis que ceux d'Ibn Duqmāq et d'Ibn al-Ǧīʿān : les fractions de feddans y figurent, ainsi que les superficies de terres en *rizqa*-s et certains détails de répartition des surfaces par statut ou par mise en culture.

Nous disposons ainsi désormais de trois recensions qui vont permettre d'approfondir les deux questions soulevées par l'hypothèse de Jean-Claude Garcin : d'abord, examiner si Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān ont recopié des chiffres différents (donc de dates différentes) ; ensuite, à quelle(s) date(s) attribuer ces chiffres.

Sur le premier point, la confrontation attentive des deux auteurs d'époque mamelouke avec les données du *rawk al-nāṣirī* compilées dans les registres des années 1550 permet de trancher. Dans la majorité des cas (30 sur 42 *nāḥiya*-s pour l'échantillon restreint de la Buḥayra), les chiffres de RǦ 4638 concordent soit avec Ibn Duqmāq (6 cas) [140], soit avec Ibn al-Ǧīʿān (12 cas), soit avec les deux (12 cas). Ils divergent plus souvent lorsqu'Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān eux-mêmes divergent (7 cas) que lorsque ces derniers concordent entre eux (5 cas). Il paraît bien difficile d'admettre que les rédacteurs des années 1550 aient eu sous les yeux des registres d'époque mamelouke où se seraient trouvés combinés de manière fantaisiste des chiffres de 1376 avec d'autres des années 1390. L'examen au cas par cas montre que sur les 69 cas de divergences entre l'une et l'autre des trois recensions, 40 portent sur un seul chiffre : 13 sur les unités, 24 sur les dizaines et 3 sur les centaines seules. Le décompte total de l'ensemble des divergences, chiffre par chiffre, confirme cette prééminence des dizaines (49) sur les unités (35), les centaines (21) et les milliers (2) (tableau *infra*). Or dans l'hypothèse de mises à jour cadastrales échelonnées durant un laps de temps relativement court (quelques dizaines d'années), et ayant fourni des chiffres de superficies proches, comme le pensait Jean-Claude Garcin, les différences auraient dû en toute logique porter plus souvent sur les unités que sur les dizaines.

[137] *Ibid.*, p. 454-456 et 231-233. Son argument principal repose sur le lien (indiscutable à ses yeux) entre les trois sortes d'informations données par chacun des auteurs : *misāḥa*, *ʿibra* et statut de la terre (avec notamment le nom des possesseurs d'*iqṭāʿ*-s). Cependant Ibn al-Ǧīʿān a donné le statut des terres à deux dates différentes, le chiffre de la *ʿibra* en 1376 (avec indication de changements éventuels de son temps, vers 1475-1480), et un seule chiffre de *misāḥa*. De plus, la *ʿibra* n'était pas calculée directement à partir de la superficie.

[138] *Ibid.*, p. 454.

[139] N. Michel, 1996, p. 166-167 et 169-172.

[140] En comptant le cas étrange de Niklā al-ʿInab qui va être évoqué plus loin.

	Divergences entre les recensions suivantes :						
	Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān		Ibn Duqmāq et RǦ 4638		Ibn al-Ǧīʿān et RǦ 4638		
Divergences portant sur :	***Un chiffre***	***2 chiffres ou plus***	***Un chiffre***	***2 chiffres ou plus***	***Un chiffre***	***2 chiffres ou plus***	***Total***
Unités	5	9	4	8	4	5	**35**
Dizaines	8	12	7	9	9	4	**49**
Centaines	1	8	2	8	–	2	**21**
Milliers	–	–	–	1	–	1	**2**
Total	**43**		**39**		**25**		**107**

Exemple de divergence ne portant que sur un chiffre : 443 et 493 ;
exemple de divergences portant sur deux chiffres : 775 et 708.
Tableau. Nombre de cas de divergence entre les trois recensions du *rawk al-nāṣirī* selon la position du chiffre pour lequel il y a divergence.

Dans la plupart des cas, l'explication paraît en fait simple. Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān ont exprimé leurs quantités en toutes lettres, comme cela se pratiquait dans les productions littéraires ; mais ce n'était pas le cas de l'administration, qui utilisait des sortes d'abréviations appelées les chiffres *siyāq*, de préférence à la numération de position, c'est-à-dire aux chiffres indiens. La consultation de ces chiffres *siyāq* [141] montre que leur écriture par une main trop cursive ou peu soigneuse conduisait à des confusions : notamment pour les unités entre 3/8, 7/9/3 [142], 4/9 ; pour les dizaines, entre 5/15, 10/20, 40/90, 60/80, 30/90 ; pour les centaines entre 600/700, 300/900, 700/900, 400/900. Certains font suivre les centaines d'un petit trait oblique que leur lecteur peut prendre pour un 6 [143]. La pratique des ligatures entre les chiffres, qu'évitaient les mains soigneuses mais non les autres, pouvait conduire par exemple à confondre 30 et 160 [144]. La plupart des divergences constatées entre les trois recensions des données de 1315 relèvent de ce genre de confusions : chacun peut les repérer en retranscrivant à son tour en *siyāq* les nombres donnés par les deux auteurs mamelouks. C'est Ibn Duqmāq qui offre le plus de leçons éloignées des deux autres recensions, notamment pour les unités et les centaines ; alors qu'Ibn al-Ǧīʿān et le registre ottoman RǦ 4638 sont souvent proches, sauf pour les dizaines. Il faut ajouter les omissions, notamment des unités et du 100, et certains arrondissements au plus proche [145].

[141] J'en ai donné le tableau, à partir des RI, dans N. Michel, 1996, p. 130.

[142] Le 7 et le 70 débutent normalement par un trait plus ou moins horizontal et long. Mais certains le raccourcissent, ce qui conduit à des confusions avec le 9 (crochet court) et le 3 (petit trait court).

[143] Ex. de Qabr al-Mara : 960 f. pour Ibn al-Ǧīʿān, 966 f. pour Ibn Duqmāq.

[144] Ainsi de Qaryat al-Šayḫ : 2 164 f. pour Ibn Duqmāq, 2 034 f. pour Ibn al-Ǧīʿān. Autre exemple du même type, Niqrihā : 1 350 f. pour Ibn al-Ǧīʿān, 1 165 f. pour RǦ 4638.

[145] Ex. Qarṭasā, 1 030 f. chez Ibn Duqmāq, 1 137 f. dans les deux autres recensions.

La fréquence accablante de ces erreurs de lecture [146] laisse une piètre idée de la fiabilité des sources quantitatives sur lesquelles l'historien est tenu de travailler. Comme ce fut le cas avec les séries de registres constitués dans les années 1550, à l'époque mamelouke les chiffres du *rawk al-nāṣirī* avaient dû être reportés sur plusieurs séries de documents administratifs, soit détaillés (*mufaṣṣal*), comme les *daftar*-s *al-aḥbās*, soit récapitulatifs (*iǧmāl*) comme celui pour 891/1486 plusieurs fois cité dans les RI [147] ; c'est ce type de sources, donc des copies du *rawk* originel, voire des copies de copies, qu'ont consulté Ibn Duqmāq et Ibn al-Ǧīʿān ; il y a apparence que les deux auteurs ont exploité des documents différents, émanant du *dīwān al-ǧayš*, et que celui qu'a utilisé Ibn al-Ǧīʿān était assez proche de « l'ancienne *ǧarīda* » qui a servi de source principale aux RǦ ottomans.

Une fois établi que dans la plupart des cas les trois recensions dont nous disposons ont recopié les mêmes chiffres – ou plutôt des chiffres dont la source était identique –, reste à dater cette dernière. Trois hypothèses se présentent à l'esprit : soit il s'agit bien des chiffres du cadastre de 1315 ; soit d'une révision complète, un nouveau cadastre, réalisé au plus tard juste avant la rédaction par Ibn Duqmāq, donc avant 1397-1398 ; soit de réajustements des chiffres du *rawk al-nāṣirī*, réalisés au cas par cas entre 1315 et cette dernière date.

La deuxième hypothèse, celle d'une révision complète, n'est pas défendable. Elle suppose qu'aux dates indiquées eurent lieu des cadastres généraux de l'Égypte dont aucune source ne parle, alors que nous disposons de chroniques détaillées de cette période. Le plus important des auteurs contemporains, al-Maqrīzī, a bien précisé que le *rawk al-nāṣirī* fut le dernier [148]. Ces opérations, lourdes en soi, et capitales pour les équilibres fiscaux, frappaient les esprits et ont laissé des traces abondantes dans la littérature, ne serait-ce que parce qu'elles étaient ressenties comme la manifestation d'un pouvoir particulièrement fort. Mais la question n'est pas si simple, car des opérations de révision partielle avaient parfois lieu. C'est ainsi qu'en 799/1397 on procéda à un arpentage, qui ne porta que sur les terres relevant du divan sultanien dans le Ṣaʿīd [149]. C'est ce qui justifiait l'hypothèse de Jean-Claude Garcin. Des données complémentaires, éparses dans les registres d'époque ottomane, apportent la preuve de ce que l'on soupçonnait, à savoir que des révisions partielles ont bien eu lieu. Elles correspondent au petit nombre de cas qui échappent aux explications données plus haut, tant les divergences apparaissent inexplicables.

Maḥallat al-Niklā, devenue à l'époque ottomane Niklā al-ʿInab, possède un terroir de 1 760 f. selon Ibn Duqmāq, 1 420 f. selon Ibn al-Ǧīʿān (une erreur de lecture, due à des ligatures parasites, est possible) ; le RǦ donne deux chiffres de superficie : 2 411 f. (dont 99 f. en *rizqa*) d'après l'ancienne *ǧarīda*, avec un détail par catégories qui rend le chiffre très sûr ; et il ajoute : « puis sa superficie a été établie, *rizqa*-s comprises, le 13 ǧumādā II

[146] Ce sont exactement 43 des chiffres donnés par Ibn Duqmāq, sur 168 au total, qui ne se retrouvent pas chez Ibn al-Ǧīʿān : soit le quart.

[147] N. Michel, 1996, p. 168-169 ; sur la datation des *daftar*-s *al-aḥbās* mamelouks directement utilisés par les RI et les RǦ, *ibid.*, p. 171.

[148] Le chapitre qu'al-Maqrīzī a consacré dans ses *Ḫiṭaṭ* à ce cadastre, porte significativement le titre *Ḏikr al-rawk al-aḫīr al-nāṣirī* : *Ḫiṭaṭ*, éd. G. Wiet, 1913, vol. II, 1re partie, p. 20 ; voir aussi *ibid.*, p. 32, § 21. Cf. H. Halm, vol. I, 1979, p. 30 et 37.

[149] *Ibid.*, p. 454, d'après Ibn al-Furāt, IX, p. 461, et al-Maqrīzī, *Sulūk*, III, p. 876 (éd. Ziyāda).

843 / 21 novembre 1439 » à 1 760 f. (dont 228 f. en *rizqa*) [150], ce qui est précisément le chiffre donné par Ibn Duqmāq, mort pourtant bien avant 1439. L'acte de 1439 recopiait en fait une indication antérieure à ce dernier, donc un réarpentage qui eut lieu à une date inconnue entre 1315 et les années 1390. Certains villages ont donc bien été l'objet après 1315 d'un nouveau cadastrage, dont les résultats ont été transmis au *dīwān al-ğayš*. C'est aussi le cas d'un des villages désertés en 1528, Qabr al-Mara, 960 f. d'après Ibn al-Ǧīʿān et 966 f. d'après Ibn Duqmāq : le RǦ fait référence à la *mukallafa* [151] de fin *šaʿbān* 843 / 3 avril 1440, où le village a 700 f., puis il ajoute que « sa superficie a été établie, selon le *maḥḍar* [acte, ou rapport], à : en culture, 960 2/3 f. [152] ». Ce chiffre de 960 f. qui paraît postérieur à 1440 doit être en fait antérieur aux années 1390, mais il présente un degré de précision que n'ont pas les 700 f. suspects ; le village n'a peut-être été réellement cadastré qu'une fois, et ce ne fut pas en 1315.

Le village de Qāfila offre un cas plus complexe encore. Le registre ottoman fournit pour son terroir trois chiffres de superficie : 3 784 feddans, dont 120 en *rizqa*, d'après l'ancienne *ğarīda* (c'est aussi le chiffre qu'Ibn al-Ǧīʿān, tandis qu'Ibn Duqmāq donne 3 984 f., apparemment une lecture erronée des signes 700/900) ; 4 784 f., dont 2 800 en culture (*muzdaraʿ*) et 1984 en *šarāqī*, d'après la *misāḥa* de 719/1319-1320 ; 7 700 f. d'après la *mukallafa* de 870/1465-1466 [153]. Ce dernier chiffre, surprenant, paraît montrer que certaines révisions n'ont pas été opérées dans le sens d'une plus grande précision. Quant aux deux chiffres de 4 784 f. (pour 719 H.) et de 3 784 f. retenu par trois recensions postérieures, leur proximité est telle qu'il faut supposer une erreur de lecture ou une rectification de calcul, non une nouvelle opération de cadastrage.

Maḥallat al-Niklā, Qabr al-Mara et Qāfila sont les seules *nāḥiya*-s de la Buḥayra dont le registre RǦ 4638 mentionne différents chiffres de superficie. Dans les deux premiers cas, les chiffres donnés par des documents précisément datés durant le XV^e^ siècle ont été établis en fait dès le XIV^e^, de sorte que les dates fournies n'ont par elles-mêmes d'autre signification que de nous apprendre que d'apparentes mises à jour cadastrales pouvaient se réduire à une simple copie de données fort antérieures. Il arrivait que deux chiffres, l'un rond, l'autre précis, résultant d'arpentages ou d'évaluations différents, se trouvaient en concurrence, sans que les secrétaires du *dīwān al-ğayš* aient eu la possibilité de trancher. En somme les cas examinés ici ne donnent pas l'idée de remises à jour rationnelles, désireuses de prendre en compte l'évolution des terroirs, ni plus généralement d'une volonté de l'administration d'affiner ses données. La plupart des chiffres ronds collectés une fois demeurèrent en l'état, et l'on s'en contenta.

Les quelques cas de contradictions flagrantes entre nos trois sources doivent donc être expliqués par des recadastrages intervenus après 1315, et que les deux auteurs d'époque mamelouke, et les récapitulatifs qu'ils utilisaient, ont pu préférer aux chiffres originels. Les secrétaires qui dans les années 1550 ont recopié dans les registres aujourd'hui conservés ces indications cadastrales qu'ils lisaient dans les *daftar*-s *al-aḥbās* et dans les *ğarīda*-s

[150] RǦ 4638, f° 107 r°.

[151] La *mukallafa* est à l'époque mamelouke un registre tenu par village et permettant de calculer le montant des impôts additionnels dus par chaque contribuable ou *fallāḥ* : Gl. Frantz-Murphy, 1986, p. 50-52, citant longuement al-Nuwayrī, vol. VIII, p. 250.

[152] RǦ 4638, f° 43 v°.

[153] *Ibid.*, f° 107 r°.

d'époque mamelouke, ont travaillé avec un soin digne d'éloge, qui laisse penser qu'ils cherchaient l'exhaustivité. Or les cas de révision cadastrale qu'ils ont notés sont rares [154], médiocrement cohérents, et l'on peut penser qu'ils l'étaient aussi en réalité. La très grande majorité des chiffres de superficie de 1315 n'auraient donc pas été révisés par la suite. Ce qui revient à l'hypothèse la plus simple : la plupart de nos chiffres sont bien ceux du cadastre de 1315, le dernier *rawk* mamelouk [155].

Devant les divergences entre nos trois recensions, quelle leçon préférer ? Pour éviter dans la mesure du possible des choix arbitraires, j'ai choisi quelques principes simples : a) rétablir les omissions manifestes [156] ; b) préférer, ce qui revient au même, les nombres les plus précis ; c) choisir une leçon lorsqu'elle se trouve dans deux sources sur trois, sauf si elle est due à une omission ; d) en cas de divergence entre les trois sources, essayer de reconstituer les erreurs de lecture [157] ; e) ne pas forger de quatrième lecture, serait-elle même la plus vraisemblable [158]. J'ai procédé de même avec les villages de la Ǧazīrat Banī Naṣr. Le résultat demeure incertain, plusieurs des choix qu'il a fallu opérer ne sont sans doute pas décisifs ; néanmoins on peut considérer avoir réduit de manière notable la marge d'erreur, et facilité l'exploitation des données de 1315 en levant le verrou formé par les contradictions entre les recensions d'Ibn Duqmāq et d'Ibn al-Ǧīʿān.

[154] Aucun cas par exemple pour la province de la Bahnasāwiyya, dont les registres des *rizqa*-s *iḥbāsiyya* du milieu du XVI^e^ siècle nous sont parvenus presque en entier.

[155] Cette conclusion se rapproche de l'avis de H. Halm, t. I, 1979, p. 30-31 et 37-38, qui attribuait les divergences entre les deux auteurs mamelouks à des corrections locales effectuées de loin en loin, sans qu'un nouveau *rawk* eût été nécessaire.

[156] Ainsi pour Maḥallat Māriya : 1 618 f. selon Ibn Duqmāq, 1 600 f. selon Ibn al-Ǧīʿān et RǦ. Cet exemple s'applique aussi à la règle c).

[157] Ex. Maḥallat Qays : 1 050 f. pour Ibn Duqmāq, 1 006 f. pour Ibn al-Ǧīʿān et 1 005 f. pour RǦ. Comme le 5 peut, écrit en *siyāq*, être confondu avec 50 et avec 6, mais que le 6 ne peut pas l'être avec 50, c'est la leçon 1 005 f. qui a été préférée, car seule susceptible d'être mal lue aussi bien 1 006 que 1 050.

[158] Ex. Lūqīn : 1 963 f. selon Ibn Duqmāq, 1 780 f. selon Ibn al-Ǧīʿān, 1 683 f. selon RǦ. 700, écrit en *siyāq*, peut être confondu avec 900 (comme 7 avec 9) et avec 600, mais 600 ne peut en aucun cas l'être avec 900 : ce qui devrait faire préférer 1 783, que ne nous donne aucune des trois sources.

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans) [a], d'après :			Superficie en 1528 (en feddans) [b]	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RǦ 4638		
Al-ʿAṭf	**1 400**	**1 400**	–	1 428	+ 2,0
Kafr al-Šayḫ Maḥlūf	–	–	–	165	
Qarāqīš / Kafr Banī Hilāl	**3 032**	**3 032**	**3 032**	2 049	– 32,4
Kafr Dāwud	–	–	–	1 354	
Kafr Ǧiʿīf	–	–	–	575	
Baršūṭ / Kafr Musāʿid	**550**	**550**	–	224	– 59,3
Kawm Šarīk	**2 419**	**2 419**	2 429	2 412	– 0,3
Kunayyisat al-Ġīṭ	**1 388**	**1 388**	**1 388**	1 247	– 10,2
Kunayyisat Mubārak / Kunayyisat al-Ẓāhiriyya	**443**	**443**	**443**	422	– 4,7
Kunayyisat ʿAbd al-Malik / Kunayyisat Ūrīn	**493**	443	**493**	438	– 11,2
Naqqāna / Laqqāna	2 392	**2 262**	**2 262**	2 254	– 0,3
Lūqīn	1 963	**1 780**	1 683	1 354	– 23,9
Maġnīn	**720**	**720**	**720**	712	– 0,1
Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān	**2 440**	**2 440**	**2 440**	2 263	– 7,2
Maḥallat Aḥmad	Fait partie de la *nāḥiya* de Nitmā			563	[– 7,2]
Maḥallat al-Amīr	775	**708**	**708**	510	– 28,0
Maḥallat al-Kurūm	**1 094**	**1 094**	1 093	déserté [201]	– 81,6
Maḥallat Bišr	790	**969**	**969**	961	– 0,8
Maḥallat Dāwud	**2 171**	**2 171**	**2 171**	1 198	– 44,8
Maḥallat Farnawā	1 325	**1 315**	**1 315**	1 307	– 0,6
Maḥallat Ǧaʿfar	**348**	**348**	**348**	343	– 1,4
Maḥallat Ḥasan	661	**631**	**631**	déserté [25]	– 96,0
Maḥallat Māriya	**1 618**	1 600	1 600	déserté [107]	– 93,4
Maḥallat Naṣr	620	**628**	**628**	613	– 2,4
Maḥallat Qays	1 050	1 006	**1 005**	992	– 1,4
Maḥallat Ṣā	**1 525**	1 530	**1 525**	1 936	+ 26,9
Maḥallat ʿUbayd	**684**	**684**	689	déserté [141]	– 79,4
Maʿniya	**1 989**	**1 989**	1 969	1 927	– 3,1
Maḥallat Marqaṣ / Marqaṣ	1 415	**1 425**	**1 425**	1 429	+ 0,3

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans) [a], d'après :			Superficie en 1528 (en feddans) [b]	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RǦ 4638		
Al-Ǧinān wa-l-Ḥāfir / Minyat al-Saʿīd	**1 157**	**1 157**	–	810	– 30,0
Minyat ʿAṭiya	**596**	546	**596**	554	– 7,0
Minyat Maḥallat ʿUbayd / Minyat Banī Manṣūr	**803**	**803**	**803**	832	+ 3,6
Minyat Banī Mūsā	1 035	**1 031**	–	1 279	+ 24,0
Minyat Ġāliya	**294**	244	**294**	254	– 13,6
Minyat Salāma	**1 194**	1 144	**1 194**	1 208	+ 1,2
Minyat Yazīd	586	**588**	**588**	562	– 4,4
Maḥallat Niklā / Niklā al-ʿInab	1 760	1 420	**2 411**	1 684	– 30,1
Nafarā	89	**88**	–	déserté	–
Nidayba	**4 157**	4 160	4 057	[400]	– 90,4
Niqrihā	1 200	1 350	**1 165**	547	– 53,0
Nitmā wa-Malīḥa [+Maḥallat Aḥmad]	1 323	**1 383**	**1 383**	720 [+563]	[– 7,2]
Qabīl	1 020	**1 618**	1 628	1 698	+ 4,9
Qabr al-Mara	**966**	960	**966**/700	déserté	
Qabr ʿIṣām	**407**	**407**	**407**	déserté	
Qāfila	3 984	**3 784**	**3 784**	1 311	– 65,3
Qamḥā	**813**	**813**	823	1147	+ 41,1
Qarṭasā	1 030	**1 137**	**1 137**	857	– 24,6
Qaryat al-Šāyḥ	2 164	**2 034**	2 084	2 094	+ 2,9
Qulayšān	**730**	**730**	**730**	1 732	+ 137,3
Maḥallat Banī Wāqid / Wāqid	**2 707**	**2 707**	**2 707**	2 703	– 0,1
Yāṭis	**2 027**	**2 027**	**2 027**	2 011	– 0,8
Total		**64 127**		**51 553**	**– 19,9**
Subtotal [c]		**55 943**		**48 585**	– 13,1

Tableau 6. Superficies des villages de la Buḥayra (échantillon restreint) en 1315 et 1528.

[a] pour chaque village, le chiffre de superficie retenu pour le cadastre de 1315 a été indiqué en gras (selon des critères de choix définis p. 240).

[b] pour les villages désertés en 1528, les chiffres entre crochets sont ceux des superficies effectivement cultivées, seuls connus.

[c] total sans les villages inconnus en 1315, et ceux dont seule la superficie effectivement cultivée en 1528 est connue.

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans), d'après :			Superficie en 1528 (en feddans)	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RǦ 4638		
ʿAlqām	1 628	**1 623**	**1 623**	1 626	+ 0,2
Farnawā	2 043	**2 093**	**2 093**	2 025	– 3,2
Fīša Balḥāya	**2 121**	**2 121**	**2 121**	1 229	– 42,1
Karfasa = al-Qāʿa	**112**	110	122	–	–
Kawm al-Ṭawīl = Abīs	1 804	1 804	**196**	–	–
Kīmān Širās et Ḥawḍ Fāris	433	**933**	**933**	995	+ 6,6
Maḥallat Bitūk	**743**	**743**	**743**	881	+ 18,6
Maḥallat Ḥafṣ	3 486	**3 481**	**3 481**	[341]	– 90,2
Maḥallat Kīl	2 239	**2 234**	**2 234**	–	–
Maḥallat Tābit	**714**	**714**	**714**	avec Abū Ḫarāša	
Maḥallat Zibāl	**1 663**	**1 663**	**1 663**	–	–
Marǧanā wa-Marsanā	**2 054**	**2 054**	**2 054**	–	–
Masǧid Ġānim	129	**160**	**160**	90	– 43,7
Minyat Babīǧ = al-Ẓāhiriyya	**1 072**	**1 072**	**1 072**	1 396	+ 30,2
Minyat Ṭarrād = al-Qāʿa	**270**	**270**	**270**	240	– 11,1
Minyat Zarqūn / Zarqūn	**866**	**866**	**866**	962	+ 11,1
Naqīda Banī Fukays	776	746	**796**	1 003	+ 26,0
Naqīda Šišt	**161**	**161**	**161**	165	+ 2,5
Qabr al-Wāylī	**1 174**	**1 174**	**1 174**	–	–
Qabr Rawq / Qabr Marzūq	1 950	**845**	**845**	–	–
Qalāwat Baysinā / al-ʿAlāwān	**550**	**550**	**550**	563	+ 2,3
Qalāwat Afrīm	248	**240**	**240**	–	–
Qirṭās	619	**617**	**617**	617	0,0
Qulayʿat Badāl	**479**	**479**	**479**	déserté [351]	– 26,7
Šandīd	1 385	**1 485**	**1 485**	1483	– 0,1
Šanšabā	**490**	**490**	**490**	472	– 3,7
Šanšīr = Sinsīǧ	**998**	**998**	**998**	935	– 6,3
Šaqrā	1 960	**1 406**	**1 406**	1 211	– 13,9
Šarnūb	**3 712**	3 912	**3 712**	3 724	+ 0,3
Ṣayfiyya	**1 277**	**1 277**	**1 277**	1 264	– 1,0

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans), d'après :			Superficie en 1528 (en feddans)	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RǦ 4638		
Šišt wa-Ḥawḍ al-Marāḥilī	2 704	2 704	**2 744**	2 776	+ 1,2
Šubrā Ḫīt	**820**	**820**	**820**	526	– 35,8
Šubrā Wasīm	900	**700**	**700**	737	+ 5,3
Ṭalamšūš	1 865	**1 861**	**1 861**	[201]	– 89,2
Ṭalamūs	**1 390**	**1 390**	**1 390**	[252]	– 81,9
Ṭāmūs	**640**	**640**	**640**	637	– 0,5
Tabaranba = al-ʿAwǧa	**1 178**	**1 178**	2 707	déserté 530+650	+ 0,2
Ṭība	**1 445**	**1 445**	**1 445**	1 024	– 29,1
Ṭimillās = al-Zāwiya / Zāwiyat al-baḥr	**1 329**	**1 329**	**1 329**	1 315	– 1,0
Ṭuḥayḫ	1 170	**1 270**	**1 270**	1 273	+ 0,2
Ṭūḫ Duḫāya	1 600	**1 619**	**1 619**	1 625	+ 0,3
Warzāfa	1 296	**1 298**	**1 298**	1 255	– 3,3
Total		**50 859**		**34 374**	**– 32,4**
Rappel : total du tableau 6		64 127		51 553	
Total général Buḥayra (tableaux 6 et 7)		**114 986**		**85 927**	**– 25,3**

Tableau 7. Superficies des villages de la Buḥayra (échantillon large) en 1315 et 1528.
Mêmes conventions que pour le tableau 6.

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans), d'après :			Superficie en 1528 (en feddans)	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RǦ 4638		
Abū Kullus	**1 072**	**1 072**	**1 072**	728	– 32,1
Al-ʿAdāwā	–	–	–	615	–
Al-Manšī	–	–	–	1 406	–
Alṭā	**4 000**	**4 000**	**4 000**	1 000	– 75,0
Al-Zubayriyya	**1 760**	**1 760**	perdu		
ʿĀṣif	1 156	**1 153**	**1 153**	613	– 46,8
Azrī	**600**	**600**	perdu		
Babīǧ wa-Maḥallat al-Laban	**1 700**	**1 700**	**1 700**	1 174	– 30,9
Balmišt	**2 200**	**2 200**	**2 200**	838	– 61,9
Barhīm	1 995	**1 600**	**1 600**	809	– 49,4
Bilšāy	**2 388**	2 380	2 380	1 532	– 35,8
Bimam	**5 777**	**5 777**	**5 777**	2 888	– 50,0
Binūfar	1 390	**1 340**	**1 340**	975	– 27,2
Bištāmā	5 220	**5 270**	**5 270**	759 [+ Ṭānūb 1 112]	[–64,5]
Dalǧamūn	3 954	7 924	**3 924**	4 036	+ 2,9
Dalakā wa-sāḥiluhā	575	870	**1 325**	546	– 58,8
Damāliǧ	**1 646**	**1 646**	**1 646**	1 116	– 32,2
Danasūr	2 808	**2 520**	**2 520**	1 550	– 38,5
Daqran	202	**206**	**206**	310	+ 50,5
Dibirkā	2 644	**1 073**	**1 073**	incomplet	
Dilibšayn	1 445	**1 540**	**1 540**	966	– 37,3
Dimšawayh al-Biǧāl	**1 500**	**1 500**	**1 500**	1 195	– 20,3
Dīrāǧīn	**2 673**	2 670	2 670	1 905	– 28,7
Dišyā	1 010	**960**	**960**	700	– 27,1
Diyamā	807	**857**	**857**	619	– 27,8
Ǧazīrat al-Ḥaǧar	2 145	**2 341**	2 343	1 289	– 44,9
Ǧazīrat Babīǧ wa-Maḥallat al-Laban	–	–	–		
Ǧizay	1 466	**1 950**	**1 950**	800	– 59,0
Ǧuraysān	**2 000**	**2 000**	**2 000**	707	– 64,7
Ḥiṣṣat ʿĀmir	875	**1 162**	**1 162**	666	– 42,7
Ibšāda	123	123	**803**	747	– 7,0
Iḫšā	**4 000**	**4 000**	4 800	2 250	– 43,8

Nom de la *nāḥiya* en 1315 / en 1528	Superficie en 1315 (en feddans), d'après :			Superficie en 1528 (en feddans)	Différence entre 1315 et 1528 (%)
	Ibn Duqmāq	Ibn al-Ǧīʿān	RĞ 4638		
Ibyār	–	–	–	1 868	–
Ikwā	**1 772**	**1 772**	perdu		
Minyat al-Kirām	**1 208**	1 200	1 200	1 114	– 7,8
Minyat Fuṭays	**1 000**	**1 000**	**1 000**	429	– 57,1
Minyat Šihāla	1 553	**1 590**	**1 590**	1 524	– 4,2
Mišlā	**2 307**	2 300	1 300	1 600	– 30,6
Nādir	**1 023**	**1 023**	**1 023**	500	– 51,1
Qalīb / Qalīb Ibyār	**1 840**	**1 840**	**1 840**	2 160	+ 17,4
Šabšīr	**1 153**	1 150	1 150	302	– 73,8
Safṭ al-Mulūk	1 682	**4 655**	**4 655**	1 484	– 68,1
Salamūn al-Fīl	**1 406**	1 400	1 400	1 832	+ 30,3
Sansafṭ	1 588	**1 556**	**1 556**	1 050	– 32,5
Šubrā al-Lawn	**1 700**	**1 700**	**1 700**	806	– 52,6
Šubrā al-Namlā	2 147	**2 249**	**2 249**	1 283	– 43,0
Šubrā Bitūš	861	**1 460**	1 960	843	– 42,3
Sumyāṭis	2 180	**2 080**	**2 080**	1 510	+ 30,3
Šūnā	**4 100**	**4 100**	**4 100**	2 274	– 44,5
Ṭamalāhā	**2 397**	2 400	2 400	943	– 60,7
Ṭanūb	avec Bištamā			1 112	[– 64,5]
Ṭūḫ Dalakā wa-sāḥiluhā	**1 910**	**1 910**	1 905	1 207	– 36,8
Zāwiyat al-Baqlī	–	–	–	422	–
Total		**94 746**		**57 002**	**– 39,8**
Subtotal [d]		87 970		57 002	– 35,2
Subtotal [e]		**89 541**		**52 691**	– 41,1

Tableau 8. Superficies des villages de la Ğazīrat Banī Naṣr en 1315 et 1528.

Mêmes conventions que pour le tableau 6.

[d] Sans les quatre villages pour lesquels les superficies de 1528 manquent dans les registres subsistants : Al-Zubayriyya, Azrī, Dibirkā et Ikwā.

[e] total des 43 villages pour lesquels la comparaison entre les superficies de 1315 et de 1528 est possible.

	Superficie totale (en feddans)	***Muzdaraʿ***		**Friches anciennes**		**Friches récentes**	
		en feddans	en % du total	en feddans	en % du total	en feddans	en % du total
Al-ʿAṭf	1 428	296	20,7	128	9,0	1 004	70,3
Kafr al-Šayḫ Maḫlūf	165	150	90,9	15	9,1	–	–
Kafr Banī Hilāl	2 049	702	34,3	74	3,6	1 273	62,1
Kafr Dāwud	1 354	754	55,7	37	2,7	563	41,6
Kafr Ǧiʿif	575	293	51,0	–	–	282	49,0
Kafr Musāʿid	224	129	57,6	71	31,7	24	10,7
Kunayyisat al-Ġīṭ	1 247	1 171	93,9	76	6,1	–	–
Kunayyisat al-Ẓāhiriyya	422	355	84,1	67	15,9	–	–
Kunayyisat Ūrīn	438	265	60,5	31	7,1	142	32,4
Laqqāna	2 254	913	40,5	311	13,8	1 030	45,7
Lūqīn	1 354	413	30,5	532	39,3	409	30,2
Maḥallat ʿAbd al-Raḥmān	2 263	509	22,5	560	24,7	1 194	52,8
Maḥallat Aḥmad	563	451	80,1	–	–	112	19,9
Maḥallat al-Amīr	510	401	78,6	109	21,4	–	–
Maḥallat Bišr	961	531	55,3	200	20,8	230	23,9
Maḥallat Dāwud	1 198	543	45,3	103	8,6	552	46,1
Maḥallat Farnawā	1 307	552	42,2	277	21,2	478	36,6
Maḥallat Ǧaʿfar	343	234	68,2	–	–	109	31,8
Maḥallat Naṣr	613	276	45,0	213	34,7	124	20,2
Maḥallat Qays	992	638	64,3	354	35,7	–	–
Maḥallat Ṣā	1 936	616	31,8	163	8,4	1 157	59,8
Maʿniya	1 927	1 261	65,4	272	14,1	394	20,4
Marqaṣ	1 429	312	21,8	869	60,8	248	17,4
Minyat al-Saʿīd	810	600	74,1	–	–	210	25,9
Minyat ʿAṭiya	554	287	51,8	–	–	267	48,2
Minyat Banī Manṣūr	832	357	42,9	–	–	475	57,1
Minyat Banī Mūsā	1 279	1 279	100,0	–	–	–	–
Minyat Ġāliya	254	145	57,1	109	42,9	–	–
Minyat Salāma	1 208	770	63,7	437	36,2	–	–
Minyat Yazīd	562	300	53,4	57	19,1	205	36,5
Niklā al-ʿInab	1 684	1 048	62,2	122	7,2	514	30,5
Niqrihā	547	362	66,2	129	23,6	56	10,2

	Superficie totale (en feddans)	*Muzdaraʿ*		Friches anciennes		Friches récentes	
		en feddans	en % du total	en feddans	en % du total	en feddans	en % du total
Nitmā	720	545	75,7	174	24,2	–	–
Qabīl	1 698	408	24,0	1 203	70,8	87	5,1
Qāfila	1 311	240	18,3	812	61,9	259	19,8
Qamḥā	1 147	602	52,5	229	20,0	316	27,6
Qarṭasā	857	739	86,2	118	13,8	–	–
Qaryat al-Šāyḥ	2 094	672	32,1	856	40,9	566	27,0
Qulayšān	1 732	1 351	78,0	232	13,4	149	8,6
Wāqid	2 703	1 050	38,8	1226	45,4	427	15,8
Yāṭis	2 011	496	24,7	730	36,3	785	39,0
Total	**47 555**	**23 016**	**48,4**	**10 896**	**22,9**	**13 643**	**28,7**

Tableau 9a. Villages de la Buḥayra (échantillon restreint), superficies en cultures et en friches en 1528.

	Muzdaraʿ
Kafr al-Masʿūdī	89
Maḥallat al-Kurūm	201
Maḥallat Ḥasan	25
Maḥallat Māriya	107
Maḥallat ʿUbayd	141
Nafarā	0
Nidayba	400
Qabr al-Mara	0
Total	**963**

Tableau 9b. Villages de la Buḥayra (échantillon restreint) dont seule est connue la superficie en cultures en 1528.

Bibliographie

ʿAfīfī (Muḥammad), *Al-awqāf wa-l-ḥayāt al-iqtiṣādiyya fī Miṣr fī al-ʿaṣr al-ʿuṯmānī*, *Tārīḫ al-Miṣriyyīn* 44, al-Hay'a al-miṣriyya al-ʿāmma li-l-kitāb, Le Caire, 1991

Ayalon (David), « Names, Titles and 'Nisbas' of the Mamlūks », *IOS* 5, 1975, p. 189-232, réimpression *in The Mamlūk Military Society*, Variorum Reprints, Londres, 1979

Id., « The Auxiliary Forces of the Mamluk Sultanate », *Islam* 65/1, 1988, p. 13-37

Bagnall (Roger S.), *Egypt in Late Antiquity*, Princeton U.P., 1993

Behrens-Abouseif (Doris), *Egypt's Adjustment to Ottoman Rule. Institutions, Waqf and Architecture in Cairo (16th and 17th Centuries)*, *Islamic History and Civilization. Studies and Texts* 7, E.J. Brill, Leyde, 1994

Berthe (Maurice), *Famines et épidémies dans les campagnes navarraises à la fin du Moyen Âge*, 2 vol., S F I E D (« Féodalisme »), Paris, 1984

Bois (Guy), *La grande dépression médiévale : XIVe et XVe siècles. Le précédent d'une crise systémique*, PUF (« Actuel Marx confrontation »), Paris, 2000

Cahen (Claude), *Makhzūmiyyāt. Études sur l'histoire économique et financière de l'Égypte médiévale*, E.J. Brill, Leyde, 1977

Cuno (Kenneth M.), *The Pasha's Peasants. Land, Society, and Economy in Lower Egypt, 1740-1858*, *Cambridge Middle East Library* 27, Cambridge U.P., 1992

Id., « A Tale of Two Villages : Family, Property, and Economic Activity in Rural Egypt in the 1840s », *in* A.K. Bowman, E. Rogan (éd.), *Agriculture in Egypt From Pharaonic to Modern Times*, *Proceedings of the British Academy* 96, Oxford University Press, 1999, p. 301-329

Denoix (Sylvie), « Pour une exploitation d'ensemble d'un corpus : les waqfs mamelouks du Caire », *in* R. Deguilhem (éd.), *Le waqf dans l'espace islamique outil de pouvoir socio-politique*, Institut français de Damas, Damas, 1995, p. 29-44

Dols (Michael W.), *The Black Death in the Middle East*, Princeton U.P., 1977

Duby (Georges), « Démographie et villages désertés », *in Villages désertés et histoire économique XIe-XVIIIe siècle*, 1965, p. 13-24

Es-Seyyid Mahmud (Seyyid Muhammed), *XVI. Asırda Mısır Eyâleti*, *Marmara Üniversitesi Yayınları* 483, *Fen-Edebiyat Fakültesi Yayınları* 17, Edebiyat Fakültesi Basimevi, İstanbul, 1990 ; trad. arabe *Miṣr fī al-ʿaṣr al-ʿuṯmānī fi al-qarn 16*, *Ṣafaḥāt min tārīḫ Miṣr* 38, Maktabat Madbūlī, Le Caire, 1418/1997

Fanchette (Sylvie), *Le Delta du Nil. Densités de population et urbanisation des campagnes*, *Fascicule de recherche* 32, Urbama, Tours, 1997

Fourquin (Guy), *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge. Du milieu du XIIIe siècle au début du XVIe siècle*, *Publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Paris. Série Recherches* 10, PUF, Paris, 1964

Frantz-Murphy (Gladys), *The Agrarian Administration of Egypt from the Arabs to the Ottomans*, *CAI* 9, Ifao, Le Caire, 1986

Garcin (Jean-Claude), *Un centre musulman de la Haute-Égypte médiévale : Qūṣ*, *TAEI* 6, Ifao, Le Caire, 1976

Id., « Note sur les rapports entre Bédouins et Fellahs à l'époque mamluke », *AnIsl* 14, 1978, p. 147-163

Id., « Histoire, démographie, histoire comparée, périodisation » *in* J.-Cl. Garcin *et al.*, *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval (X^e^-XV^e^ siècle)* III. *Problèmes et perspectives de recherche*, PUF (« Nouvelle Clio. L'histoire et ses problèmes »), Paris, 2000, p. 37-55

Garcin (Jean-Claude), Taher (Mustapha Anouar), « Enquête sur le financement d'un *waqf* égyptien du XV^e^ siècle : les comptes de Jawhār al-Lālā », *JESHO* 38/3, 1995, p. 262-304

Halm (Heinz), *Ägypten nach den mamlukischen Lehensregistern*, 2 vol., *Beihefte zum Tübinger Atlas des Vorderen Orients* B 38/1 et 2, Dr. Ludwig Reichert, Wiesbaden, 1979 et 1982

Ḳānūnnāme-i Mıṣır : éditions en caractères latins par Ö.L. Barkan, 1943*, XV. ve XVI. asırlarda Osmanlı İmperatorluğ unda zirâî Ekonominin hukûkî ve mâlî Esasları, I. Kanunlar* (İstanbul), p. 355-387 ; puis par A. Akgündüz, 1993*, Osmanlı Kanunnâmeleri ve hukûkî tahlilleri* VI. *Kanunî Devri Kanunnâmeleri* ; II. *Eyâlet Kanunnâmeleri (II)*, İstanbul, Fey Vakfı, p. 81-140, avec fac-similé du ms. Süleymaniye Kütüphânesi, AyaSofia Bolümü n° 4871, p. 141-176 (c'est l'édition dont je suis ici la numérotation des alinéas) ; trad. en arabe par A.F. Mutawallī, *Ḳānūnnāme-i Mıṣır allāḏī aṣdarahu al-sulṭān al-qānūnī li-ḥukm Miṣr*, Maktabat al-anğlo-al-miṣriyya, Le Caire, 1986, avec réimpression de l'éd. Ö.L. Barkan

Lorzach (J.), Hug (G.), *L'habitat rural en Égypte*, Publications de la Société royale de géographie d'Égypte, Ifao, Le Caire, 1930

Al-Maqrīzī, *Bayān = Al-Bayān wa-l-iʿrāb ʿammā bi-arḍ Miṣr min al-Aʿrāb*, éd. A. ʿĀbidīn, ʿĀlam al-kitāb, Le Caire, 1961

Id., Ḫiṭaṭ = al-Mawāʿiẓ wa-l-iʿtibār fi ḏikr al-ḫiṭaṭ wa-l-āṯār, 2 vol., Dār al-maṭbaʿa al-miṣriyya, Būlāq, 1270 H. ; El-Maqrīzī, *El-Mawâʿiz wa'l-Iʿtibâr fi dhikr el-khitat wa'l âthâr*, éd. G. Wiet, *MIFAO* 30, 33, 46, 49, Ifao, Le Caire, 1911, 1913, 1922, 1924 ; trad. U. Bouriant, *Description topographique et historique de l'Égypte*, *MMAF* 17, Ernest Leroux, Paris, 1895

Id., *Sulūk = Kitāb al-sulūk li-maʿrifat duwal al-mulūk* III, IV, éd. S.A. ʿĀšūr, Le Caire, Maṭbaʿat Dār al-kutub, 1970, 1972

Martel-Thoumian (Bernadette), *Les civils et l'administration dans l'État militaire mamlūk (IX^e^/XV^e^ siècle)*, Institut français de Damas, Damas, 1992

Michel (Nicolas), « Les rizaq iḥbāsiyya, terres agricoles en mainmorte dans l'Égypte mamelouke et ottomane. Étude sur les *Dafātir al-aḥbās* ottomans », *AnIsl* 30, 1996, p. 105-198

Id., « Devoirs fiscaux et droits fonciers : la condition des Fellahs égyptiens (XIII^e^-XVI^e^ siècles) », *JESHO* 43/4, 2000, p. 521-578

Miller (Edward), « Introduction : Land and People », *in* J. Thirsk (éd.), *The Agrarian History of England and Wales* III, *1348-1500*, Cambridge U.P., 1991, p. 1-33

Petry (Carl F.), « Fractionalized Estates in a Centralized Regime : the Holdings of al-Ashraf Qāytbāy and Qānṣūh al-Ghawrī According to their Waqf Deeds », *JESHO* 41/1, 1998, p. 96-117

Ramzī (Muḥammad), *al-Qāmūs al-ğuġrāfī li-l-bilād al-miṣriyya min ʿahd qudamā' al-Miṣriyyīn ilā sanat 1945*, 6 vol., al-Hay'a al-miṣriyya al-ʿāmma li-l-kitāb (« Markaz waṯā'iq wa-tārīḫ Miṣr al-muʿāṣir »), Le Caire, 1994

La Reconstruction après la guerre de Cent Ans, *Comité des travaux historiques et scientifiques. Actes du 104^e^ congrès national des sociétés savantes*, t. I, Bibliothèque nationale, Paris, 1981

Russell (Josiah C.), « The Population of Medieval Egypt », *JARCE* 5, 1966, p. 69-82

Sharp (Michael), « The Village of Theadelphia in the Fayyum : Land and Population in the Second Century » *in* A.K. Bowman, E. Rogan (éd.), *Agriculture in Egypt From Pharaonic to Modern Times*, *PBA* 96, The British Academy, Oxford University Press 1999, p. 159-191

Toussoun (Omar), *Mémoire sur les anciennes branches du Nil* I. *Époque ancienne* ; II. *Époque arabe*, *Mémoires présentés à l'Institut d'Égypte* 4, Ifao, Le Caire, 1922

Id., *La géographie de l'Égypte à l'époque arabe* I. *La Basse Égypte*, *Mémoires de la Société royale de géographie d'Égypte* 8, Ifao, Le Caire, 1re partie, 1926 ; 2e partie, 1936

Udovitch (Abraham L.) (éd.), *The Islamic Middle East, 700-1900. Studies in Economic and Social History*, The Darwin Press (« Princeton Studies on the Near East »), Princeton, 1981

Vesely (Rudolf), « Les requêtes en Égypte au XVIe siècle », *REI* 45/2, 1977, p. 183-246

Villages désertés et histoire économique XIe-XVIIIe siècle, *Les hommes et la terre* 11, SEVPEN, Paris, 1965

Winter (Michael), *Egyptian Society under Ottoman Rule, 1517-1798*, Routledge, London, New York, 1992

Id., « Ottoman Egypt, 1525-1609 », *in* M.W. Daly (éd.), *The Cambridge History of Egypt* II. *Modern Egypt, from 1517 to the End of the Twentieth Century*, Cambridge U.P., 1998, p. 1-33

Zerner (Monique), *Le cadastre, le pouvoir et la terre. Le Comtat Venaissin pontifical au début du XVe siècle*, *CEFR* 174, École française de Rome, Rome, 1993